



PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

FICHES PEDAGOGIQUES

**AVOMBA Joseph Désiré, Animateur Pédagogique d'Histoire-Géographie & ESSIANE BEKONO
ROBERT CONFIANCE, Enseignant au Lycée Bilingue de MBALMAYO**

avombajosephdesire@gmail.com

2022

*PRATIQUE DE L'APC EN
E.C*

CLASSE DE TERMINALE

*Plus quelques sujets des lycées et collèges
du Cameroun*

*Par AVOMBA Joseph Désiré et ESSIANE BEKONO Robert Confiance
avombajosephdesire@gmail.com 694.10.69.62*

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

PROGRAMME D'ETUDES : E.C CLASSE DE TERMINALE

Présentation des familles de situations couvertes par le programme

<i>N</i>	Familles de situations	Domaines de vie
<i>1</i>	<i>La mondialisation</i>	<i>Vie économique</i> <i>Vie sociale</i>
<i>2</i>	<i>L'intégration sous régionale et régionale</i>	<i>Vie sociale</i> <i>Vie économique</i>

Tableau synoptique du programme d'éducation à la citoyenneté (classe de terminale)

<i>Cycle</i>	<i>Classes</i>	<i>Titre des Modules</i>	<i>Statut</i>	<i>Durée</i>
<i>Second cycle</i>	<i>Terminale ESG</i>	<i>Evaluation diagnostique</i>	<i>Obligatoire</i>	<i>02 H</i>
		<i>Activités d'intégration</i>		<i>12 H</i>
		<i>L'impact de la mondialisation sur le développement du Cameroun</i>		<i>26 H</i>
		<i>La coopération sous régionale et régionale</i>		<i>10 H</i>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

MODULE 1 : l'impact de la mondialisation sur le développement du Cameroun

Thème : l'impact de la mondialisation sur le développement du Cameroun

Chapitre 1 : les principes de la diplomatie camerounaise

Leçon 1 : Le concept des relations internationales

Leçon 2 : Les aspects et les formes de la coopération internationale

TD 1 : Les documents de voyage

Dossier 1 : l'assistance humanitaire

Leçon 3 : Les principes de la diplomatie camerounaise

Chapitre 2 : le Cameroun dans la coopération multilatérale

Leçon 4 : Le Cameroun et l'organisation des Nations Unies

Dossier 2 : La participation du Cameroun dans les missions des Nations Unies

Leçon 5 : le Cameroun et l'Union Européenne

Leçon 6 : Le Cameroun et l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Commonwealth et la Conférence des pays islamiques

Chapitre 3 : le Cameroun dans la coopération bilatérale

Leçon 7 : Le Cameroun et la France, le Cameroun et la Grande-Bretagne

Leçon 8 : LE Cameroun et les pays asiatiques : Chine et Japon

Leçon 9 : le Cameroun et les pays d'Amérique : USA, Brésil

Dossier 3 : L'aide au développement

MODULE 2 : La coopération sous régionale et régionale

Thème : la coopération sous régionale et régionale

Chapitre 5 : le Cameroun et les structures d'intégration sous régionale et régionale

Leçon 10 : Le Cameroun et l'Union Africaine

Leçon 11 : Le Cameroun dans sa sous-région

Dossier 4 : le COPAX

TD 2 : la contribution du Cameroun dans la gestion des conflits en Afrique

Dossier 5 : les problèmes du Cameroun dans les relations internationales.

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

PROTOCOLE DE CONDUITE D'UNE LEÇON ADOSSEE SUR L'APC

- 1- Prise en main de la classe
- 2- Contrôle des prérequis
- 3- Annonce de la leçon et mention du titre au tableau
- 4- Déroulé de la leçon :
 - ✓ Justification de leçon
 - ✓ Déroulé des séquences didactiques
- 5- Evaluation (partielle et finale)
- 6- Devoir à faire à la maison.

PROTOCOLE DE JUSTIFICATION D'UNE LEÇON

- 1- Proposition d'un exemple de situation de vie contextualisé (enseignant)
- 2- Proposition d'exemples d'actions (élèves)
- 3- Formulation de la justification (enseignant)

N.B : la justification formulée doit être en congruence avec la leçon et la famille de situation

REMPLISSAGE DU CAHIER DE TEXTE

- ✓ Module (en début de module)
- ✓ Chapitre (en début de chapitre)
- ✓ Leçon (préciser le numéro)
- ✓ Justification (formulation faite dans la fiche pédagogique)
- ✓ Séquences didactiques (préciser la démarche méthodologique choisie)
- ✓ Devoirs à faire à la maison □ Activités d'intégration (lorsqu'elles ont eu lieu)
- ✓ L'évaluation critériée (quand elle a eu lieu)
- ✓ La remédiation (quand elle a eu lieu).

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation	
EFFECTIF :	MODULE N° I: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN	
GARCON :	CHAPITRE N° 1: LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE	
FILLE :	LECON N° 1: LE CONCEPT DES RELATIONS INTERNATIONALES	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : mondialisation, RI, coopération, traité, diplomatie, coopération internationale, pacte, déclaration, etc.	
	PRE-REQUIS :	
Exemple de situation : la pénurie du blé à cause de la guerre en Ukraine		
Exemple d'action : constituer des stocks de réserve ou promouvoir la culture du blé au Cameroun		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires afin de participer activement au rayonnement du Cameroun dans la mondialisation.		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	RI ; mondialisation	Expliquer, mettre en relation	Esprit d'initiative	www.cours-de-droit.net ; Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Analyse et exploitation du document, brainstorming	Qu'entend-on par relations internationales ?	

Résumé : De nos jours, le monde est devenu un village planétaire où tous les Etats dépendent plus ou moins les uns des autres : c'est la mondialisation (phénomène d'ouverture des économies nationales sur un marché mondial, entraînant une interdépendance croissante des pays). Celle-ci est favorisée par les relations internationales qui désignent les rapports et les flux sociaux de toute nature qui traversent les frontières échappant ainsi à l'emprise d'un pouvoir étatique unique et auquel participent des acteurs qui se rattachent à des sociétés étatiques différentes.

I- Historique et importance de la coopération internationale	Traité ; sujet des RI ; Conférence ; coopération internationale ;	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles ; -Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018 ; - Introduction aux RI, Théories, Pratiques et Enjeux, CHENELIERE EDUCATION	Analyse et exploitation des documents, discussion	Pour quelle raison considérait-on l'Afrique comme un sujet des RI au 19 ^{ème} siècle ?	
---	---	--	---	---	---	---	--

Résumé :

1- Brève historique des RI

Bien qu'ayant débuté dans l'antiquité, c'est à partir du 17^{ème} siècle que les RI vont commencer à être codifiées suite à certains évènements et dates qui se sont succédés. Il s'agit notamment :

- ✓ Des traités de Westphalie (1648) qui consacrent l'Etat comme "acteur prépondérant" des RI. Ces traités (03) qui mirent fin à la guerre de 30 ans permirent de structurer les RI autour des mêmes impératifs et valeurs telles que la centralité de l'Etat, la légitimation de la violence étatique et la puissance comme expression de l'intérêt national ;
- ✓ Le Congrès de Vienne (1815) : il se situe dans la perspective de la consolidation de la paix et de l'élargissement du champ et des acteurs de RI.
- ✓ La Conférence de Berlin (15 novembre 1884-26 février 1885) : cette dernière formalise le partage de l'Afrique et son intégration comme sujet des RI. Enfin, cette Conférence confirme une approche "statocentrée" des RI c-à-d celle qui est centrée sur l'Etat comme acteur dominant;
- ✓ Le traité de Versailles (1919) : ce traité élargit le champ des acteurs des RI avec l'entrée des organisations Internationales (cas de la SDN)
- ✓ La Conférence de San Francisco (juin 1945) : cette conférence impose l'OI comme acteur majeur des RI et garant de l'ordre mondial (voire le rôle de l'ONU)
- ✓ Les attentats du World Trade Center et du Pentagone (11 sept.2001) qui symbolisent l'irruption d'une nouvelle catégorie d'acteurs particulièrement nuisibles sur la scène internationale : le terroriste et le terrorisme dont l'action est particulièrement dirigée contre l'acteur dominant : l'Etat.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

2- Importance de la coopération internationale :

La coopération est la traduction par excellence des RI. Elle peut être définie comme toute action entreprise par les acteurs internationaux dans le cadre des relations interétatiques pour atteindre des objectifs fixés conjointement par la mise en œuvre de certains moyens matériels, humains et financiers. Elle est importante car elle permet de prévenir les conflits à travers le monde mais aussi de lutter efficacement contre certains maux tels que les pandémies, la cybercriminalité, le terrorisme ou la pauvreté, etc. les différents aspects de la coopération se discutent par le biais de la diplomatie.

II- les fonctions et types de diplomatie	Diplomatie, types de diplomaties, fonctions de la diplomatie, etc.	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	www.lemondediplomatique.fr	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	mn
--	--	---------------------------------	---	--	--	----

Résumé : la diplomatie consiste à représenter son pays auprès d'une autre nation de manière totalement pacifique ; c'est aussi l'art d'attirer des sympathies à son pays et de l'entourer d'amitiés qui protègent son indépendance. Selon l'article 3 de la Convention de Vienne de 1968, la diplomatie a pour fonctions de :

- ✓ Représenter l'Etat accréditant auprès de l'Etat accréditaire ;
- ✓ Protéger dans l'Etat accréditaire les intérêts de l'Etat accréditant et de ses ressortissants ;
- ✓ Négocier avec le gouvernement de l'Etat accréditant ;
- ✓ Promouvoir des relations amicales et développer des relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire, etc.

En ce qui concerne les types de diplomaties, nous pouvons citer :

- ✓ La diplomatie parlementaire qui renvoie aux rencontres et sommets entre chefs d'Etats ;
- ✓ La diplomatie directe qui se déroule entre deux gouvernements sans l'intervention d'un quelconque intermédiaire ;
- ✓ La diplomatie Ad Hoc qui est utilisée pour résoudre un problème précis ;
- ✓ La diplomatie de terrain utilisée par les ONG pour négocier avec leur public cible, etc.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat	mn
------------	---	---	---	---	-------	----

Résumé : bien que les Etats collaborent entre eux, ils sont qualifiés sur la scène internationale de " monstres froids qui n'ont ni amis, ni ennemis mais seulement leurs intérêts à défendre"

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison : dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, présente deux fonctions de la diplomatie.

Bibliographie :

- www.cours-de-droit.net ;
- Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+
- Introduction aux RI, Théories, Pratiques et Enjeux, sous la direction de Stéphane Paquin et Dany Deschênes, CHENELIERE EDUCATION, 2009
- www.lemondediplomatique.fr

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports :

Document 1 : les traités de Westphalie (1648)

Westphalie et 1648 resteront à jamais reconnues comme étant l'étape ayant consacré l'Etat comme acteur si ce n'est unique, du moins prépondérant des relations internationales. " le centre des relations internationales écrivait Raymond Aron, ce sont les relations (...) interétatiques". A l'évidence, depuis la signature à Westphalie en 1648 de trois traités venant mettre fin à une guerre de trente ans (1618-1648) ayant opposé quatre puissances européennes (l'Empire germanique, l'Autriche, l'Espagne, la France par le biais de la famille Bourbon)... A l'origine de cette guerre se trouve l'opposition de systèmes de valeurs. D'une part, la défense d'un ordre médiéval fondé sur l'universalité de la religion catholique et sur la prééminence de l'Empereur d'Autriche Ferdinand II qui, au nom du catholicisme, souhaitait rétablir son autorité sur les princes protestants de l'Europe centrale. D'autre part, l'intervention de la France de Louis XIII qui, soucieux d'affaiblir son trop puissant voisin, prit automatiquement partie en faveur des princes protestants, prétextant de la volonté de défendre la souveraineté d'Etats indépendants et libérés de toute tutelle supranationale. Trois traités furent signés (le premier entre l'Espagne et la Hollande le 30 janvier 1648 à Münster capitale de Westphalie, le deuxième le 24 octobre de la même année et dans la même ville entre l'Empereur de France et les Princes allemands, le troisième le même jour mais à Osnabrück au nord de Münster entre l'Empereur germanique, la France et la Suède)...

Education à la citoyenneté, Le Cameroun dans les relations internationales, Tle, édition revue et augmentée, William NGUE, éditions LUPEPPO, 2018, pp6-7

Document 2 :

La mondialisation a brisé le lien entre puissance et territoire. Depuis les années 1960-1970, les acteurs non étatiques ont contribué à transformer la scène internationale, que l'on disait jusqu'alors dominée par les États. Comme le soutiennent Robert Keohane et Joseph Nye, dans un monde d'interdépendances complexes composé d'une multitude d'enjeux, la puissance est diffuse. Ainsi, la puissance des acteurs varie selon les enjeux. Dans le secteur pétrolier, l'Arabie Saoudite est puissante et dans le secteur financier, les places financières de New York et de Londres sont des joueurs importants, alors que dans les négociations commerciales internationales, l'Union européenne est incontournable. Les petits pays qui utilisent des normes légales à l'ONU pour influencer sur le processus ne sont pas complètement impuissants. Et puisque l'OMC fonctionne par consensus, ils sont, dans cette enceinte, des acteurs incontournables. Les organisations internationales, pour leur part, peuvent mobiliser de nombreux experts afin d'influencer le comportement des États ou des ONG ; elles peuvent mettre à l'ordre du jour de nombreux enjeux.

Introduction aux RI, Théories, Pratiques et Enjeux, sous la direction de Stéphane Paquin et Dany Deschênes, CHENELIERE EDUCATION, 2009, p

Document 3 : Qu'est-ce que la mondialisation?

Le second débat fondamental en économie politique internationale porte sur la **mondialisation**. Si être mondialisé signifie être répandu autour du monde, le corollaire de cette définition est que la mondialisation représente un ensemble de processus qui conduisent à une diminution des obstacles aux échanges. La mondialisation provoque ainsi une interdépendance accrue entre différents acteurs. Telle que présentée par John W Burton (1972), la mondialisation est comme une toile d'araignée (*cobweb*) où chaque acteur est uni à tous les autres par un enchevêtrement d'interactions de formes très diverses. Dans le même esprit, le sociologue britannique Anthony Giddens définit la mondialisation comme étant « l'intensification des relations sociales autour du monde qui relient des localités distantes de telle façon que ce qui se passe dans un coin du monde affecte ce qui se produit ailleurs à des milliers de kilomètres et vice-versa » (cité dans Scholte, 2000, p. 15). D'après Robert O. Keohane et Joseph S. Nye, les premiers théoriciens de l'interdépendance dans les années 1970, la mondialisation est un état de fait qui sous-tend des réseaux d'interdépendance sur des distances transcontinentales. La mondialisation provoque ainsi une interdépendance croissante des sociétés et des acteurs autour du globe (Keohane et Nye, 2000, p, 105).

Introduction aux RI, Théories, Pratiques et Enjeux, sous la direction de Stéphane Paquin et Dany Deschênes, CHENELIERE EDUCATION, 2009, p38

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document 4

La diplomatie est la conduite de négociations et de reconnaissances diplomatiques entre les personnes, les groupes ou les nations en vue de définir un accord, par exemple pour résoudre un conflit sans violence. Utilisée formellement, elle se rapporte habituellement à la diplomatie internationale, la conduite des relations internationales par l'entremise des diplomates professionnels.

fr.m.wikipedia.org

Document 5 : Quels sont les types de diplomatie ?

La diplomatie consiste à représenter son pays auprès d'une autre nation de manière totalement pacifique. Il en existe de nombreux types. Le premier est la diplomatie parlementaire. On y assiste lors des sommets et des rencontres entre chefs d'Etats. Ensuite, il y a la diplomatie directe qui se déroule entre deux gouvernements sans l'intervention d'un quelconque intermédiaire. On retrouve aussi la diplomatie ad hoc qui est utilisée pour résoudre un problème précis. A la fin, la commission réunie est dissoute. Enfin, il y a la diplomatie de terrain qui est généralement utilisée par les ONG pour négocier avec leur public cible. Enfin, on retrouve aussi la diplomatie de proximité.

Par Paul Blanchard publié le 15 mars 2021 in *Le monde diplomatique*

Document 6 :

Les diplomates accomplissent traditionnellement trois fonctions principales, à savoir: **la REPRESENTATION** (servant d'intermédiaires entre les pays et la promotion des intérêts de leur souverain), **la NEGOCIATION** et **la COMMUNICATION** (collecte et transmission de l'information sur le pays d'accréditation). La fonction de représentation est celle qui est le plus souvent associée au travail du diplomate. Elle consiste, selon les termes du Traité de Vienne, à **représenter l'Etat accréditant auprès de l'Etat accréditaire. Un ambassadeur représente donc le chef de l'Etat ainsi que le gouvernement.** Il est, dès lors, investi d'un pouvoir particulier, qui dérive de celui reconnu aux souverains et aux chefs d'Etat.

Le travail diplomatique épouse les changements internationaux. La fin de la bipolarité et le nouveau désordre international ont correspondu à une ère nouvelle, marquée par la fin des idéologies et des confrontations classiques entre les camps. La diplomatie est désormais moins dans une logique de confrontation que dans une logique d'influence. En d'autres termes, le diplomate n'exerce plus un rôle confiné par les contraintes de la Guerre froide, mais il peut déployer son action dans un espace beaucoup plus large, un espace multipolaire, où la négociation reprend une place prépondérante. Dans cette optique, **le diplomate est quelqu'un qui développe une véritable EMPATHIE pour les autres cultures et dont tout l'art est de détecter les éléments favorisant un rapprochement entre son pays et celui où il se trouve.**

Il ressort de tout cela que le diplomate doit d'abord comprendre ce que les autres pensent et être capable d'évaluer leurs forces et leurs faiblesses. Cela paraît sans doute élémentaire, mais force est de constater que **les crises éclatent bien souvent parce qu'on n'a pas bien évalué ce que pense ou ressent « l'autre »**. Quel que soit l'angle adopté, « l'autre » est le principal objet d'attention du diplomate. Que cet autre soit un adversaire stratégique, un partenaire commercial, un allié idéologique... Que ce soit en négociant un accord de paix ou en utilisant des pressions internationales, le diplomate est d'abord celui qui traite avec « l'autre ». On peut être en désaccord avec « l'autre », mais cela ne doit pas conduire à le condamner ou à l'ignorer.

A côté de ses responsabilités d'information et d'analyse, l'ambassadeur est aussi régulièrement appelé à **soutenir les entreprises. Il s'agit de la diplomatie économique**, qui consiste à accompagner les efforts de pénétration économique des entreprises sur un marché déterminé, notamment en les mettant en rapport avec des décideurs économiques et en organisant des actions de relations publiques afin de valoriser le savoir-faire économique et technique d'un pays.

La diplomatie économique est aussi au service de l'attraction des investissements. Dans les pays en développement, le diplomate peut être appelé à donner son avis sur la solvabilité par rapport à la dette extérieure ou encore sur les perspectives de croissance. Enfin, la diplomatie économique vise à **lever certaines restrictions aux importations que l'un ou l'autre Etat impose dans le cadre d'une « guerre commerciale » ou de mesures de protection sanitaire**

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation		
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation		
EFFECTIF :	MODULE N° I: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN		
GARCON :	CHAPITRE N° 1: LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE		
FILLE :	LECON N° 2: LES ASPECTS ET LES FORMES DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	DURÉE : 02 H	
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : coopération, coopération bilatérale, coopération multilatérale, coopération régionale, etc.		
	PRE-REQUIS : mondialisation, relations internationales		
Exemple de situation : l'ingérence des grandes puissances dans les affaires internes du Cameroun			
Exemple d'action : s'ouvrir aux autres avec discernement			
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour comprendre les mécanismes de la coopération internationale.			

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	Coopération internationale	Expliquer	Esprit d'initiative		Analyse et exploitation du document, brainstorming		

Résumé : la coopération traduit une action dynamique mettant ensemble un Etat qui participe avec d'autres à une œuvre commune. De nos jours, la coopération interétatique couvre plusieurs aspects et revêt plusieurs formes.

I- les aspects de la coopération internationale	Aspects diplomatique, économique, monétaire, etc.	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide péd. ECM Tle ; -J.L. Mathieu , L'Union européenne, Que sais-je, PUF, 2002 -Alternatives économiques, N°199, janvier 2002	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion	Enumère et explique deux aspects de la coopération internationale	
--	---	---------------------------------	---	---	--	---	--

Résumé : dans le souci de s'entraider mutuellement, les différents Etats du monde coopèrent sur des aspects aussi variés que :

- ✓ Politique (association entre Etats. Exemple : L'UE)
- ✓ Diplomatique : signature des traités de paix, rôle de médiateur entre deux Etats en guerre (exemple : la médiation de la Turquie dans le conflit russo-ukrainien)
- ✓ Militaire : signature des accords de défense ou d'assistance mutuelle en cas de conflit
- ✓ Economique : signature des accords de libre circulation douanière, etc.
- ✓ Lutte contre la corruption : entraide judiciaire entre les Etats parties concernant les enquêtes, les procédures et les actions judiciaires liées aux délits de corruption ;
- ✓ Scientifique : accords au sujet d'un centre de recherche commun
- ✓ Monétaire : uniformisation de la monnaie de deux ou plusieurs Etats (exemple : l'Euro utilisé par les différents pays de l'UE ; le FCFA utilisé en zone CEMAC ou au niveau de l'UEMOA, etc.)

II- les formes de la coopération internationale	Coopérations bilatérale, multilatérale, régionale, Nord-sud, Nord-nord	Expliquer Mettre en relation Identifier	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	www.un.org rapport CNUCED, 2010	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	Après avoir expliqué l'expression "coopération plurilatérale", cite en deux formes	mn
--	--	---	--	--	--	--	-----------

Résumé : on distingue plusieurs formes de coopérations :

- ✓ **La coopération bilatérale :** c'est celle qui s'effectue entre deux Etats sur les plans économique, politique, militaire ou culturel. Exemple : la coopération

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Cameroun-Tchad ; la coopération USA-U.E ;

- ✓ **La coopération multilatérale** : c'est une forme de coopération qui met en relation plusieurs Etats dans le cadre d'une organisation internationale. Exemple : la coopération Cameroun-ONU ;
- ✓ **La coopération régionale ou plurilatérale**: c'est une forme de coopération qui régit les relations de plusieurs Etats situés dans une même zone géographique. Exemple : la CEMAC, l'ASEAN, l'U.E
- ✓ **La coopération Sud-sud** : la coopération sud-sud fait référence à la coopération technique entre pays en développement du Sud. C'est un outil utilisé par les Etats, les OI, la société civile et le secteur privé pour collaborer et partager des connaissances, des compétences et des initiatives réussies dans des domaines spécifiques tels que le développement agricole, l'urbanisation, la santé, le changement climatique, etc.. Exemple : la coopération Chine-Cameroun ;
- ✓ **La coopération Nord-sud** : c'est le type de coopération le plus traditionnel. Elle intervient lorsqu'un pays développé soutient économiquement ou sous une autre forme un pays moins favorisé, par exemple avec une aide financière lors d'une catastrophe naturelle ou une crise humanitaire.
- ✓ **La coopération triangulaire** : comme son nom l'indique, elle implique trois acteurs, deux du Sud et un du Nord. Ce dernier qui peut aussi être une OI, fournit les ressources financières nécessaires pour que les pays du Sud puissent échanger une assistance technique sur un sujet spécifique. Exemple : l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a permis financièrement à des experts en déminage cambodgiens de se rendre en Colombie et d'échanger leurs connaissances et leur expérience dans ce domaine.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat		mn
Résumé : de nos jours, tous les pays du monde sont interdépendants. Cette interdépendance se traduit par la coopération internationale qui tend de plus en plus vers une politique d'aide économique, technique et financière à certains pays en développement.							
Evaluation finale :							
Devoir à faire à la maison : dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, analyse deux types de coopérations internationales.							

Bibliographie :

-Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide pédagogique. ECM Terminale ;

-J.L. Mathieu , L'Union européenne, Que sais-je, PUF, 2002

-Alternatives économiques, N°199, janvier 2002

- www.un.org

- Le Développement Economique en Afrique, La coopération Sud-Sud : L'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement, Rapport CNUCED 2010

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Document 1: COOPÉRATION AFRIQUE-SUD: INITIATIVES, CARACTÉRISTIQUES ET DÉFIS

L'Afrique a un passé de coopération avec le Sud. Sa participation officielle à la coopération Sud-Sud remonte à 1955, année où les nations africaines et asiatiques, dont la plupart venaient d'accéder à l'indépendance, se sont réunies à Bandung, en Indonésie, pour lancer une coopération économique et culturelle et mettre fin au colonialisme. La Conférence de Bandung préconisait la promotion de la paix dans le monde et soulignait la nécessité pour les nations en développement d'atténuer leur dépendance à l'égard des pays industrialisés en se fournissant une assistance technique mutuelle. La Conférence de Bandung a donné l'impulsion nécessaire à la formation de plusieurs alliances Sud-Sud dans les années 60 et 70. Ainsi, elle a conduit à la création du Mouvement des non-alignés en 1961. Elle a été l'aiguillon de la création du Groupe des 77 (G-77) au cours de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 1964. Le G-77 est devenu le porte-parole du Sud sur la scène mondiale (Nations Unies, 2009a). Il a été le fer de lance de l'établissement d'un cadre conceptuel et de principes directeurs de la coopération Sud-Sud.

Le Développement Economique en Afrique, La coopération Sud-Sud : L'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement, Rapport CNUCED 2010 p16

Document 3 : une identité européenne grâce à l'Euro.

« Trois ans après la naissance de l'euro en 1999, pièces et billets sont enfin disponibles(...) Les Français n'auront plus leurs francs pour leur rappeler leurs origines. Les Allemands n'auront plus leurs marks, symbole de l'Allemagne respectable née des cendres de la Seconde guerre mondiale. Les Grecs n'auront plus leurs drachmes et leurs échos de la splendeur de la Grèce antique. A la place, dans une génération, tout le monde n'aura connu que l'euro. De manière inévitable, les citoyens de la zone euro vont commencer à se sentir liés par une nouvelle identité : l'Europe. (...) Jusqu'à présent, l'UE n'a signifié pour beaucoup d'Européens que ces fonctionnaires qui se disputent sur les règles pour bien faire fonctionner le commerce. Désormais, l'Europe est présente au quotidien dans les porte-monnaie. Français, Allemands, Portugais, Finlandais...se sentiront désormais unis comme jamais auparavant. »

D'après Alternatives économiques, n°199, janvier 2002

Document 2:

Tableau 1

Caractéristiques générales des partenariats Afrique-Sud

Caractéristique	Observations
Objectif	Promotion de la coopération Afrique-Sud afin d'atteindre les objectifs de développement communs
Principes généraux	Respect mutuel, avantages réciproques, respect de la souveraineté et non-ingérence dans les affaires intérieures
Mode d'action	Forums, sommets et accords bilatéraux
Principaux domaines d'action	Coopération politique, économique, sociale et culturelle
Mécanisme de transparence	De plus en plus, les partenariats comprennent des mécanismes automatiques de surveillance
Parties prenantes	Essentiellement les gouvernements, mais participation croissante du secteur privé

Source: CNUCED.

Document 4: Que s'est-il passé en Argentine il y a 40 ans ?

Au cours des années 1960 et 1970, alors que le climat socio-économique mondial s'inscrivait dans le contexte de la guerre froide, les pays en développement ont commencé à chercher des moyens de tracer la voie de leur propre développement et des alternatives à l'ordre économique et politique existant.

La coopération technique entre ces Etats du Sud a commencé comme un effort pionnier visant à renforcer leur pouvoir de négociation diplomatique international par le dialogue politique. Ce que l'on appelle maintenant la coopération Sud-Sud découle de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (PABA) par 138 Etats membres des Nations Unies en Argentine, le 18 septembre 1978.

Le plan prévoyait un système de collaboration entre les pays les moins avancés, situés pour la plupart au Sud de la planète. Le PABA a également défini une série de recommandations nouvelles et concrètes visant à établir des cadres juridiques et des mécanismes de financement aux niveaux national, régional, interrégional et mondial.

www.un.org

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :			FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation			
CLASSE : Tle			CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation			
EFFECTIF :	Garçons :	Filles :	MODULE N° 1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN			
Date :			CHAPITRE N°1 : LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE			
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE			T.D N° 1: LES DOCUMENTS DE VOYAGE		DURÉE : 02 H	
			NOTIONS : passeport, visa, assurance de voyage, carnet de vaccination, CNI, titre de séjour,			
			PRE-REQUIS : voyage, tourisme		DURÉE : 10MN	

Formulation de la justification : ce TD permettra à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour lutter contre l'émigration illégale.

Exemple de situations	Exemples d'action	Séquences didactiques	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être	Matériel didactique	Situation d'enseignement/apprentissage	Durée
Décès des migrants en haute mer	Encourager l'émigration légale	I-Plan de travail :						
		I-Type des documents	Passeport, visa, assurance de voyage, carte de résident, titre de séjour, etc.	Identifier, décrire, mettre en relation	Sens de l'organisation, sens de l'honnêteté,	Cf documents	Travail par petits groupes ; analyse et exploitation des documents ; Identifie puis présente les différents types de voyages	40min
		II-Processus d'établissement de ces documents	Missions diplomatique, DGSN,	Idem	Idem	Idem	Travail par petits groupes ; analyse et exploitation des documents ; discussion Indique l'autorité compétente pour établir chaque document de voyage	30min
		III-Leur importance	Rapatriement, responsabilité civile	Mettre en relation, expliquer	Sens de la discipline	Idem	Travail par petits groupes ; analyse et exploitation des documents ; débat Analyse l'importance de chaque document de voyage	40min

Bibliographie :

ACS-Conseils pour voyageurs et expatriés

www.linternaute.fr

-Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide pédagogique. ECM Terminale ;

-Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+

-www.wikipédia.org

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports :

Document 1 : le passeport

Etymologiquement, le mot passeport vient de « passe » et « port ». il désignait à l'origine la libre circulation des marchandises avant de s'appliquer aux hommes à partir de 1464. Aujourd'hui, ce document délivré par les autorités étatiques d'un pays sert à prouver l'identité et la nationalité d'une personne qui s'apprête à voyager vers une nation étrangère. (...) la durée de validité d'un passeport est de 10 ans pour une personne majeure et de 5 ans pour une personne mineure.

ACS-Conseils pour voyageurs et expatriés

Document : ce que vous devez savoir sur les différents types d'assurance de voyage

En fonction de la durée du séjour, des activités à savoir vacances, tourisme, travail, formation, il existe plusieurs formules d'assurance de voyage.

- Assurance voyage « court séjour » : on appelle ici « court séjour », une durée de voyage de moins de 90 jours ou de 03 mois. Cette assurance voyage englobe toutes les offres classiques comme la couverture des frais médicaux, du rapatriement, la perte des bagages...
- Assurance voyage « long séjour » : « long séjour » se définit comme un séjour de plus de 90 jours ou plus de 03 mois. Cette assurance voyage présente en principe la même offre que celle de « court séjour ». toutefois, ce sont les voyageurs ayant un visa touristique qui peuvent en bénéficier et les tours mondistes.
- Assurance expatrié : cette assurance est dédiée aux personnes choisissant de s'installer à l'étranger pour travailler ou démarrer une nouvelle activité. Cependant, cette assurance expatriée est à renouveler chaque année.
- Assurance étude et stages à l'étranger : elle s'adresse aux étudiants, aux stagiaires dans les entreprises ainsi qu'aux volontaires. Etant donné que ces derniers ne bénéficieront plus de la couverture sociale que leur pays d'origine leur offre, il est nécessaire pour eux d'avoir cette assurance en cas d'imprévu.

Legrandmassif.com

Document :

La perte ou le vol du passeport peut avoir des conséquences désastreuses sur votre voyage. Pour prévenir ce genre de désagrément, pensez à le mettre à l'abri des voleurs. Ne le laissez pas dans votre chambre d'hôtel vide. Mettez-le toujours en lieu sûr, qu'il s'agisse du coffre-fort de votre chambre ou de celui de la réception de votre hôtel. Si vous devez le conserver sur vous, restez vigilant pour éviter tout risque de perte ou de vol. n'oubliez pas de faire des copies de votre passeport et d'en garder quelques exemplaires dans vos bagages, et même d'en conserver dans votre boîte mail. De cette façon, il vous sera plus facile de vous faire établir un passeport d'urgence auprès du consulat de votre pays de destination en cas de perte ou de vol.

ACS-Conseils pour voyageurs et expatriés

Document



www.wikipédia.org

Document : l'assurance voyage

Certains pays conditionnent l'entrée d'un ressortissant étranger sur leur territoire par la souscription d'une assurance voyage obligatoire. Il s'agit notamment de la Russie, de Cuba, de la Chine et de l'Algérie. Mais même si votre pays de destination n'exige pas expressément la souscription d'une assurance voyage, il est recommandé de le faire par prudence. En effet, quand vous voyagez à l'étranger, vous n'êtes pas à l'abri d'une maladie ou d'un accident (...) avec la souscription d'une assurance voyage, un grand nombre de sinistres seront couverts par l'assureur. Si les offres diffèrent d'une compagnie à une autre, il existe des garanties qui doivent absolument figurer dans votre contrat : les frais médicaux (comprenant les actes médicaux et paramédicaux, les analyses en laboratoire et la pharmacie), les frais d'hospitalisation et le rapatriement vers votre pays en cas de nécessité. Pensez aussi à la responsabilité civile dans le cas où vous seriez impliqué dans un accident causant des dommages matériels ou corporels à autrui. Votre assurance peut également comprendre une garantie annulation et une assurance bagages en cas de perte, de vol ou d'altération de vos effets personnels lors du voyage.

ACS-Conseils pour voyageurs et expatriés

Document : le visa

Le visa est un document délivré par les autorités d'un pays afin de permettre à un ressortissant étranger de pénétrer sur son territoire pour une période déterminée. Certains pays l'exigent tandis que d'autres se contentent d'un passeport en cours de validité, c'est pourquoi vous devez vous renseigner au préalable sur les formalités d'entrée du pays où vous projetez partir. Si vous voulez par exemple faire du tourisme en Thaïlande, vous prélasser sur les belles plages des Seychelles ou dans les Bermudes, un visa touristique de 03 mois suffit. Pour certains pays, l'obtention du visa fait partie des préalables avant de prendre l'avion ou la voiture. C'est le cas de l'Inde ou de l'Australie. (...) Dans certains cas, il est possible de demander un visa touristique au moment où vous débarquez à l'aéroport (...)

ACS-Conseils pour voyageurs et expatriés

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document : A quoi sert un carnet de vaccination international ?

Individuel et non obligatoire, le carnet de vaccination international pour les adultes et les adolescents consigne l'intégralité des vaccins obligatoires ou facultatifs : fièvre jaune, tétanos, hépatite, rougeole... Très utile pour les grands voyageurs, il permet de retrouver facilement leur date de prescription et d'administration, le numéro du lot ainsi que la signature du professionnel de santé qui l'a administré. Lors d'un séjour dans un pays où le vaccin contre la fièvre jaune est obligatoire, il fera office de preuve lors de l'entrée sur le territoire.

Document à garder bien précieusement en attente d'un prochain voyage à l'étranger, le carnet de vaccination international est délivré dans les centres de vaccinations internationales aux voyageurs qui viennent se faire vacciner contre la fièvre jaune. Dans ce cas, le carnet est de couleur jaune.

www.linternaute.fr

Document

Au Cameroun, le passeport ordinaire est délivré soit par le DGSN, soit par les chefs des missions diplomatiques ou consulaires à l'étranger. Le passeport diplomatique est délivré par le ministre des relations extérieures ou par les chefs de missions diplomatiques ou consulaires ; les passeports spéciaux sont uniquement établis par le DGSN (...) le Laissez-passer onusien est délivré par l'ONU à son personnel et à ceux qui travaillent dans ses structures spécialisées tandis que le titre de voyage est délivré par le pays qui accueille les réfugiés.

Document

Le visa camerounais est obtenu dans les représentations diplomatiques du Cameroun à l'étranger tout comme l'émigrant camerounais est tenu de prendre celui de son pays d'accueil avant le voyage dans la représentation diplomatique ou consulaire de celui-ci contre des frais.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : LA MONDIALISATION
CLASSE : Tle	CATEGORIE D'ACTIONS : la participation à la mondialisation
EFFECTIF :	MODULE N°1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN
GARCON :	CHAPITRE N°1: LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE
FILLE :	DOSSIER N°1: L'ASSISTANCE HUMANITAIRE
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA Joseph D.	DURÉE : 2H
Exemple de situation : arrivée massive des déplacés internes	
Exemple d'action : les accueillir avec amour	

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être			
					Plan de travail Rappel/pré requis : Consigne de travail : travail en petits groupes	10 mn
I- définition, types et formes	Assistance humanitaire ; don ; aide d'urgence ; aide au développement, etc.	Expliquer Mettre en relation	Sens de l'organisation, curiosité	Documents 1, 2 et 4 https://www.solidaire-info.org https://fr.m.wikipedia.org	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/ recentrage	40 mn
II- les acteurs de l'assistance humanitaire	CICR ; HCR, AFD, PAM, OMS, MSF, etc.	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative	Document 3 https://www.solidaire-info.org https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europan	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	30mn
II – impact de l'assistance humanitaire internationale sur le développement du Cameroun	Impact positif ; impact négatif	Expliquer Mettre en relation	Amour du prochain ; tolérance	Document 5 https://www.cairn.info	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	40Mn

Synthèse : l'assistance humanitaire est une aide proposée aux populations en temps de crise. Elle revêt plusieurs formes et permet de soulager la pression financière ou matérielle exercée sur l'État qui accueille les réfugiés. Toutefois, l'assistance humanitaire peut également servir de moyen d'ingérence dans les affaires internes d'un État, voilà pourquoi de nombreux pays en crise s'en méfient.

Bibliographie :

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document 1 :

L'assistance humanitaire est l'ensemble d'actions menées par les organisations internationales dans le but d'assurer le bien-être des populations pays pauvres. On en distingue plusieurs types : l'aide humanitaire ou aide d'urgence ponctuelle apportée aux victimes des catastrophes naturelles et des guerres et l'aide au développement qui est l'ensemble des ressources (financières, matérielles et techniques) apportées par les acteurs extérieurs pour soutenir le développement des pays pauvres.

<https://fr.m.wikipedia.org>



Document 2 : Humanitaire : de quoi parle-t-on ?

Selon le dictionnaire Larousse, l'adjectif « humanitaire » qualifie « ce qui s'intéresse au bien de l'humanité, qui cherche à améliorer la condition de l'Homme ». L'action humanitaire est destinée principalement aux populations les plus vulnérables. Elle s'exerce au nom de la solidarité, mais s'inscrit également dans une perspective d'échange. Elle doit viser sans aucune discrimination et avec des moyens pacifiques, à préserver la vie dans le respect de la dignité et à restaurer l'homme dans sa capacité de choix. (...)

Une intervention humanitaire se déroule à la suite d'une crise naturelle ou humaine : l'aide humanitaire s'organise pour intervenir au plus vite et ainsi sauver des vies. Le plus souvent, les actions humanitaires d'urgence ne sont pas développées en partenariat avec les acteurs « associatifs » locaux. Les autorités publiques du pays concerné autorisent l'entrée des acteurs internationaux sur le territoire national, afin de porter secours et assistance aux populations qu'elles ne peuvent atteindre. Ces actions s'inscrivent généralement sur du court ou moyen terme, contrairement aux actions humanitaires de développement. Elles peuvent être suivies d'actions post-urgence et de réhabilitation, qui participent à la reconstruction de la région ou du pays. Exemple : Médecins Sans Frontières s'est donné pour principal mandat l'intervention en contexte d'urgence (apport des soins, de kits médico-social...)

Une action de développement s'inscrit généralement dans le long terme. Elle implique les populations et les institutions locales et vise à leur autonomie. Cette aide au développement répond à des problèmes structurels et durables, gênant le développement économique, éducatif, social, culturel, de santé, etc. Exemple : les sensibilisations à l'hygiène, au VIH, la réhabilitation de bâtiments...

<https://www.solidaire-info.org>

Document 3 : Acteurs

Les associations/ONG sont les acteurs les plus connus de l'aide humanitaire. Elles agissent aussi bien dans les situations d'urgence que de développement, certaines étant spécialisées dans l'un ou l'autre de ces aspects. Par exemple : Médecins du Monde, Handicap International, Action contre la Faim, Première Urgence Internationale, Solidarités International.

Les collectivités territoriales mènent également des missions de développement, dans le cadre de la coopération décentralisée.

Les Etats, les institutions internationales et les fondations peuvent également jouer un rôle important, notamment en délivrant des fonds. Certains disposent d'un fond réservé aux situations d'urgence : c'est par exemple le cas du service de la Commission européenne chargée de l'aide humanitaire et de la protection civile à l'échelle internationale.

Document 4 : En quoi consiste notre aide ?

«En 2022, l'union européenne (UE) a alloué €21 millions d'aide humanitaire au Cameroun. Une partie de ces fonds répond à l'insécurité alimentaire dans le pays. Ces dernières années, l'UE a substantiellement renforcé son soutien à la réponse aux besoins grandissants et à la complexité croissante de la situation humanitaire de ce pays.

Depuis 2013, l'UE a alloué un total de € 211 millions d'aide humanitaire au pays. Les actions financées par l'UE au Cameroun soutiennent :

- Les réfugiés nigériens et centrafricains
- Les camerounais déracinés ayant trouvé refuge ailleurs dans le pays
- Les communautés d'accueil dans les régions de l'extrême-nord, du sud-ouest et du nord-ouest, ainsi que dans les régions voisines du littoral et de l'ouest.

Proposer une aide humanitaire immédiate aux réfugiés demeure crucial, en particulier pour les personnes nouvellement déplacées. Néanmoins, étant donné la nature durable des déplacements (en particulier en ce qui concerne les centrafricains), les efforts humanitaires visent également à améliorer les moyens de subsistance et l'autonomie des réfugiés, et à les aider à trouver des solutions durables. L'objectif est d'aider à réduire la dépendance des réfugiés vis-à-vis de l'aide humanitaire. Cela devrait également permettre de contrer les éventuelles tensions pouvant parfois naître entre les réfugiés et les communautés locales partageant leurs ressources.

<https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

<https://www.solidaire-info.org>

Document 5

« ... Au-delà des potentielles tensions que peut susciter la mise en œuvre de tels projets à l'échelle locale, il convient de souligner la façon dont l'Etat camerounais parvient à tirer profit de la situation. Ne pouvant faire face à la pression exercée par les populations arrivant sur ses infrastructures et services publics, il laisse les organismes d'aide internationale financer et agir à sa place, ce qui lui permet de faire d'importantes économies... l'instauration de ces derniers par le biais d'acteurs et de projets d'aide finit par profiter au plus grand nombre : les réfugiés ont accès à ces services à moindre coût ; les populations locales bénéficient de tarifs avantageux et d'une plus grande offre de services ; l'Etat laisse son territoire s'enrichir de nouvelles infrastructures sans engagement financier de sa part. (...) De même, le maire de l'arrondissement de Kette explique : « nous avons vu lors de la première vague (de réfugiés centrafricains en 2005) ce que ça apporté... Aussi, quand j'arrivais à la mairie en 2007, on n'avait qu'une... on comptait juste une vingtaine de forages ; or avec leur arrivée, les ONG sont venues, ont essayé de construire (pour les réfugiés) et puis pour les populations hôtes. Il y a également des salles de classe qu'elles ont construites. »

<https://www.cairn.info>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

FICHE PEDAGOGIQUE DE L'ACTIVITE D'INTEGRATION DE LA 1^{ère} EVALUATION

Etablissement :		Discipline : EC
Classe : Tle		Evaluation N°1 :
Effectif :	Garçons :	Semaine N°5 :
	Filles :	Objectif : cette activité d'intégration vise à apprendre à
Noms de l'enseignant : AVOMBA Joseph Désiré		Pallier de compétence : la participation à la mondialisation
Date :		Durée : 2h

ETAPES	CONTENUS	SUPPORTS	ORGANISATION DU TRAVAIL/METHODES	DUREE
LA VERIFICATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> • Dans une production de 10 à 15 lignes, montre par 02 exemples l'impact positif de l'assistance humanitaire au Cameroun • <ul style="list-style-type: none"> a- Identifie deux attitudes morales contenues dans le texte et explique-leur bien fondé b- Propose deux mesures pour promouvoir ces attitudes dans une coopération 	<p>Dès 1472, les peuples de la côte entretiennent des échanges avec les pays européens. Ces échanges vont se poursuivre durant la période coloniale amorcée le 12 juillet 1884 par la signature du traité germano-douala. Purement commerciaux au départ, ces rapports vont s'étendre à d'autres aspects tels le domaine politique, économique et social. S'il est vrai que les abus comme les travaux forcés, la torture physique ont été observés, il n'en demeure pas moins qu'il s'est tissé entre les partenaires, des relations d'amitié, de franche collaboration et de respect mutuel.</p>	Travail en petits groupes, Discussion	1 h
LA VERIFICATION DE L'AGIR COMPETENT	<p>Thème : La participation à la mondialisation.</p> <p>Consigne : les documents ci-dessous évoquent les avantages et les dangers de la coopération internationale pour les pays du sud. Rédige une production cohérente en t'appuyant sur les tâches suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Présente deux avantages de la coopération internationale pour le Cameroun. 	<p>Les supports :</p> <p>Document 1 : l'importance de la coopération internationale.</p> <p>Document 2 : la face cachée de la coopération internationale</p> <p>Document 3 : l'aide internationale empêche le développement du sahel</p> <p>Document 4 : Les politiques d'ajustement structurel</p> <p>Document 5 : Les Sud : les critères sociaux du mal</p>	<p>Travail en petits groupes</p> <p>Distribution des planches produites</p> <p>Fixation du temps de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résolution de la 1^{ère} tâche + recentrage • Résolution de la 2^{ème} tâche + recentrage • Résolution de la 3^{ème} tâche ✓ Vérifier la compréhension du 	1 h

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

	<p>2- A travers deux arguments, montre deux conséquences négatives de la coopération internationale pour les pays du sud.</p> <p>3- Propose deux solutions idoines qui permettront au Cameroun d'éviter de tomber dans les travers de l'aide internationale.</p>	<p>développement.</p>	<p>sens de la 3^{ème} tâche</p> <p>✓ Solutionner la 3^{ème} tâche (élèves) dans le cadre d'une production écrite</p> <p>❖ Restitution + débat</p> <p>❖ recentrage</p>
--	--	-----------------------	---

Document 1 : l'importance de la coopération

Pour un pays comme le nôtre, le développement est difficilement envisageable sans coopération. En effet, la coopération humanitaire par exemple, nous permet de secourir rapidement les populations affectées par des catastrophes (lac Nyos, catastrophe de NSAM en 1999...). La coopération alimentaire quant à elle permet d'obtenir des denrées alimentaires et de combattre la famine. La coopération technique pour sa part permet de bénéficier de transfert de connaissances et de technologies. Sur le plan économique, la coopération nous permet de bénéficier des dons, des prêts et d'annulation de la dette. Elle nous permet également de bénéficier des fonds pour la réalisation des projets spécifiques (santé, éducation, infrastructures...)

Martial Lonmene Tchinda et al, Apprendre, comprendre et enseigner selon l'APC, 2020

Document 2 : la face cachée de la coopération internationale



Document 3 : l'aide internationale empêche le développement du sahel

Les pays du sahel sont parmi les plus aidés au monde... Pourtant ces pays s'enfoncent dans des difficultés croissantes. Fournie massivement à des conditions très favorables, l'aide a entraîné le « mythe de la gratuité du capital dans un univers de rareté »... La plupart des pays s'avèrent donc incapables de créer des processus productifs viables et susceptibles de s'autofinancer... Le sahel est ainsi entré dans une véritable « économie de l'aide », totalement déconnectée de la sphère de production. L'aide alimente directement la consommation publique et décourage l'investissement, appelant ainsi une nouvelle aide, indispensable au fonctionnement des Etats.

Soccol B. Relations Internationales, Paris, 2008, Editions Paradigme, p89

Document 4 : Les politiques d'ajustement structurel

(...)A partir de ce moment, seul le FMI a accepté de prêter de l'argent aux pays contraints de stopper leur remboursement. Mais les prêts ont été accordés à condition que le pays mène une politique approuvée par le FMI. Les mesures préconisées sont inscrites dans un Plan d'Ajustement Structurel (PAS). Voici leur schéma principal :

- une réduction des dépenses, en général baisse des budgets sociaux (santé, éducation, subventions aux produits de base...)
- une dévaluation de la monnaie locale ;
- un taux d'intérêts élevé pour attirer les capitaux étrangers ;

une production agricole tournée toute entière vers l'exportation (café, coton, arachide, thé, etc.) pour faire rentrer les devises. Ceci entraîne la réduction des cultures vivrières, et la déforestation pour gagner de nouvelles surfaces ;

- une ouverture des marchés par la suppression des barrières douanières ;

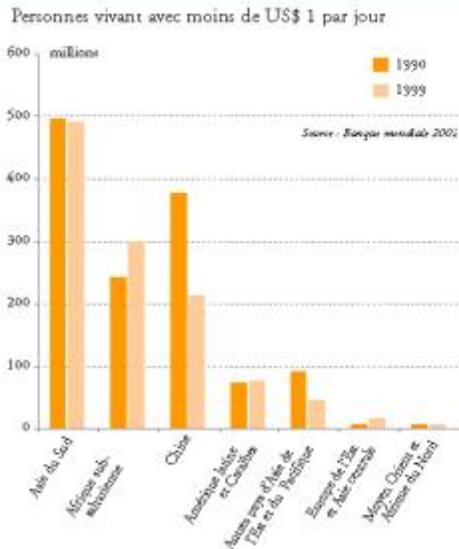
PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

- la privatisation des entreprises publiques.

Les Etats ainsi dominés par le FMI perdent leur souveraineté, et les politiques d'ajustement structurel développées par le FMI et la Banque Mondiale, véritables bras armés des puissances occidentales, ont entraîné une austérité massive dans les pays endettés, un affaiblissement des Etats et la marginalisation de toute politique publique, provoquant de grandes récessions. D'autre part, les prêts accordés améliorent rarement le sort des populations en raison des détournements et d'une corruption massive des gouvernants, et de l'investissement de l'argent dans des projets inadaptés (construction de barrages, d'oléoducs...) connus sous le nom d'éléphants blancs.

Document 5

LES SUDS : LES CRITERES SOCIAUX DU MAL DEVELOPPEMENT.



PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation	
EFFECTIF :	MODULE N° I: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN	
GARCON :	CHAPITRE N° 1: LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE	
FILLE :	LECON N°3 : LES PRINCIPES DE LA DIPLOMATIE CAMEROUNAISE	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : souveraineté nationale ; non-alignement ; neutralité ; non-ingérence, etc.	
	PRE-REQUIS : diplomatie ; coopération ; fonctions de la diplomatie	
Exemple de situation : tentatives d'ingérence des grandes puissances dans la crise politique qui sévit dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest		
Exemple d'action : s'ouvrir avec discernement aux autres		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour connaître les grands principes de la diplomatie camerounaise		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	Objet des RI ; sujet des RI ; convention de Vienne de 1961	Expliquer	Esprit d'initiative	-	Analyse et exploitation du document, brainstorming		15mn
Résumé : Autrefois objet des RI pendant les périodes précoloniale et coloniale, le Cameroun est devenu de nos jours un acteur de plein droit des RI. Comme tous les autres pays, il déploie sa diplomatie à travers divers horizons et demeure fidèle aux principes du droit international public codifiés à la convention de Vienne du 18 avril 1961.							
I- historique de l'insertion du Cameroun dans les RI	Protectorat ; condominium ; régime de mandat ; régime de tutelle	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit Patriotisme	-M.N. Njeuma, Histoire du Cameroun (XIXe-début XXe s.), Paris, l'Harmattan, 1989, p61 -E.Mveng, Histoire du Cameroun, Yaoundé, CEPER, 1985 - Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		45mn
Résumé : les premiers pas de notre pays dans les RI datent de la période précoloniale ; en effet, pendant cette période, les relations entre notre pays et le reste du monde étaient basées sur le commerce et la politique (voire lettres des chefs douala à la reine Victoria). Par la suite, avec la signature du traité germano-douala (12 juillet 1884) qui marque le début de la colonisation de notre pays par l'Allemagne, notre pays qui est qualifié de schutzgebiet (protectorat) deviendra tour à tour un condominium franco-britannique (1916-1919) puis un territoire sous mandat (1922-1945) et enfin un territoire sous tutelle (1945-1961). Il est à noter que pendant les périodes précoloniale et coloniale, le Cameroun était un objet des RI car ses problèmes étaient abordés sur la scène internationale par d'autres pays. Toutefois, après son indépendance, notre pays devient un acteur des RI et conduit lui-même dès lors sa propre politique étrangère qui repose sur certains principes.							
II- principes de la diplomatie camerounaise et structures de gestion des RI	Souveraineté nationale ; principe de non-ingérence ; politique de non-alignement ; MINREX	Expliquer Mettre en relation Extraire une information	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-Y.N Karie, (2011), Politique étrangère du Cameroun en Afrique Centrale, constances et fluctuations, Thèse de doctorat Phd en Sciences politiques, UY2 -Extrait du décret N°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion		45mn

Résumé :

1- les principes de la diplomatie camerounaise

dans la conduite de ses affaires étrangères, le Cameroun met l'accent sur les principes suivants : la préservation de la souveraineté nationale, avec son pendant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats ; la politique de non-alignement et la promotion des relations de bon voisinage ; l'attachement aux idéaux de la paix et de la sécurité internationales avec pour corollaire la résolution pacifique des conflits internationaux ; la défense des valeurs humaines à travers le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

2- les structures de gestion des RI au Cameroun

La politique étrangère du Cameroun se déploie au quotidien grâce à l'action de 04 principales structures à savoir : la Présidence de la République qui définit et oriente la politique étrangère du pays ; le MINREX qui assure la mise en œuvre de la politique étrangère définie par le PR ; les ambassades qui sont les plus hautes représentations diplomatiques du pays à l'étranger et les consulats qui ont pour rôle de protéger les camerounais établis à l'étranger.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat	10mn
------------	---	---	---	---	-------	------

Résumé : les relations entre le Cameroun et les autres pays sont constamment marquées par des tentatives d'ingérence de la part des grandes puissances dans ses affaires internes. Mais conformément à ses principes diplomatiques, notre pays a toujours défendu sa souveraineté nationale avec fermeté.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison : Dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, montre qu'avant son accession à l'indépendance, le Cameroun était un "objet" des relations internationales.

Bibliographie :

- M.N. Njeuma, Histoire du Cameroun (XIXe-début XXe s.), Paris, l'Harmattan, 1989, p61
- E.Mveng, Histoire du Cameroun, Yaoundé, CEPER, 1985
- Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- Y.N Karie, (2011), Politique étrangère du Cameroun en Afrique Centrale, constances et fluctuations, Thèse de doctorat Phd en Sciences politiques, UY2
- Extrait du décret N°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures
- Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document 1 : La lettre de Bile chef de Bimbia au roi William en 1883

Par la présente, moi Bile, prince souverain de Bimbia (en Afrique de l'Ouest), fais savoir que je cède à sa Majesté le roi William IV de Grande-Bretagne et d'Irlande, la souveraineté de mon pays. Je me réserve le droit de propriété qui est mien sur cette principauté et je prête serment d'allégeance au roi William IV dont je suis le sujet ; en retour, je reçois de lui toute la protection et l'attention dues à tout sujet de la Couronne, et j'ai laissé hisser le drapeau britannique.

M.N. Njeuma, *Histoire du Cameroun (XIXe-début XXe s.)*, Paris, l'Harmattan, 1989, p61

Document 2 : Lettre du roi Akwa à la reine Victoria, en date du 7 août 1879

Bien chère madame,
Nous, vos serviteurs, nous sommes réunis et avons pensé qu'il était préférable de vous écrire une bonne lettre affectueuse qui vous exposera tous nos désirs. Nous désirons que nos villes soient régies par vos lois. Nous voulons que tout change et nous agissons conformément aux instructions de votre consul. Notre pays est tourmenté par des guerres. Il est rempli de meutriers et d'admirateurs d'idoles. Peut-être ces lignes vous paraîtront -elles futiles...

V.T. Levine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1984, p4

Document 3 : Traité germano-douala du 12 juillet 1884

Nous soussignés, Roi et Chefs du territoire nommé Kamerun, entre les fleuves Bimbia au Nord et au Sud et jusqu'au 4°10' de latitude Nord, avons aujourd'hui au cours d'une assemblée tenue en la factorerie allemande sur le rivage du Roi Akwa, volontairement décidé que :

Nous abandonnons totalement aujourd'hui nos droits concernant la souveraineté, la législation et l'administration de notre territoire à MM Schmidt, agissant pour le compte de la firme C. Woermann et Johannes Thormahlen, tous deux à Hambourg et commerçants depuis des années dans ces fleuves.

Nous avons transférés nos droits de souveraineté, de législation et d'administration de notre territoire aux firmes susmentionnées avec les réserves suivantes :

- 1- Le territoire ne peut être cédé à une tierce personne ;
- 2- Tous les traités d'amitié et de commerce qui ont été conclus avec d'autres gouvernements étrangers doivent rester pleinement valables ;
- 3- Les terrains cultivés par nous et les emplacements sur lesquels se trouvent des villages doivent rester la propriété des possesseurs actuels et de leurs descendants ;
- 4- Les péages doivent être payés annuellement comme par le passé aux Rois et aux Chefs ;

Pendant les premiers temps de l'établissement d'une administration ici, nos coutumes locales et nos us doivent être respectés.

Kamerun le 12 juillet 1884

Ont signés Edouard Schmidt, le Roi Akwa et 23 témoins.

Document 4 : Le condominium franco-britannique.

Le condominium, qui court de la prise de la ville de Douala le 26 septembre 1914 à la signature de l'accord de partage du Cameroun entre la France et la Grande-Bretagne le 04 mars 1916, correspond à la période de guerre et consiste en une gestion commune du pays jusqu'à la défaite complète de l'Allemagne. Il s'agit d'une forme spéciale d'administration collégiale du territoire par les deux partenaires. (...) A la fin des opérations militaires, l'accord de partage est conclu entre les représentants de la Grande-Bretagne et de la France, les généraux C.M. Dobell et Joseph G. Aymerich.

Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018, p18

Document 5 : Les principes de la diplomatie camerounaise

Les principes de la diplomatie étrangère du Cameroun se caractérisent par une stabilité remarquable. Toutefois, pour être en harmonie avec le contexte contemporain, certains d'entre eux ont été modifiés légèrement. D'autres ont été formulés et intégrés. Le principe d'indépendance nationale implique l'autonomie interne, le libre arbitre et la non-ingérence dans les affaires internes des Etats. (...) L'attachement du Cameroun au principe du pacifisme traduit sans doute sa volonté de respecter le droit international, et de défendre l'intégrité de son territoire national. (...) Les nouveaux principes sans contredire les anciens, donnent une plus grande cohérence à l'action diplomatique du Cameroun dans les relations internationales. Ces principes sont : l'établissement de nouvelles amitiés, la diversification des partenaires de la coopération internationale, la protection des intérêts nationaux et des ressortissants camerounais à l'étranger, la construction d'une nouvelle image nécessaire à la promotion du rayonnement international du Cameroun.

Y.N Karie, (2011), *Politique étrangère du Cameroun en Afrique Centrale, constances et fluctuations*, Thèse de doctorat Phd en Sciences politiques, UY2

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation	
EFFECTIF :	MODULE N° I: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN	
GARCON :	CHAPITRE N° 2: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION MULTILATERALE	
FILLE :	LECON N°4 : LE CAMEROUN ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : ONU ; système des nations unies ; droit de veto ;	
	PRE-REQUIS : SDN ; 2 ^{ème} guerre mondiale ; OI ; aide	
Exemple de situation : Arrivée massive des réfugiés centrafricains dans la partie orientale du pays		
Exemple d'action : solliciter l'expertise et le soutien de l'ONU pour leur encadrement.		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour comprendre les mécanismes de fonctionnement de l'ONU		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	ONU Genèse de l'ONU	Définir Expliquer	Esprit d'initiative	Préambule de la Charte des Nations Unies	Analyse et exploitation du document, brainstorming		15min

Résumé : De part sa taille, son mandat et le volume de son action, l'ONU peut à juste titre, être présentée comme un maillon essentiel du système international. Mise en place dans le contexte effroyable de la 2^{ème} guerre mondiale, il lui a été assigné par les membres fondateurs, la mission de « préserver les générations futures » d'autres conflits aussi dévastateurs. Intégré au sein de cette structure sous le statut de la tutelle, le Cameroun s'est toujours révélé comme un ardent défenseur des idéaux de paix et de concorde entre les peuples. D'où la fructueuse coopération qui s'est instituée entre les deux acteurs.

I- Objectifs, structures et organismes spécialisés	Droit de veto Organes principaux de l'ONU ; institutions spécialisées de l'ONU	Définir Expliquer Enumérer	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-LE PATRIOTE RÉSISTANT N° 888 - juillet-août 2014 -Histoire-géographie 3è, sous la dir. De Martin Ivernel, Hatier -Organigramme des NU	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, débat !		45mn
---	--	----------------------------------	---	--	---	--	------

Résumé : Créée à San Francisco le 26 juin 1945, l'ONU commence effectivement son fonctionnement le 24 octobre 1945 et c'est ce jour qui a été retenu comme la date de célébration de la « Journée des Nations Unies ».

1- Objectifs de l'ONU

Pour son fonctionnement, les « pères fondateurs » avaient assigné à l'ONU plusieurs missions parmi lesquelles :

- ✓ Maintenir la paix et la sécurité dans le monde ;
- ✓ Développer les relations amicales entre les nations fondées sur le respect du principe d'égalité ;
- ✓ Créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des traités ;
- ✓ Favoriser le progrès économique et social des Etats membres ;
- ✓ Œuvrer à l'émancipation des peuples colonisés, etc.

2- Structures et organismes spécialisés

Pour atteindre ses objectifs, l'ONU s'est dotée de nombreux organes qu'on peut classer en trois groupes : les organes principaux, les organes subsidiaires et les institutions spécialisées.

a- Les organes principaux.

- ❖ **L'Assemblée Générale :** elle siège à New York et comprend tous les Etats membres. L'AG discute de toutes les affaires se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationale, vote le budget, etc.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

- ❖ **Le Conseil de Sécurité** : c'est à lui que la Charte confie la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Le C.S joue un rôle de haute police entre les Etats et de médiateur dans les conflits internationaux. Il comprend 05 membres permanents qui disposent du droit de veto (USA, France, Russie, Chine et Grande-Bretagne) et 10 membres non permanents élus pour un mandat de 02 par l'AG ;
- ❖ **Le Conseil Economique et Social** : il est chargé de réaliser la coopération entre les nations pour résoudre les problèmes d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire et de développer et encourager le respect des droits de l'Homme et les libertés individuelles ;
- ❖ **La Cour Internationale de Justice** : elle siège à la Haye et est chargée de résoudre les litiges d'ordre juridique entre les Etats ;
- ❖ **Le Secrétariat Général** : c'est l'organe administratif et technique de l'ONU. Placé sous la direction d'un secrétaire général, il coordonne l'action de toutes les structures de l'ONU.

b- Les organes subsidiaires et les institutions spécialisées

Dans l'accomplissement des missions qui leur sont assignées, les organes principaux peuvent créer des institutions dites subsidiaires, conformément à la charte. Tel en est par exemple le cas de l'UNICEF et des tribunaux pénaux internationaux.

En ce qui concerne les institutions spécialisées, il s'agit des organismes autonomes créés par des accords intergouvernementaux pour des dimensions spécifiques, mais liées à l'ONU par les conventions de coopération (OMS, PNUD, OIT, FAO, UNESCO, FMI, etc.).

II- Des apports réciproques	ODM ; PNUD ; FNUAP ; CRADAT	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	- 21/09/2009 http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=2801 - Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	50mn
------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------	--	--	--	-------------

Résumé :

1- Les apports de l'ONU au Cameroun

Les interventions de l'ONU dans notre pays sont variées et couvrent plusieurs domaines. Ainsi, au plan politique, c'est l'ONU à travers la France et la Grande Bretagne qui a géré la tutelle et prépara l'indépendance ; de même, on relève également l'appui logistique de l'ONU dans le contentieux de Bakassi ; en outre, l'ONU a maintes fois envoyée des observateurs au moment des différentes consultations électorales ; enfin, toujours sur le plan politique, l'on ne saurait éluder l'aide à la mise en forme du programme national de gouvernance, etc. Sur le plan économique, le FMI et la BM appuient depuis plusieurs années sous formes de prêts différents programmes de construction des infrastructures (port de Douala, routes, PNDP, etc.). Au plan social, l'ONU à travers le PNUD aide le Cameroun à réaliser les ODM (éradication de la pauvreté, éducation pour tous, promotion de l'égalité de sexe, réduction de la mortalité infantile, santé maternelle, etc.) ; de même, dans le même champ, l'on ne saurait éluder la contribution du FNUAP et de l'OMS, à propos des questions de santé. Par ailleurs, il convient d'évoquer l'action de l'OIT qui a permis la mise en place du CRADAT, la révision du code travail et la réforme du système de protection social. Enfin, au plan scientifique et technique, l'apport de l'UNESCO a contribué à la création de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique tandis que le PNUD participe depuis quelques années à la création des centres multimédias afin de faciliter la vulgarisation de l'utilisation des NTIC.

2- L'apport du Cameroun à l'ONU

Sur le plan financier, la contribution du Cameroun est régulièrement payée ; sur les plans humain et politique, plusieurs contingents camerounais ont pris part aux opérations de maintien de la paix en RDC, au Kosovo, en RCA, en Côte-d'Ivoire, à Haïti, etc. de même, certains camerounais ont été désignés comme représentants personnels du Secrétaire général de l'ONU dans la résolution de certains conflits (Jacques Roger Booh au Rwanda, Amos Namanga Ngongi en RDC, etc.).

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat	5mn
-------------------	---	---	---	---	-------	------------

Résumé :

La coopération entre notre pays et l'ONU est une coopération à bénéfices réciproques.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison : Dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, présente 04 actions de l'ONU dans le processus de développement du Cameroun.

Bibliographie :

- LE PATRIOTE RÉSISTANT N° 888 - juillet-août 2014

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

- Histoire-géographie 3è, sous la dir. De Martin Ivernel, Hatier
- Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- www.wikipédia.org
- Histoire De 1945 à nos jours, Classes de Terminales, Collection GREHG

Supports

Document 1 : Les échecs de la SDN dans l'entre-deux-guerres

Mais la SDN avait une faiblesse constitutionnelle. Bien que le président des États-Unis, Woodrow Wilson, ait été étroitement associé à l'idée de cette création, le Sénat américain refusa la participation des États-Unis. Les poussées du fascisme italien et du nazisme allemand, l'absence de réaction devant le réarmement de l'Allemagne nazie, le refus de la France, dirigée par Pierre Laval, d'appliquer à l'Italie, lors de son invasion de l'Abyssinie, les sanctions prévues par le statut de la SDN, le retrait de l'Allemagne, contribuèrent à rendre impossible à l'organisation d'entreprendre toute action pour préserver la paix et empêcher la Seconde Guerre mondiale.

A la boucherie de 14-18 succédèrent la barbarie du nazisme, le bellicisme du fascisme et de l'impérialisme japonais au cours de ces années de guerre de 1939 à 1945. Leur responsabilité dans la violation systématique du Droit de la guerre, des Conventions de La Haye, les effets meurtriers et destructifs accrus de l'armement moderne, l'étendue et l'intensité des opérations militaires ont abouti à cinquante millions de morts et à des dizaines de millions de victimes directes et indirectes, ainsi qu'à des destructions pratiquement totales de villes.

Ce cataclysme et cette barbarie qui a atteint un sommet avec les camps de déportation et d'extermination nazis ont renforcé la détermination des nations alliées de créer les conditions et de prendre des mesures pour préserver le monde de telles tragédies. S'appuyant sur les principes énoncés dans la Charte de l'Atlantique et la Déclaration de Philadelphie qui constituaient les buts de guerre des nations alliées, ainsi que sur l'expérience de la SDN, elles adoptèrent le 26 juin 1945 à San Francisco la Charte des Nations Unies et instituèrent en octobre 1945 l'Organisation des Nations Unies (ONU), chargée de mettre en œuvre les dispositions de la Charte.

Cette création fut suivie par celles des institutions spécialisées dans différents domaines et qui constituent la « famille » des Nations Unies notamment dans les domaines des sciences, de la culture, de l'éducation, de l'alimentation et de l'agriculture, des télécommunications, des activités maritimes, etc. qui se sont ajoutées à l'Organisation mondiale du Travail, fondée en 1919.

LE PATRIOTE RÉSISTANT N° 888 - juillet-août 2014

Document 2: Préambule de la Charte des Nations Unies

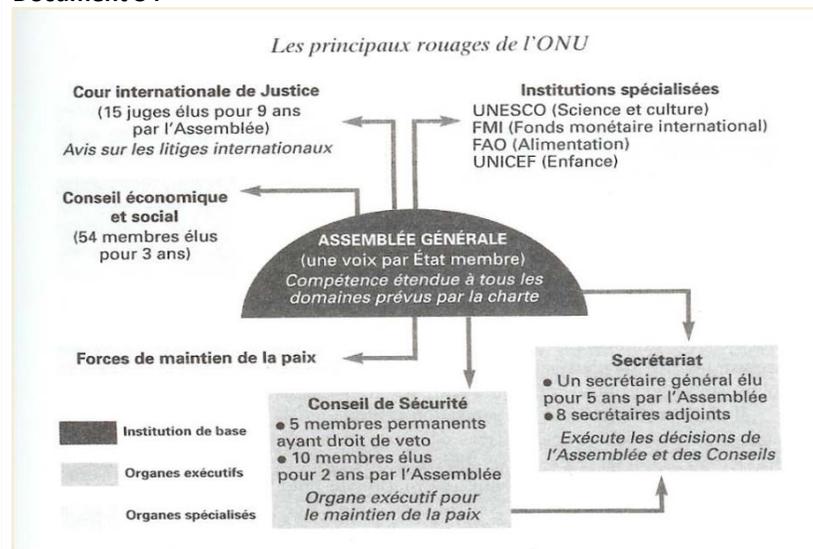
« Nous, peuples des Nations Unies, résolus

- Préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ;
- A proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme (...);
- A créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des traités ;
- A favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ;
- A vivre en paix l'un avec l'autre, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationale ;
- A accepter des principes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun ;
- A recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social (...);

Avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins. En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis dans la ville de San Francisco, ont adopté la Charte des Nations Unies et établissent une organisation internationale qui prendra le nom des Nations Unies.

San Francisco, 26 juin 1945.

Document 3 :



PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document 4: La notion de compromis remise en cause

Mais l'organisation a souvent eu besoin du Cameroun, et en a toujours besoin. Le Cameroun a plusieurs fois fourni des soldats pour servir la cause de la paix onusienne à travers le monde. En raison de la stabilité dont il jouit dans la sous-région, le HCR y a installé un important camp de réfugié. En 2003 le Cameroun assure la présidence tournante du conseil de Sécurité. Peu d'officiels aiment l'admettre mais la diplomatie camerounaise sort l'institution d'une profonde crise (L'histoire retiendra que l'Amérique de Bush animée par le désir de vengeance sur l'Irak de Saddam, va accepter de légitimer son attaque, et surtout fera sien la nécessité de combattre les armes de destruction massive sous toute ses formes). La coopération avec l'ONU vit de beaux jours au Cameroun. Le pays sert de base pour près de 18 organes de l'institution dans la zone centrale de l'Afrique.

Par Idriss Linge - 21/09/2009 <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=2801>

Document 5:

Créé afin de veiller sur la problématique de la paix et de la sécurité internationale, l'ONU dans sa charte constitutive n'admet comme membres que les Etats pacifiques qui acceptent les obligations de l'Organisation et sont capables de le faire et disposés à le faire.

Conscient de l'intérêt qu'il y a à épouser cette cause, le Cameroun en a fait un axe majeur de sa politique étrangère. Cette option a d'ailleurs été réaffirmée par le Président Paul Biya, pour lequel le développement durable n'est possible que grâce à la paix et sécurité internationale. La saisine de la Cour Internationale de Justice en 1944 au sujet du conflit de Bakassi, après l'exploration des méthodes politiques (médiation du Président Eyadema), le recours aux principes diplomatiques pour la mise en œuvre de l'arrêt rendu le 10 octobre 2002, les votes favorables constants à l'Assemblée générale, d'autres actes encore dans l'enceinte d'institutions sous régionales, régionales ou mondiales traduisent la préférence dont a souvent fait montre le Cameroun pour le règlement pacifique des différends.

Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018



PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : LA MONDIALISATION
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation
EFFECTIF :	MODULE N°1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN
GARCON :	CHAPITRE N°2: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION MULTILATERALE
FILLE :	DOSSIER N°2: LA PARTICIPATION DU CAMEROUN DANS LES MISSIONS DES NATIONS UNIES
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA Joseph D.	DURÉE : 1H
Exemple de situation : Déclenchement d'une crise politique dans un pays frontalier et arrivée massive des réfugiés	
Exemple d'action : accueillir les réfugiés	

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être			
					Plan de travail Rappel/pré requis : Consigne de travail : travail en petits groupes	10 mn
I- présentation des missions des Nations Unies	OMP, Casques Bleus, CNUCED, MINUCI	Expliquer Mettre en relation	Amour du travail	- Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018 -L'O.N.U, Eric Le Barbu Lycée Pierre Poivre, à Saint Joseph (île de la Réunion), Nouvelle adresse : eric.lebarbu@wanadoo.fr	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/ recentrage	20mn
II- participation du Cameroun dans les OMP	MINURCA, BONUCA, MINUAR, TPIR, etc	Expliquer Mettre en relation	Patriotisme Sens de la discipline	https://www.memoireonline.com par Justine Nathalie NDZIE, Institut des Relations Internationales du Cameroun, Master I en relations internationales option diplomatie 2009 - https://www.journalducameroun.com	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	25 mn

Synthèse : créée afin de veiller sur la problématique de la paix et de la sécurité internationale, l'ONU s'efforce malgré de nombreux écueils à remplir ses missions. C'est dans cette optique que le Cameroun qui est un pays épris de paix, participe aux différentes missions des Nations Unies par l'envoi des contingents dans les zones de crises mais aussi à travers le paiement des contributions nécessaires aux budgets de fonctionnement de ces missions onusiennes.

Bibliographie :

- **Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018**
- **L'O.N.U, Eric Le Barbu, Lycée Pierre Poivre, à Saint Joseph (île de la Réunion), Nouvelle adresse : eric.lebarbu@wanadoo.fr**
- **Justine Nathalie NDZIE, Institut des Relations Internationales du Cameroun, Master I en relations internationales option diplomatie 2009 in <https://www.memoireonline.com>**
- <https://www.journalducameroun.com>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document 1 : missions

A travers l'ONU, les Etats victorieux de la seconde guerre mondiale entendaient fonder une structure dont le rôle garantirait dorénavant la paix et la sécurité internationale. Il s'agit ainsi qu'il est mentionné dans le préambule de la charte de « préserver les générations futures du phénomène de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ». la prééminence du Conseil de Sécurité dans le dispositif onusien traduit bien cette préoccupation capitale. Cette instance agit en effet au nom des Etats membres qui sont tenus « d'accepter et d'appliquer » ses décisions, et s'engagent à mettre à sa disposition les « forces armées, l'assistance et les facilités nécessaires ». c'est le seul organe jouissant du pouvoir d'adoption des résolutions ayant le caractère obligatoire pour les Etats membres dans le cadre du chapitre VII de la charte (maintien de la paix). La paix étant illusoire sans un minimum de développement, l'ONU a également une mission aux volets socioéconomique, culturel et humanitaire.

Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018

Document 2: le gendarme de la paix.

Loin d'imposer la paix au monde, fût-ce par la force, l'ONU n'a pas réussi à écarter les menaces de conflits, ni les affrontements directs. Depuis 1945, toute guerre mondiale a certes été évitée, mais le monde a connu environ 80 conflits qui ont entraîné la mort de près de 20 millions de personnes. Elle n'est pas non plus parvenue à ralentir la course aux armements, tant conventionnels que nucléaires, chimiques ou bactériologiques. Malgré toutes les résolutions votées depuis 1946, en Assemblées générales à New York, près de 900 milliards de Dollars sont dépensés chaque année pour le surarmement.

Cependant, dans le passé, l'action de l'ONU n'a pas été négligeable dans de nombreux conflits : à Chypre en 1964, et dans le Sinaï, entre 1956 et 1967, les forces des Nations Unies parviennent, en s'imposant entre les combattants, à rétablir le calme et une sécurité précaire. Mais d'une manière malheureusement plus fréquente, l'ONU agit plutôt en tant qu'observateur pour constater les différentes violations du cessez-le feu. Ainsi, au Liban, les contingents des Nations Unies ne parviennent pas du tout à faire respecter la paix. Plus grave est l'abstention de l'ONU dans des conflits à répétition qui ont embrasé l'Asie, pendant la guerre du Vietnam, ou de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge. (...)

La naissance de l'ONU est contemporaine de la prise de conscience du sous et du mal-développement. L'Organisation internationale entend, grâce à ses actions spécifiques, résoudre les grands déséquilibres qui opposent les nations " nanties " du Nord, à celles du Sud. Assistance techniques, aide financière, actions diplomatiques symbolisées par la réunion du CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, sont quelques-uns des moyens offerts aux paysans démunis confrontés à l'explosion démographique.

L'O.N.U, Eric Le Barbu, Lycée Pierre Poivre, à Saint Joseph (île de la Réunion), Nouvelle adresse : eric.le_barbu@wanadoo.fr

Document 3 : L'ONU intervient dans les conflits de l'après-guerre Froide.

Les guerres n'ont pas disparu avec la fin de la guerre froide

En Europe

La résurgence des revendications nationales provoque également l'éclatement de certains Etats, comme le prouve la division de la République socialiste fédérative de Yougoslavie mise en place par Tito en 1946, en 5 États (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, République fédérative de Yougoslavie (Serbie-Monténégro, Macédoine). Au cours du premier conflit dans cette région, la FORPRONU (FORCE DE PROTECTION DES NATIONS UNIES) est mise en place entre 92 et 95 pour tenter de créer les conditions de paix et de sécurité nécessaires à la négociation d'un règlement d'ensemble de la crise yougoslave.

En Afrique

L'Europe n'est pas le seul terrain d'opérations. Les casques bleus interviennent aussi souvent en Afrique dans le cadre de conflits internes. Par exemple, depuis mai 2003 la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) intervient en Côte d'Ivoire.

Au Moyen-Orient

D'abord des opérations engagées par l'ONU au Proche-Orient sont encore en cours. L'Organisme (ONUST) des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine est toujours en place. Depuis mars 1978, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) surveille la frontière entre Israël et le Liban.

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document 4



Document 5 :

« En d'autres termes, l'engagement du Cameroun en faveur des missions de paix se justifie par le souci de Yaoundé de renouveler son soutien aux organisations internationales (à vocation universelle, continentale ou sous régionale) au sein desquelles il siège en qualité de membre. C'est pourquoi le gouvernement réserve généralement une réponse favorable aux sollicitations qui lui sont exprimées par ces institutions dans la perspective de l'organisation des OMP. Dans ce registre, les besoins communément exprimés sont la mise à la disposition de ces organisations d'experts du domaine militaire ou du maintien de la paix, le versement des contributions financières au budget de ces missions de paix, des soutiens logistiques, ou même l'usage du territoire camerounais pour l'acheminement de la logistique utilisée pour une OMP.

(...) en RCA, le gouvernement camerounais a mis à la disposition de la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA) le 08 février 1999, un personnel pour la formation de la police civile. A l'expiration du mandat de la MINURCA en février 2000, un officier supérieur camerounais occupait les fonctions de chef de l'instruction de la police civile ; fonction qui ont été maintenues dans le cadre du Bureau d'Appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BONUCA) »

<https://www.memoireonline.com> Par Justine Nathalie NDZIE, Institut des Relations Internationales du Cameroun, Master I en relations internationales option diplomatie 2009

Document 6:

Et comme cerise sur le gâteau, ce sont deux généraux camerounais qui se sont succédé à la tête de ces missions en RCA. En 2009, le Général de Brigade Hector Marie Tchemo était commandant de la MINURCA et depuis 2013, le Général de Division Tumenta Chomun Martin est le commandant de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA), sous l'égide de l'ONU.

D'autres camerounais ont également occupé de hautes fonctions à portée politique à l'ONU, dans le cadre des Missions d'opération de maintien de la paix en Afrique, avec rang et prérogatives de Secrétaire général adjoint de l'ONU :

- Jacques Roger Booh Booh, Représentant spécial du Secrétaire Général, de l'ONU à la MINUAR au Rwanda ;
- Amos Namanga Ngongi, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU à la MONUC en RDC ;
- Dooh Kingue au poste de Directeur Général de l'UNITAR (Formation et Recherche), lui aussi avec rang et prérogatives de Secrétaire Général de l'ONU ;
- Me Bernard Acho Muna, Procureur Adjoint du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) de 1997 à 2002

<https://www.journalducameroun.com>

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation	
EFFECTIF :	MODULE N° I: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN	
GARCON :	CHAPITRE N° 2: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION MULTILATERALE	
FILLE :	LECON N°5 : LE CAMEROUN ET L'UNION EUROPEENNE	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : convention, ACP, UE, APE, FED, BEI, STABEX, SYSMIN	
	PRE-REQUIS :	
Exemple de situation : Inondation des marchés camerounais et africains par les produits en provenance de l'U.E		
Exemple d'action : Améliorer la qualité de nos produits pour être plus compétitifs.		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour développer des stratégies qui permettront la protection des industries locales.		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	ACP ;	Définir Citer les pays membres	Esprit d'initiative	Le Traité de Rome (extrait, 1957)	Analyse et exploitation du document, brainstorming		10 mn

Résumé : Fondée à la base pour promouvoir le développement de ses six membres originaires, l'UE se présente aujourd'hui comme un partenaire de poids pour les pays tiers. Face à elle, dans le cadre des relations UE/ACP, se trouvent les pays africains, du Caraïbe et du Pacifique. Les deux acteurs entretiennent depuis particulièrement 1960, une coopération ancienne et réputée multiforme et bénéfique. Au nombre des 79 pays ACP se trouve le Cameroun, dont la capitale Yaoundé a eu le privilège d'abriter les assises en 1963 et 1969 ayant inauguré le cycle des différentes conventions UE/ACP.

I- Objectifs et structures de l'UE	Libre circulation ; citoyenneté européenne ; la structure de l'UE	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-Le Traité de Rome (extrait, 1957) -Le Traité de Maastricht (extraits, 1992). -Histoire-Géographie 3è, Collection Martin Ivernel	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		40mn
---	--	--	--	--	--	--	------

Résumé : Après la signature du traité de Maastricht le 07 février 1992, l'U.E voit le jour le 1^{er} novembre 1993 ; elle remplace ainsi la Communauté Economique Européenne (CEE) créée en 1957 par le traité de Rome.

1- Objectifs de l'U.E

Les principaux objectifs de l'UE sont : l'instauration de la libre circulation des biens et des capitaux entre ses Etats membres ; l'instauration d'un tarif douanier extérieur commun ; l'aménagement d'une politique économique commune ; l'affirmation de l'identité européenne sur la scène internationale ; l'instauration d'une citoyenneté européenne ; la lutte contre les grands défis économiques et sociaux ; la promotion de la paix et du bien-être de ses peuples ; la lutte contre l'exclusion sociale et les discriminations ; la promotion du développement durable et la lutte contre les changements climatiques, etc. Pour atteindre ces objectifs, l'UE s'appuie sur plusieurs structures.

2- Structures de l'U.E

L'UE est composée :

Il s'agit :

- ❖ **Le Conseil Européen** : composé des chefs d'Etats et de Gouvernement de tous les pays membres, il est à la fois le centre d'impulsion des principales initiatives politiques et l'organe d'arbitrage des questions litigieuses qui n'ont pas trouvé un accord au sein du conseil de l'U.E ;
- ❖ **Le Parlement Européen** : Organe législatif, il représente les intérêts des citoyens européens dans les discussions avec les autres institutions européennes ;
- ❖ **Le Conseil de l'Union Européenne** : c'est l'organe qui prend les décisions au sein de l'U.E en termes de législation (adoption des lois), de coordination des politiques économiques des Etats, de l'approbation du budget de l'U.E, de définition de la politique étrangère et de sécurité commune, etc.
- ❖ **La Commission Européenne** : c'est l'organe exécutif de l'UE.
- ❖ **La Cour de Justice de l'UE** : elle assure le respect du droit communautaire et veille sur l'interprétation et l'application directe des traités.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

<ul style="list-style-type: none"> ❖ La Cour des Comptes de l'UE : elle vérifie la régularité et la légalité des recettes et dépenses de l'U.E. ❖ La Banque Centrale Européenne (BCE) : c'est elle qui est en charge de la politique monétaire et économique de l'UE. 							
II- Réalisation de l'U.E au Cameroun	FED, SYSMIN, STABEX ; projet FOURMI, etc.	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	https://www.eeas.europa.eu -Genève le 16 Décembre 2008, Achille BASSILEKIN, Adjoint au Représentant des Etats ACP à Genève -La coopération UE-ACP in Le Courrier UE-ACP	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion		40mn
<p>Résumé : L'UE intervient au Cameroun dans plusieurs domaines. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Au plan économique : Sur ce plan, l'U.E est le principal partenaire commercial du Cameroun (80% des exportations et importations) ; de même, grâce à l'appui du STABEX et du SYSMIN, notre pays avait bénéficié de compensations financières suites aux pertes subies du fait des fluctuations des prix de certaines matières premières exportées. De même, grâce à la Banque européenne d'Investissement (BEI), l'UE a accordé des prêts à la Sosucam, à la CDC et à Alucam ; enfin, toujours sur le plan des interventions économiques, on peut aussi mentionner l'environnement et le développement urbain à travers le projet FOURMI (Fonds aux organisations urbaines et aux micro-initiatives). ✓ Au plan socioculturel : L'U.E a financé la construction d'un pavillon hospitalier à Ntui et à Meiganga ainsi que le recyclage du personnel sanitaire et l'équipement de certains hôpitaux. De même, l'U.E a contribué à la création de l'ENS de Yaoundé ainsi que l'extension du collège Mvogt et de l'école nationale supérieure polytechnique. Enfin, depuis la signature de l'accord de Cotonou, l'UE suit à Yaoundé et Douala un « programme d'amélioration des conditions de détention et de respect des droits de l'homme ». ✓ Au plan infrastructurel : Grâce à l'appui du FED, l'U.E a financé la réalisation de nombreuses routes (Pitoa-Figuil ; Yaoundé-Mbalmayo ; Bamenda-Bafoussam, etc.), la construction des ponts (pont sur la Bénoué à Garoua, pont sur la Dibamba), la construction d'une cimenterie à Figuil ainsi qu'une centrale électrique à Garoua. 							
III- implication du Cameroun dans les relations ACP/UE	Accord de siège ; APE	Idem	Idem	-Léonard Matala-Tala, La participation et l'implication des différents acteurs ACP-UE, CIVITAS EUROPA, 2016/1 (N°36), pp17-55	Idem		20mn
<p>Résumé : les relations entre l'UE et le Cameroun remontent au premier Fonds européen pour le Développement, mis en place dès 1959, tout de suite après l'entrée en vigueur du Traité de Rome qui établit le marché commun européen et instaure la politique de coopération avec les futurs pays Afrique-Caraïbe-Pacifique. Ainsi, les deux premières conventions UE-ACP sont conclues à Yaoundé (1963 et 1969). De même, un bureau coopération est ouvert à Yaoundé en 1975 et un accord de siège signé en 1983. Enfin, notre pays est le seul pays de l'Afrique centrale qui a réussi à négocier et à conclure un Accord de Partenariat Economique bilatéral (Accord d'étape) avec l'UE.</p>							
CONCLUSION	-	-	-	-	Débat		5mn
<p>Résumé : la coopération Cameroun UE remonte au lendemain de l'indépendance de notre. Cette coopération qui se veut bénéfique pour les deux partenaires semble en réalité défavorable sur le plan commercial pour le Cameroun qui a une économie extravertie.</p>							
Evaluation finale :							
<p>Devoir à faire à la maison : Dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, montre que par ses réalisations plurielles au Cameroun, l'UE participe au développement de notre pays.</p>							

Bibliographie

- Le Traité de Rome (extrait, 1957)
- Le Traité de Maastricht (extraits, 1992).
- La coopération UE-ACP in Le Courrier UE-ACP
- Léonard Matala-Tala, La participation et l'implication des différents acteurs ACP-UE, CIVITAS EUROPA, 2016/1 (N°36)
- Genève le 16 Décembre 2008, Achille BASSILEKIN, Adjoint au Représentant des Etats ACP à Genève
- <https://www.eeas.europa.eu>
- <http://france.attac.org/spip.php?rubrique3>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports :

Document 1: Le Traité de Rome (extrait, 1957)

« Article 2. La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, de promouvoir une expansion continue et accélérée, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit.

A ces fins, l'action de la Communauté comporte selon les rythmes prévus dans le présent traité :

- a- L'élimination, entre les Etats membres, des droits de douane.
- b- L'établissement d'un tarif douanier commun envers les Etats tiers.
- c- L'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux.
- d- L'instauration d'une politique agricole commune.
- e- L'instauration d'une politique commune dans le domaine des transports.
- f- L'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun.
- g- Le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun.

Document 2 : Le Traité de Maastricht (extraits, 1992).

« Par le présent traité, les Hautes parties contractantes instituent entre elles l'Union Européenne. Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises le plus près possible des citoyens. (...)»

L'Union se donne pour objectifs :

- De promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant à terme une monnaie unique ;
- D'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris à terme une politique de défense commune (...);
- De renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses Etats membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union ;
- De développer une coopération étroite dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. »

Document 3 :

La Convention de Lomé, qui lie 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique aux 12 Etats membres de l'Union européenne demeure le plus vaste accord collectif de coopération dans l'histoire des relations entre pays du Nord et pays du Sud: il est né, à l'aube de la construction européenne, du traité de Rome lui-même (25 mars 1957) dont les signataires entendaient confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer puis, aussitôt après les indépendances des années '60, des deux Conventions de Yaoundé signées en 1963 et 1969 avec 18 Etats africains.

En 1975, la Communauté signe la première Convention de Lomé (du nom de la capitale du Togo où ont lieu les cérémonies) avec un groupe de 46 Etats indépendants. Pour la deuxième (Lomé II 1980-1985), ils seront 57, puis 65 pour la troisième (Lomé III 1985-1990). En 1989, 69 Etats ACP signeront la quatrième génération (Lomé IV, 1990-2000), puis 70 en 1993 avec l'accession de l'Erythrée à l'indépendance. Très vite, la Convention de Lomé devient un modèle en matière de coopération au développement et le volume de l'aide a continué à croître ; l'aide financière est mise en œuvre à travers le fonds Européen de Développement (FED) qui est alimenté par une contribution quinquennale et spécifique des Etats membres. En outre, les Etats ACP sont éligibles aux ressources propres de la Banque Européenne d'investissement (BEI)

<https://www.eeas.europa.eu>

Document 4: La convention de Lomé

Créée en 1957 par le Traité de Rome et utilisée pour la première fois en 1959, l'objectif du FED est actuellement le financement des activités de coopération prévues par l'accord de Cotonou. Au Cameroun, entre le 1^{er} FED, signé en 1960, et le 11^{ème} FED, signé en 2014, cet instrument a financé des projets pour plus de 953.43 millions d'euros (626 milliards de FCFA) au titre de dons au développement dans divers secteurs : infrastructures, environnement et forêt, éducation, santé, commerce et industrie, agro-industrie, développement rural, projets sociaux, etc. Le Cameroun bénéficie aussi de l'enveloppe régionale du 11^{ème} FED pour l'Afrique centrale qui a pour domaines prioritaires : l'intégration politique et la coopération en matière de sécurité et de paix, l'intégration économique et commerciale et la gestion durable des ressources naturelles.

<https://www.eeas.europa.eu>

Document 5: STABEX et SYSMIN

Le Stabex, est le premier système Nord-Sud rompant avec les règles commerciales classiques, telles que les simples accords commerciaux préférentiels. Ce mécanisme de soutien a une vocation exclusivement agricole et couvre un total de 49 produits de base provenant de l'agriculture et de la pêche. Sa finalité est simple : compenser, par des aides financières directes, les pertes de recettes subies par les Etats ACP dans le cadre de leurs exportations.

Sur l'exemple du Stabex, le 5^{ème} FED de Lomé 11 a créé le Sysmin pour tenir compte des difficultés propres aux Etats ACP tributaires de leurs recettes d'exportations minières vers l'Union européenne. La liste des produits, ou groupes de produits, couverts par ce dispositif est alors limitée à six: bauxite /aluminium, cuivre/cobalt, Fer, étain, phosphates, manganèse. Les aides sont consenties aux Etats demandeurs, sous forme de prêts spéciaux remboursables, si leur seuil de dépendance financière à l'égard des exportations minières concernées atteint au moins 15% (100% pour les PMA).

La coopération UE-ACP in Le Courrier UE-ACP

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Document 6 :

Les relations entre les Communautés européennes et les Etats ACP tout comme le questionnement sur leur évolution sont anciens. A l'origine, deux raisons ont conduits les Communautés européennes à développer leurs relations extérieures : d'une part, après la création de l'union douanière, les six pays fondateurs ont dû assumer collectivement la responsabilité de leurs relations commerciales avec les pays tiers en instaurant une politique commerciale commune. C'est une association octroyée qui a alors été mise en place en 1957. D'autre part, ces mêmes Etats ont convenu de partager le financement d'une fraction de l'assistance qu'ils fournissaient à leurs anciennes colonies, plus spécialement en Afrique, à mesure que celles-ci accédaient à l'indépendance. De l'association octroyée, on est passé à une association négociée, avec les accords de Yaoundé (1963 à 1969). L'émergence d'un nouvel ordre économique mondial suite à la crise pétrolière des années 70, la hausse du cours des matières premières et le dialogue Nord-Sud vont influencer les négociations qui ont abouti aux Conventions de Lomé (I à IV de 1975 à 2000). (...) Cette même volonté de changement a conduit les acteurs de cette relation à chercher un cadre conventionnel négocié : c'est l'Accord de Cotonou signé le 23 juin 2000 dans un partenariat qui rassemble, aujourd'hui, l'UE et 79 Etats ACP.

Léonard Matala-Tala, La participation et l'implication des différents acteurs ACP-UE, CIVITAS EUROPA, 2016/1 (N°36), pp17-55

Document 7: L'APE Cameroun/Communauté Européenne

Le 17 Décembre 2007, le Cameroun paraphait un Accord de Partenariat Economique (APE) provisoire avec les Communautés Européennes au terme d'un processus marathon de négociation avec la Commission européenne. Notre pays pouvait dès lors préserver l'accès préférentiel au marché communautaire de ses exportations et éviter les surcoûts économiques et commerciaux d'un régime moins favorable que représenterait son reversement au Système des Préférences Généralisées (SPG). (...)

L'APE provisoire du 17 Décembre 2007 confère au Cameroun un accès de ses exportations vers le marché communautaire exemptés de droits de douane et sans limitation de contingent, et lui impose seulement une ouverture asymétrique et progressive de sa propre économie. Latitude était laissée au Cameroun d'exclure de la libéralisation un certain nombre de produits agricoles ou transformés et de libéraliser à 50 % ses importations en provenance de l'UE à l'horizon 2018 pour atteindre 80% en 2023.

Genève le 16 Décembre 2008, Achille BASSILEKIN, Adjoint au Représentant des Etats ACP à Genève

Document 8: La coopération Union Européenne - pays ACP s'inscrit toujours dans la logique FMI – BM – OMC.

- L'Union Européenne s'efforce aussi d'imposer ce qu'elle n'a pu obtenir dans le cadre de l'OMC en 2003 et qu'on appelle "les matières de Singapour" :
 - la concurrence qui doit être libre et non faussée
 - les marchés publics où elle entend que les entreprises nationales et étrangères soient traitées à égalité
- les investissements où elle réclame la dérégulation des régimes en vigueur dans la plupart des pays ACP
- la facilitation des échanges.

Les effets prévisibles de ces accords.

Ces accords qui exigent la libéralisation des marchés vont mettre en concurrence des économies inégalement développées.

1 - Ouverture des marchés des pays ACP aux produits de l'Union Européenne.

- Les agricultures paysannes des pays ACP vont être exposées à la concurrence des produits des agricultures modernes et subventionnées (PAC) de l'UE. Ces importations à bas prix vont porter préjudice aux petits paysans ; d'où une menace sur la souveraineté alimentaire.
- De même les pays ACP ne pourront pas protéger leur industrie naissante.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

- Les importations en provenance de l'UE se feront au détriment des échanges commerciaux entre pays ACP. Cela limitera le développement régional et accentuera la dépendance vis-à-vis de l'économie européenne.
- La suppression des taxes sur les échanges va entraîner une perte importante de recettes publiques. En Afrique subsaharienne, les droits de douane prélevés sur les importations génèrent près de 30% des revenus.

2 – Accès au marché européen.

- L'accès au marché seul, ne va pas stimuler leurs exportations. Ils restent spécialisés dans des produits primaires dont l'offre est abondante et la demande en baisse et,.... il n'y aura plus de prix garanti! (comme pour le sucre).
- Pourront-ils en 12 ans améliorer leur compétitivité ? La productivité est faible, il y a des problèmes d'infrastructures, des difficultés à satisfaire les normes sanitaires et les exigences de qualité de l'UE.
- Dans les 6 zones régionales, il y a des PMA et des non PMA. Comme l'adhésion à un Accord de Partenariat Economique (APE) n'est pas obligatoire, les enjeux ne sont pas les mêmes pour les ACP PMA (40 des 77) et les ACP non PMA.
- Si un pays est ACP PMA, il a déjà un accès totalement libre au marché de l'UE (dispositif "tout sauf les armes") sans aucune condition de réciprocité, donc, il n'a pas intérêt à signer un APER, car il y perdrait. Il serait alors obligé d'ouvrir son propre marché.
- Au contraire, les ACP non PMA risquent de voir leurs conditions d'accès au marché européen se dégrader s'ils refusent de signer un APER. Ils se retrouveraient sous le régime des Pays En Développement (PED), moins intéressant que le régime ACP actuel pour les conditions d'accès au marché européen.

4 – Problèmes posés par les conditions de ces négociations.

Ce que l'UE a fait en un demi-siècle, en passant par des étapes de protection de ses marchés vis-à-vis de l'extérieur, en privilégiant les échanges intra régionaux avant d'affronter la concurrence mondiale, les pays ACP sont supposés le faire en 12 ans, sans protection de leurs marchés. **Le mépris** des demandes des pays ACP et de la société civile. Alors qu'ils demandaient au préalable la négociation d'un accord cadre valable pour tous, l'UE négocie séparément avec chacune des six régions. La convention de Cotonou ne remet pas en cause les clauses de sauvegarde et les mécanismes protectionnistes que l'UE s'est octroyés. Par contre la vulnérabilité des économies ACP n'est pas prise en compte. Et alors même que certaines dispositions avaient été rejetées, entre autres par les pays ACP, lors des négociations de l'OMC à Cancún en 2003, l'UE cherche à les remettre sur le tapis.

Il y a contradiction entre les objectifs poursuivis par l'Union Européenne et les attentes des pays ACP.

Contrairement aux objectifs affichés, l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale à des conditions qui leur sont défavorables, risque d'être un obstacle au développement et un facteur la pauvreté, ce qui est contraire aux Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) !

Pour l'UE, il ne s'agit plus de solidarité, ce que le terme de "partenariat" pourrait hypocritement laisser croire, mais d'organisation de la concurrence en faveur des exportations européennes. Il s'agit d'une recolonisation par **le libre-échange**. Ces Accords de Partenariat Economiques (APER) ont été dénoncés par les réseaux altermondialistes réunis à Maputo en juin 2004 comme des instruments de domination européenne sur les pays ACP.

<http://france.attac.org/spip.php?rubrique3>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation		
EFFECTIF :	MODULE N° 1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN		
GARCON :	CHAPITRE N° 2: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION MULTILATERALE		
FILLE :	LECON N°6 : LE CAMEROUN ET L'OIF, LE COMMONWEALTH ET LA CONFERENCE DES PAYS ISLAMIQUES	DURÉE : 02 H	
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : Francophonie ; Commonwealth, Conférence des pays Islamiques		
	PRE-REQUIS : coopération,		
Exemple de situation : la circulation des idées et des produits			
Exemple d'action : promouvoir notre identité et nos valeurs culturelles			
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour promouvoir la coopération multilatérale.			

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	OIF, Commonwealth, CPI		Esprit d'initiative	-	Analyse et exploitation du document, brainstorming		
Résumé : Depuis son accession à l'indépendance, notre pays a entrepris de diversifier sa coopération avec les différents acteurs des RI. Parmi ces acteurs, nous pouvons citer l'OIF, le Commonwealth of Nations mais aussi la Conférence des Pays Islamiques.							
I- le Cameroun et l'OIF	OIF, CONFEMEN, CONFES, AIF, CPF, CONFEMER, etc.	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	Jean-Louis JOUBERT, « FRANCOPHONIE », <i>Encyclopædia Universalis</i> [en ligne], consulté le 4 octobre 2014. URL : http://www.universalis.fr/encyclopedie/francophonie/ https://prc.cm	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		

Résumé : Créée en 1880 par Onésime Reclus, la Francophonie désigne tout autant un espace où la langue française est parlée au quotidien qu'une communauté de langue fondée sur l'usage du français.

1- Objectifs et structures de l'OIF

a- Les objectifs de l'OIF

L'OIF a pour objectifs : la promotion de la langue française et la diversité culturelle ; la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance ; le rapprochement des peuples par leur reconnaissance mutuelle ; la promotion des droits de l'homme ; la protection de l'environnement, etc.

b- Structures de l'OIF

Les principales structures de l'OIF sont :

- ✓ Le Secrétariat Général de la Francophonie : créé en 1997 à Hanoï, il est responsable de toutes les instances de la Francophonie ;
- ✓ La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement : encore appelée « Sommet Francophone », elle a vu le jour en 1986 à Versailles ;
- ✓ La Conférence Ministérielle de la Francophonie : elle est constituée des ministres des pays membres ayant en charge la Francophonie ;
- ✓ Le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) : il est chargé de la préparation et du suivi des « Sommets » ;
- ✓ L'Agence Intergouvernementale de la Francophonie : créée en 1970, elle est l'opérateur principal de la Francophonie. Elle est soutenue dans son action par le « Sommet », l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUPELF-AUF), TV5 et l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

2- Des apports réciproques

La coopération entre le Cameroun et la Francophonie est tout autant active que multiforme. En effet :

- ✓ **Au plan politique et institutionnel**, notre pays paie régulièrement ses contributions statutaires à l'OIF (120 millions/an), participe à tous les sommets organisés par l'OIF, et héberge le bureau sous régional de l'AUF. En retour, plusieurs hauts responsables de l'OIF ont effectué des visites en terre camerounaise ; de même, plusieurs camerounais ont été désignés à des postes de responsabilité au sein de l'OIF (Jean Tabi Manga comme directeur général de l'éducation, Dénise Epoté comme directrice de TV5 Afrique, etc.), on peut également évoquer l'appui au processus de décentralisation à travers le financement de l'AIMF et l'assistance à l'occasion de certaines catastrophes nationales (Nsam en 1998, etc.)

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

- ✓ **Au plan socioculturel et technique**, l'OIF a contribué à la réhabilitation du centre des handicapés d'Etoug-Ebé ainsi qu'à l'érection de certaines grandes écoles (ENS de Yaoundé, ESSTIC, IRIC) en centres d'excellence pour la formation francophone. On peut aussi citer la création d'un Centre régional d'enseignement spécialisé en agriculture (CRESA) ainsi que l'ouverture à Yaoundé du « Campus 2000 » de l'université virtuelle d'Afrique centrale au plan culturel. En retour, le Cameroun célèbre régulièrement la Journée de la Francophonie (20 Mars) ; notre pays a également créé au sein du MINREX une « Direction de la Francophonie » et de nombreux « clubs francophonie » ont été créés dans les lycées et collèges pour promouvoir la langue française.
- ✓ **Au plan économique** : l'AIF a contribué à la gestion informatisée de la dette publique du Cameroun ainsi qu'à la mise en place des unités de production dans le domaine de l'élevage ou de l'agro-industrie.

II- Le Cameroun et le Commonwealth	GHOGM, CYP, CPII,	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	-06 Octobre 2014 Augustin FOGANG National - Politique -https://wikimemoires.net	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	mn
---	-------------------	---------------------------------	--	--	--	-----------

Résumé : Le Commonwealth est une organisation internationale regroupant les Etats ayant eu des liens historiques avec la Grande-Bretagne.

1- Objectifs et structures du Commonwealth

a- Les objectifs du Commonwealth of Nations

Le Commonwealth a pour objectifs : la promotion de la stabilité internationale, la promotion de la paix, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance, la promotion du respect des droits de l'Homme et l'établissement des relations économiques dépourvues de toute entrave entre les pays membres susceptibles d'accélérer le progrès social.

b- Structures

Pour atteindre ses objectifs, le Commonwealth s'appuie sur deux principales institutions :

- ✓ **Le Secrétariat Général du Commonwealth** : créé en 1965, il assure la coordination des activités de l'organisation. Trois institutions actives y sont rattachées à savoir : le **Commonwealth Fund for Technical Cooperation** qui est l'organe central en matière de coopération politique et économique, le **Commonwealth Youth Programm (CYP)** qui a pour rôle d'assister les gouvernements dans la conception et l'implication des jeunes dans la construction de l'Etat et le **Commonwealth Private Investment Initiative (CPII)** qui a pour but de mobiliser les fonds destinés aux investissements à long terme dans le domaine commercial ;
- ✓ **Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement (GHOGM)** : instance décisionnelle de l'organisation, le Sommet est présidé tous les deux ans par la Reine de la Grande-Bretagne.

2- Des apports réciproques

En ce qui concerne l'apport du Commonwealth, au plan institutionnel, on peut citer la formation et le recyclage des opérateurs du système électoral camerounais, le renforcement de la capacité de la CNDH ; sur le plan éducatif, le Commonwealth octroie de nombreuses bourses d'études aux étudiants et chercheurs camerounais. En retour, le Cameroun a créé un poste de ministre délégué auprès du MINREX et la Journée du Commonwealth est régulièrement célébrée.

III- Le Cameroun et l'Organisation de la Conférence islamique	Comité de Jérusalem ; BID ; ISESCO, etc.	Idem	Idem	Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Idem	mn
--	--	------	------	--	------	-----------

Résumé :

1- Objectifs et structures de la OCI

Créée le 25 septembre 1969, l'OCI a pour objectifs de : promouvoir la solidarité et la coopération entre ses membres, soutenir la cause palestinienne dans sa lutte de reconquête de ses territoires, préserver les lieux Saints, etc. En ce qui concerne ses structures, l'OCI est dotée d'une vingtaine d'organes dont les trois principaux sont :

- ✓ La Conférence des Rois, des Chefs d'Etats et des Gouvernements (Sommet) : elle conçoit les grandes options de politique générale
- ✓ La Conférence Islamique des ministres des affaires étrangères
- ✓ Le Secrétariat Général

A ces organes principaux s'ajoutent des **Commissions spécialisées** (exemples : le Comité de Jérusalem "Al Qods", le comité permanent pour la coopération économique et commerciale "COMCEC"), des **organes subsidiaires** (exemple : le Fonds de solidarité islamique, le fond Al Qods) et des **organes spécialisés** (exemple : la Banque Islamique de

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Développement "BID", l'Organisation Islamique pour le Développement, la Science et la Culture "ISESCO").

2- Des apports réciproques

En ce qui concerne les apports de notre pays, on peut citer la création au sein du MINREX d'un poste de ministre chargé de la coopération avec le monde islamique et la participation à tous les sommets organisés par l'OCI ; en retour, l'OCI contribue à l'électrification des zones rurales, la construction des écoles et des centres de santé, etc.

CONCLUSION

<https://www.bbc.com>

Résumé : la coopération entre le Cameroun avec l'OIF, le Commonwealth of Nations et l'OCI est une coopération à bénéfices presque réciproques.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison :

Bibliographie

- Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- Jean-Louis JOUBERT, « FRANCOPHONIE », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 4 octobre 2014. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/francophonie/>
- <https://prc.cm>
- <https://www.bbc.com>
-

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports :

Document : une langue sur la défensive

On sait que le mot « francophonie », inventé une première fois en 1880 par le géographe Onésime Reclus, qui constatait l'expansion de la langue française dans le monde, parallèlement à l'expansion coloniale de la France, a été réinventé en 1962, au moment de la décolonisation, par quelques chefs d'État africains, dont Léopold Sédar Senghor et Habib Bourguiba, qui proposaient de rassembler les pays de langue française dans le cadre d'une nouvelle organisation intergouvernementale. Celle-ci s'est mise en place assez lentement, d'abord en marge des États : ainsi par la création dès 1961 de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (A.U.P.E.L.F.). Ce n'est qu'en 1970 qu'est fondé, à la Conférence de Niamey, le premier organisme de coopération multilatérale entre pays francophones, sous le nom d'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.). Enfin, en 1986 se tient à Paris le premier sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, qui lance véritablement la francophonie institutionnelle. Les sommets suivants – à Québec (1987), Dakar (1989), Chaillot (1991), Maurice (1993), Cotonou (1995), Hanoï (1997), Moncton (1999), Beyrouth (2002), Ouagadougou (2004), Bucarest (2006), Québec à nouveau (2008) – ont vu grossir le nombre des pays représentés.

L'A.C.C.T. est devenue en 1995 l'Agence de la francophonie, qui s'est elle-même transformée en Organisation internationale de la francophonie (O.I.F.). Celle-ci regroupe 53 États et gouvernements qui sont membres de plein droit, ainsi que 2 membres associés et 19 observateurs. L'installation du Ghana comme membre associé, du Mozambique et de l'Ukraine comme pays observateurs témoigne à tout le moins d'une crise de croissance : la francophonie instituée s'est largement étendue au-delà des frontières géolinguistiques du français.

Jean-Louis JOUBERT, « FRANCOPHONIE », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 4 octobre 2014. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/francophonie/>

Document : la Francophonie assure le Cameroun de son soutien.

Pour sa première visite officielle au Cameroun depuis son élection au poste de Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) au mois d'octobre 2018, Madame Louise Mushikiwabo a été accueillie avec les honneurs dus à son rang au Palais de l'Unité le 24 mai 2019. La Secrétaire Générale de l'OIF s'est longuement entretenue pendant près de deux heures avec le Président de la République, Paul Biya.

S'exprimant devant la presse au sortir de cet entretien, la Secrétaire Générale de l'OIF a décliné les « trois raisons principales » qui l'ont conduite au Cameroun.

Tout d'abord, prendre contact avec le Chef de l'Etat avant les six premiers mois de son élection comme nouvelle Secrétaire Générale « parce que le Cameroun est un pays d'importance pour la Francophonie » ; « parler au Président des nouvelles orientations de la Francophonie », c'est-à-dire de sa vision de cette organisation.

Ensuite, s'enquérir de la situation politique et sécuritaire du pays, notamment la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram et la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Enfin, signifier au Chef de l'Etat que « la Francophonie veut accompagner ce pays, nous voulons nous impliquer de manière utile » dans la recherche des solutions aux défis actuels et dans les efforts de développement du Cameroun.

(...) La Secrétaire Générale de l'OIF a été élevée par le Chef de l'Etat à la dignité de Grand Officier de l'Ordre de la Valeur.

<https://prc.cm>

Document : La Francophonie "caisse de résonance de Paris ?"

Dans plusieurs pays d'Afrique francophones, de jeunes activistes se battent et rament à contre-courant des décideurs politiques considérés comme des "ambassadeurs" du système colonial. (...) C'est ce que Sylvain Nguessan explique en rappelant le combat de "la société civile francophone qui est un peu fatiguée de la mainmise de la France, de Paris sur certains dossiers".

"Vous connaissez un peu l'histoire de l'ECO. Tout le monde tombe d'accord à Abuja, de manière unilatérale MACRON et OUATTARA lancent le projet à Abidjan", se désole Nguessan. Cette manière d'agir dit-il, pousse les pays observateurs à percevoir "les pays francophones comme des caisses de résonance de Paris, des grands enfants qui sont incapables de prendre leur autonomie vis-à-vis de Paris". (...) "C'est vrai qu'on ne peut plus vivre en autarcie, mais si l'Afrique veut vraiment s'émanciper, il faut avoir d'autres types de regroupements où l'influence des anciens colonisateurs ne va plus peser", conclut-il.

<https://www.bbc.com>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document : Cameroun-Commonwealth : un partenariat fructueux.

En 19 ans de présence du Cameroun au sein du Commonwealth, les relations entre notre pays et le Club de Gentlemen se sont développées et renforcées à travers un partenariat mutuellement bénéfique. Au plan politique et juridique, l'éthique du Commonwealth fondée sur un partenariat constructif s'est illustrée par son implication étroite dans le processus de démocratisation du Cameroun. Des équipes d'observateurs électoraux du Commonwealth ont ainsi assisté à la plupart des élections tenues dans notre pays depuis 1995 : législatives de 1997, présidentielles de 2004 et 2011, doubles scrutins législatifs et municipaux de 2002, 2007 et du 30 septembre 2013. Dans cette même veine, le chef de l'Etat, Paul Biya a créé le 14 décembre 2002 la Commission présidentielle Cameroun/Commonwealth sur les réformes politiques, sur recommandation d'un envoyé spécial du secrétaire général du Commonwealth au Cameroun. A la suite de quoi le Cameroun a entrepris un vaste programme de réformes et de modernisation de son système politique. Cette dynamique a produit des résultats remarquables : l'adoption en 2003 de la loi portant création de l'Observatoire national des élections (ONEL) ; la restructuration de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) ; la création de la Commission nationale anti-corruption (CONAC) par le président de la République en mars 2006 ; la loi portant organisation de la Chambre des comptes de la Cour suprême ; l'adoption par l'Assemblée nationale en juin 2005 d'un Code de procédure pénale, entré en vigueur en 2007, et dont le texte a été élaboré avec la participation du Commonwealth et du Barreau international ; la réforme pénitentiaire ; la création d'Elections Cameroon (ELECAM), organe indépendant chargé de l'organisation et de la gestion des élections, avec l'engagement du Commonwealth de renforcer les capacités humaines et institutionnelles de cette institution autant que nécessaire si elle en exprime le besoin.

06 Octobre 2014 Augustin FOGANG [National - Politique](#)

Document

Les objectifs du Commonwealth ont été rédigés pour la première fois en 1971 selon la déclaration de Singapour où le Commonwealth avait arrêté les objectifs suivants : la paix globale, la promotion de la démocratie dans les pays membres et la liberté individuelle, la poursuite de l'égalité et l'opposition au racisme, la lutte contre la pauvreté (...). Tous ces objectifs ont été renforcés par la déclaration d'Harare (1991). Les plus grandes priorités du Commonwealth à l'heure actuelle sont la promotion de la démocratie et le développement, comme le prévoit la déclaration de Singapour et celle d'Harare.

<https://wikimemoires.net>

Document :

C'est à Rabat le 25 septembre 1969 que l'OCI a vu le jour car, indignés par la profanation de la Mosquée Al Aqsa de Jérusalem dont l'incendie fut imputée aux juifs, les souverains arabes résolurent de se mettre ensemble pour soutenir le peuple palestinien dans sa lutte de reconquête de ses territoires passés sous le contrôle de l'Etat d'Israël à la suite de la troisième guerre de 1967 (Cisjordanie, Gaza). Un bureau de boycott d'Israël fut d'ailleurs mis en place à cette occasion, de même qu'une structure de coordination militaire avec la Palestine. (...) Outre cette responsabilité, l'OCI s'est également vu confier par la charte, le mandat de promouvoir la solidarité et la coopération entre ses membres.

Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation		
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation		
EFFECTIF :	MODULE N° I : L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN		
GARCON :	CHAPITRE N° 3: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION BILATERALE		
FILLE :	LECON N°7 : LE CAMEROUN ET LA France ; LE CAMEROUN ET LA Grande-Bretagne ;	DURÉE : 02 H	
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : françafrique ; institut français ; british council ; C2D ; AFD, etc.		
	PRE-REQUIS : coopération bilatérale ;		
Exemple de situation : visite du Président Français Emmanuel MACRON au Cameroun pour obtenir le soutien du Président BIYA face à la Russie			
Exemple d'action : Eviter de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres Etats			
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour promouvoir une coopération saine avec les autres pays			

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	Coopération bilatérale	Expliquer	Esprit d'initiative		Analyse et exploitation du document, brainstorming		
<p>Résumé : <i>La coopération bilatérale désigne l'ensemble des relations politiques, économiques, militaires et culturelles qui existent entre deux pays. Le lien de coopération entre notre pays avec la France et la Grande-Bretagne date de la période précoloniale. L'acquisition de la souveraineté internationale n'a pas suspendu cette coopération ainsi amorcée. Au contraire, elle a continué et revêt aujourd'hui une dimension riche et dense.</i></p>							
I- Le Cameroun et la France	FSP, AFD, C2D, COG,	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-https://www.pcr.cm -https://www.reuters.com/article/france-macron-afrique-idfrkbn2p10z2 Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-France
 Les relations franco-camerounaises sont anciennes et denses. De façon informelle, elles remontent de la période du condominium franco-britannique (1916) jusqu'à la fin de la tutelle française, mais de façon formelle ces relations se situent aux premiers traités de coopération franco-camerounais du 13 novembre 1960 qui seront révisés en février 1974 puis dénoncés quelques années plus tard par la partie camerounaise. Les aspects de cette coopération portent notamment sur les domaines politiques, économique, militaire, socioculturel, etc.

2- Des apports réciproques
Sur le plan politique et institutionnel, la coopération a porté sur la consolidation de l'Etat de droit et l'enracinement de la démocratie, l'appui aux collectivités locales afin de mettre des favorables à l'exercice d'une autonomie réelle de celle-ci. Il en est de même des visites officielles effectuées réciproquement par les chefs d'Etat des deux pays (exemple : la récente visite officielle du Président Emmanuel MACRON le 25 juillet 2022 au Cameroun) ;
Sur le plan économique, le Cameroun est le premier partenaire commercial de la France en Afrique central (exemple : en 2021, les importations françaises depuis le Cameroun s'élevaient à 2595,5 millions d'euros). En outre, les financements en faveur du Cameroun se font à travers les Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) et l'Agence Française de Développement (AFD). Les appuis en question de ces deux structures bénéficient au monde rural (agro-industrie, bois, hydraulique villageoise...), aux infrastructures de télécommunication et de communication (construction de l'axe Yaoundé-Ambam par exemple), à la réduction de la dette camerounaise (cas du C2D "Contrat Désendettement Développement"), etc.
Sur le plan militaire, liée à notre pays par des accords de défense, la France a participé à la création du centre de perfectionnement de la police judiciaire et centre opérationnel de la gendarmerie de Yaoundé, etc. En contrepartie, le Cameroun soutient la politique française de lutte contre le terrorisme et de la criminalité dans le monde.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Au plan socioculturel, l'aide humanitaire française a permis de financer des projets dans l'extrême-nord pour soutenir les populations vulnérables victimes de l'insécurité liée à Boko Haram. De même, plusieurs bourses d'études sont régulièrement offertes aux étudiants camerounais par les autorités françaises ; on note également la coopération sanitaire à travers la lutte contre le VIH/SIDA et certaines maladies comme la tuberculose ou le paludisme. En retour, notre pays héberge sur son sol les Institut et Alliance Française.

II- Le Cameroun et la Grande-Bretagne	ODA ; British Council ;	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	Par Achille Mobo Pibasso-18 Mars 2021 in https://www.financialafrik.com	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion		mn
---------------------------------------	-------------------------	---------------------------------	--	--	--	--	----

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-Grande-Bretagne

La coopération entre notre pays et la Grande-Bretagne remonte à la période précoloniale avec l'établissement des premiers missionnaires anglais sur les côtes du futur Etat "Cameroun" ainsi que la signature de nombreux traité d'amitié avec les chefs locaux. Formalisée au lendemain de l'indépendance avec l'ouverture de missions diplomatiques et la signature de nombreux accords de coopération, la coopération Cameroun-Grande-Bretagne repose principalement sur trois axes : économique, politique et socioculturel.

2- Des apports réciproques

Au plan politique, on note les rencontres entre les dirigeants des deux pays ainsi que les visites de travail réciproques entre les parlementaires des deux pays. En outre, on peut citer les appuis divers du Royaume-Uni en matière de démocratisation, des droits de l'homme et la lutte contre la corruption. Par ailleurs, le Royaume-Uni a appuyé le Cameroun dans sa recherche d'une solution pacifique au problème de Bakassi par la fourniture de nombreux documents. Enfin, le gouvernement Britannique appuie le Cameroun dans la lutte contre la secte terroriste Boko-Haram et dans la recherche d'une résolution pacifique des tensions sociales dans les régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest.

Au plan économique, la coopération est matérialisée par des échanges commerciaux entre les deux pays, l'installation des multinationales britanniques au Cameroun, le soutien des organismes comme Overseas Development Administration (ODA) à la protection de l'environnement, les accords de prêts ou de rééchelonnement de la dette camerounaise, etc.

Au plan socioculturel et scientifique, la coopération s'articule en des offres de bourses aux étudiants camerounais, des soutiens à la recherche médicale ainsi qu'à la promotion du bilinguisme à travers le British Council, etc.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat		mn
------------	---	---	---	---	-------	--	----

Résumé : les relations bilatérales entre notre pays et ses anciennes métropoles sont anciennes, privilégiées, fécondes et diversifiées. Elles s'adaptent au contexte et intérêts mutuels de chacun des deux couples. Néanmoins, elles semblent déséquilibrées et entachées du parfum du néocolonialisme.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison :

Bibliographie

- Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- Françafrique : Opérations Secrètes et Affaires d'Etats, Pascal Airauly et Jean-Pierre Bat, éditions Tallandier, 2016
- Le Quotidien N°947, édition du Mardi 26 juillet 2022
- Quotidien Réalités Plus N°738, édition du 25 juillet 2022
- Par Achille Mobo Pibasso-18 Mars 2021 in <https://www.financialafrik.com>
- <https://www.pcr.cm>
- <https://www.reuters.com/article/france-macron-afrique-idfrkbn2p10z2>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document : visite officielle au Cameroun du Président Emmanuel MACRON. Déclaration liminaire du Chef de l'Etat à la conférence de presse commune.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de redire ici que nous sommes particulièrement heureux d'accueillir au Cameroun le Président Emmanuel MACRON et toute la délégation qui l'accompagne.

Cette visite, qui est la première en terre africaine depuis que les électeurs français lui ont accordé un second mandat, porte témoignage de la grande qualité et de la solidité des relations anciennes qui unissent nos deux pays.

Les entretiens que nous venons d'avoir, nous ont confortés, l'un et l'autre, dans notre détermination à œuvrer sans relâche au fonctionnement de cette relation fructueuse et mutuellement bénéfique.

Je tiens à partager avec vous les sentiments de satisfaction que j'ai exprimés au Président Emmanuel MACRON, pour le soutien multiforme que nous apporte la France tant au plan sécuritaire, notamment dans la lutte contre le terrorisme, qu'au plan économique et financier.

Nous avons par ailleurs, convenu de poursuivre nos efforts conjoints dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des infrastructures, ainsi que de la formation et du développement local, avec en point de mire l'émergence du Cameroun.

Nos entretiens de ce jour nous ont permis comme les précédents, de faire un tour d'horizon de l'actualité nationale dans nos deux pays ainsi que la situation internationale.

Nous avons notamment évoqué les menaces à la sécurité dans notre sous-région et notre continent, et les voies et moyen d'y faire face.

Nous nous sommes également penchés sur la crise énergétique, les perturbations du marché mondial des céréales et l'inflation généralisée. Ce sont des défis globaux qui appellent une réponse globale.

Nous avons, bien évidemment évoqué la guerre en Ukraine, les destructions et les souffrances qu'elle occasionne, avec des répercussions planétaires.

Le Président MACRON et moi-même, sommes d'avis que tout doit être fait pour arriver à une cessation rapide des hostilités. Pour cela, la logique de la confrontation doit céder le pas à celle de la conciliation et du dialogue.

Merci Monsieur le Président.

Merci encore d'avoir répondu à notre invitation.

Merci pour votre engagement à nos côtés.

Et je vous remercie de votre attention.

Yaoundé, le 26 juillet 2022.

Document : Le Cameroun et la Grande-Bretagne signent l'accord après le Brexit

Le Cameroun et la Grande-Bretagne ont signé un nouvel accord commercial dans l'optique de renforcer les relations économiques et diplomatiques. Il s'agit pour les deux pays de se conformer à la nouvelle donne politique avec la décision de la Grande-Bretagne de se retirer de l'Union Européenne. Cet accord s'inscrit dans la continuité des relations commerciales qu'entretenaient le Cameroun et le Royaume-Uni dans le cadre de l'APE bilatéral Cameroun-Union Européenne et « permettra aux deux pays de poursuivre sereinement les échanges commerciaux après la sortie du Royaume-Uni de l'Union-Européenne. ». (...) Les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Cameroun se chiffrent à plus de 145 milliards de FCFA, soit 263 millions de dollars. Le Cameroun exporte principalement les matières premières et des produits de rente, entre autres, le pétrole brut, la banane, le cacao, le bois et ses produits dérivés. En retour, il importe les produits manufacturés, notamment les machines et appareils mécaniques et électriques, les véhicules et les produits pharmaceutiques.

Par Achille Mobo Pibasso-18 Mars 2021 in <https://www.financialafrik.com>

Document :



YAOUNDÉ, PALAIS DE L'UNITÉ, CE 26 JUILLET 2022

Le dernier échange de propos, plus ou moins belliqueux entre Paris et Yaoundé, fait redouter un accès de surenchère au cours de ce qui pourrait facilement virer à un face-à-face. Pour se dire quelque vérité. Les yeux dans les yeux. Les modifications survenues lundi dans l'après-midi, compressant à un jour, une nuit (contre deux), le programme officiel initialement publié, en rajoute aux appréhensions. Mais, entre hommes (d'État) de bonne civilité, les choses ne se passent pas toujours ainsi. Aussi le programme officiel annonce-t-il un "entretien en-tête" entre le Président Paul BIYA et le Président Emmanuel MACRON. Le tête-à-tête prédispose, en effet, à l'écoute mutuelle, au dialogue, à la recherche des compromis. Un terme cher à l'illustre hôte français qui, après avoir perdu la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, a fait le choix de rechercher les compromis, texte par texte, avec les partis d'opposition pour conduire son deuxième mandat à l'Élysée. Au cœur du secret des confidences BIYA-MACRON, ce mardi 26 juillet 2022, au Palais de l'Unité...



Le décryptage de Jean ATANGANA, Éditorialiste.

BIYA-MACRON Tête-à-tête ou face-à-face

Sixty minutes. Soixante minutes chrono. Les événements ici relatés vont se dérouler de 12h à 13h. C'est le créneau horaire prévu pour l'entretien en tête-à-tête BIYA-MACRON au cours de cette deuxième journée de la visite officielle du Président de la République Française au Cameroun. "Tête-à-tête strict" selon les sources françaises (donc sans témoin). C'est le point d'orgue de cette visite. Faut-il le rappeler : la rencontre au sommet, BIYA-MACRON, aura été précédée, au cours des deux derniers mois, par des échanges de "civilités plutôt étranges". Pour le moins désobligeantes.



Morceaux choisis 10 juin 2022 : " Il nous a été donné de suivre avec étonnement, un échange plutôt étrange et inconvenant entre un certain Wilfried EKANGA se revendiquant de la nationalité camerounaise et le Président français, Monsieur Emmanuel MACRON, au cours de son déplacement, le 8 juin dernier en Région parisienne ..."

Le 24 mai 2022 : " Dans une émission diffusée sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) dans la matinée du samedi 21 mai 2022, Monsieur Jean-Baptiste PLACCA, chroniqueur dans ladite Radio, s'écriant en donneur de leçons, a cru devoir, à travers des élucubrations et conjectures ubuesques, révéler à l'opinion, les supposées vraies raisons du court séjour privé que le couple présidentiel camerounais vient d'effectuer sur le territoire de la Confédération Helvétique".

Diffusés en l'espace de trois semaines, de tels échanges de correspondance ne sont guère de nature à rassurer quant à la stabilité des relations France-Cameroun. Les deux interlocuteurs, au sommet des deux États partenaires, auront-ils la désoboligeance d'évoquer ces passes d'armes ? Ou vont-ils choisir de

les passer par pertes et profits en se tapant à l'épaule et en s'appelant par les prénoms ?

Comme sur la route de Damas : " Paul, Paul, pourquoi me persécutes-tu ?". Voyons, voyons, Emmanuel, tu es (le fils de) Dieu parmi nous. Jupiter (dieu suprême), on t'appelle, mais toi, tu préfères Vulcain, le dieu des forgerons (éclats de rires).

Emmanuel : plus sérieusement, cet accord militaire avec les Russes ! Nos parts de marché qui se rétrécissent comme peau de chagrin. Et puis, après ce mandat que j'ai eu grâce à l'extrême complexité (complicité ?) de la classe politique française, je n'ai pas encore de bas de laine...

Paul : parlons peu, parlons vrai. Je vous écoute...

Emmanuel : trouvons des compromis, dossier par dossier, et faisons tabula rasa sur ce qui a pu nous fâcher...

Paul : Je crois que nos collaborateurs travaillent juste à côté.

Ils sauront nous faire leurs propositions techniques. Sinon, au pique, il n'y a rien à r Je reste disposé à les excellentes relations existent si heureusement nos deux pays. Le plus tant, c'est que l'on se t main dans le respect bi pris de nos intérêts ri pour la satisfaction de lations qui nous font ce

Ta jeunesse, la fraîche idées dont vous êtes j tout cela me revigot telle dynamique (Nev tus, disons-nous en au Cameroun) pour partagée. Avantagel

A la conférence de p vais introduire le prop vous allez suivre. Er nous répondrons aux q de la presse. Je vous pré presse camerounaise e entreprenante. J'en fais tous les jours. Au déjeur pourrions poursuivre ment cet entretien. Écla et...Rideau.

PRIX: 400 FCFA

Quotidien **Réalités** À LA POINTE DE L'ACTUALITÉ PLUS

Voici ce que le Président Macron vient faire à Yaoundé

- * Audiance avec le Grand Patriarche Africain Paul Biya sur les questions bilatérales entre les deux pays
- * Rencontre avec les jeunes et femmes, et la communauté française au Cameroun

ET NON

- * Demander à Biya le nom de son dauphin ou successeur et quand il part d'Etoudi
- * Rencontrer les opposants pour qu'ils choisissent qui va remplacer Biya
- * Remettre à Biya la liste du nouveau gouvernement
- * Demander à Biya ce qu'il fait de Franck Biya



Source : Le Quotidien N°947, édition du Mardi 26 juillet 2022

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation	
EFFECTIF :	MODULE N° 1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN	
GARCON :	CHAPITRE N° 3: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION BILATERALE	
FILLE :	LECON N°8 : LE CAMEROUN ET LES PAYS ASIATIQUES : CHINE, JAPON	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : TICA, FSCA, CCPIT,	
	PRE-REQUIS : Asie ; empire du milieu ; Japon, etc.	
Exemple de situation : Inondation des marchés camerounais par des marchandises venues d'Asie		
Exemple d'action : il faut améliorer la qualité de nos produits pour soutenir la compétitivité		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour promouvoir une coopération saine avec les autres pays		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	Japon, Chine	Localiser	Esprit d'initiative	Carte du continent Asiatique	Analyse et exploitation du document, brainstorming		15 mn
Résumé : Dans le cadre bilatéral, notre pays entretient de plus en plus des relations avec les pays d'Asie au rang desquels la Chine et le Japon. Ces deux pays constituent de nos jours des partenaires économiques de premier choix pour notre pays.							
I- Le Cameroun et la Chine	FOCAC, institut Confucius, soft Power, CNPC, SINOPEC, etc.	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-L. Ngono, (2017), <i>La coopération chinoise et le développement en Afrique subsaharienne : opportunités ou impacts ?</i> Mémoire Maitrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal -Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018 https://m.le360.ma https://www.sikafiance.com	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		40 mn

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-Chine

Au lendemain de son accession à l'indépendance, la Chine et le Cameroun n'entretenaient pas des relations diplomatiques formelles à cause d'une part du soutien de l'Empire du Milieu à l'UPC et d'autre part de la reconnaissance de Taïwan comme un Etat indépendant par le gouvernement du Cameroun. Mais depuis le 26 Mars 1971, un réchauffement diplomatique sera observé entre les deux pays lorsque Pékin cesse d'apporter son soutien aux upécistes et Yaoundé rompt ses liens politiques avec Taiwan. La coopération sino-camerounaise repose dès lors sur un cadre juridique constitué des accords de prêts, de coopération économique et technique, culturels, etc.

2- Des apports réciproques

Au plan politique, la Chine a constamment bénéficié du soutien du Cameroun au sein de l'ONU par rapport à la question des droits de l'homme. On note également des échanges de visites des officiels des deux pays (exemple : la visite officielle du président chinois HU JINTAO au Cameroun du 30 janvier au 1^{er} février 2007 ; visite officielle du Président Paul BIYA en Chine en juillet 2011). En retour, la Chine a toujours apporté son soutien au Cameroun au sein du Conseil de sécurité de l'ONU (cas de la crise anglophone par exemple.)

Au plan économique et industriel, la Chine finance dans notre pays de nombreux grands projets d'infrastructures énergétiques (Barrage de Lagdo, Lomp-Pangar, Mekim), routières (autoroute Yaoundé-Douala), sportives (Palais des sports de Yaoundé), etc. La Chine procède régulièrement soit au rééchelonnement de la dette camerounaise, soit à son annulation. En retour, le Cameroun exporte vers la Chine ses matières premières (bois, cacao, banane, etc.) et énergétique (pétrole brut, gaz naturel, etc.)

Au plan social, prenant appui sur l'accord du 7 mai 1975, l'appui médical chinois est très important. En effet, plus de 300 médecins chinois ont déjà exercé dans les hôpitaux camerounais de Mbalmayo et de Guider ; de plus on note de nombreux dons de matériels aux hôpitaux camerounais ainsi que la construction des hôpitaux modernes comme l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Yaoundé inauguré le 28 mars 2002.

Enfin, sur le plan culturel, la Chine est devenue une destination privilégiée des étudiants camerounais ; on observe également la création des "centres Confucius" pour promouvoir la langue chinoise.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

II- Le Cameroun et le Japon	TICAD ; PPTTE ; JICA, Empire du soleil levant	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	-Serge Christian Alima Zoa, Les clés de l'offensive politico-diplomatique du Japon en direction de l'Afrique et du Cameroun depuis 1991, Université de Yaoundé II-DEA 2008 in www.memoireonline.com -Histoire-Géographie 3è, Collection Martin Ivernel, Hatier - www.ecomatin.net - www.prc.cm	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion		40mn
-----------------------------	---	---------------------------------	--	--	--	--	------

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-Grande-Japon

Les premiers contacts du Cameroun avec le Japon sont antérieurs à la 2^{ème} guerre mondiale puisqu'il est signalé la présence nipponne parmi les partenaires commerciaux de notre pays en 1938. Ces relations deviendront formelles à partir du 1^{er} janvier 1960, date de reconnaissance de l'indépendance de notre pays par le Japon. Toutefois, cette officialisation a revêtu un caractère plus symbolique que pratique car pendant plus de 25 ans, les deux pays n'ont pas procédé à l'échange des diplomates. Ce volet de la non représentativité officielle sera résolu en 1987 pour le Cameroun (ouverture de son ambassade à Tokyo) et 1991 pour l'empire du soleil levant. Dès lors, la coopération entre les deux pays va s'intensifier sur les plans socioéconomique, politique et culturel.

2- Des apports réciproques

Sur le plan politique, respectueux tous les deux du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le Japon et le Cameroun se soutiennent mutuellement au sein des institutions internationales. Ainsi, notre pays a apporté son soutien à la candidature du Japonais Koïchiro au poste de directeur général de l'UNESCO tandis que le Japon a soutenu en 2007 l'élection du Camerounais Emmanuel Ze Meka au poste de directeur exécutif de l'OIBT (Organisation Internationale des Bois Tropicaux). en outre, notre pays a obtenu le soutien du Japon lors de l'examen du dossier d'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE. Enfin, le Cameroun a eu à abriter les 23 et 24 juin 2003, l'une des trois réunions préparatoires de la TICAD III.

Le volet économique et financier quant à lui se traduit par des prêts et rééchelonnement de la dette camerounaise, l'entretien routier et d'autres infrastructures (modernisation du terminal à conteneur du port de Douala par exemple), le soutien aux secteurs de l'élevage, la pêche et l'agriculture...

Enfin sur le plan social, grâce au TICAD (Tokyo International Conference on African Development) qui est une politique d'assistance mise en place à partir de 1993 en faveur des pays d'Afrique, de nombreuses écoles dites Japonaises ont été créées ainsi que des points d'eau aménagés sur toute l'étendue du territoire national.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat		15mn
------------	---	---	---	---	-------	--	------

Résumé :
Très dynamique, la diplomatie camerounaise étend ses tentacules à travers le monde. Cette coopération qui se manifeste avec les pays européens et asiatique étend également ses ramifications sur le continent américain.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison : dans une production de 10 à 15 lignes, analyse 2 aspects négatifs de la coopération Cameroun-Chine.

Bibliographie

-Serge Christian Alima Zoa, Les clés de l'offensive politico-diplomatique du Japon en direction de l'Afrique et du Cameroun depuis 1991, Université de Yaoundé II-DEA 2008 in

www.memoireonline.com

-Histoire-Géographie 3è, Collection Martin Ivernel, Hatier

-www.ecomatin.net

- www.prc.cm

- Cameroon Tribune du 24 avril 2006

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Document : Cameroun-crise anglophone : un cadeau de la Chine pour la reconstruction.

Alors qu'il séjourne en Chine où il doit prendre part au 3^{ème} sommet du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC), le président Paul Biya a rencontré en tête-à-tête vendredi 31 août 2018, son homologue chinois XI JINPING. Selon les informations émanant de la présidence de la République, au cours de cette audience, le chef de l'Etat a déclaré pouvoir compter sur « la forte amitié sino-camerounaise » pour permettre au Cameroun de bénéficier de l'annulation partielle ou totale de sa dette envers la Chine. Il en a profité pour remercier le gouvernement chinois pour l'aide d'un montant de 20 millions de yuans (environ 1.7 milliards de francs CFA) sous forme d'assistance humanitaire d'urgence pour les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, secouée par une crise sociopolitique et sécuritaire depuis fin 2016. (...) Par ailleurs, Paul Biya a souhaité que la Chine puisse financer les projets d'autoroutes Yaoundé-Douala (2^{ème} phase), Yaoundé-Nsimalen et Edéa-Kribi. (...) Le plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a été lancé en juin 2018. Il a notamment pour objectifs de rétablir un cadre de vie propice à l'épanouissement et au développement des communautés affectées par la situation sociopolitique dans lesdites régions ; d'apporter une assistance humanitaire d'urgence aux populations en détresse, de promouvoir la cohésion sociale et le vivre ensemble, ainsi que la réhabilitation des infrastructures détruites.

<https://m.le360.ma>

Document : La Chine annule 10.4 milliards FCFA de dette

Les relations entre le Cameroun et la Chine sont au beau fixe. La preuve, l'empire du milieu vient d'annuler plus de 10.4 milliards FCFA de dette du Cameroun et de lui accorder dans le même temps un don d'un montant de 25.5 milliards FCFA. La signature des deux accords a été actée ce 4 mai par le ministre en charge de l'économie, Alamine Ousman Mey, et Wang Yingwu, ambassadeur de Chine au Cameroun s'est tenue le 4 Mai 2021, indiquent les services du ministère. Cette annulation intervient dans le cadre d'un programme de restructuration de la dette du Cameroun vis-à-vis de la Chine couvrant la période 2019-2022. Déjà en 2019, le pays avait bénéficié d'une première annulation de dette d'environ 41.5 milliards FCFA.

<https://www.sikafiance.com>

Document : Les projets chinois au Cameroun

Le Cameroun n'est pas à l'abri de cette diplomatie chinoise du piège de la dette ajustée autour des clauses et divers mécanismes bilatéraux, multilatéraux et commerciaux du surendettement. Sur un total de 10 grands projets inscrits dans la loi de finances 2021, au moins 06 sont financés à hauteur de 85% chacun, par l'une de ces multinationales chinoises. Il s'agit :

- Du projet d'aménagement hydroélectrique de Menve'ele de 211 MW 5 (financé à 85% par EXIM Bank)
- Du projet de construction d'un aménagement hydroélectrique de 75 MW à Warak sur la Bini avec ligne de transport (financé à 85% par ICBC)
- Du projet de construction de l'autoroute Edéa-Kribi (lot 1), Kribi-Lolabé, (financé à 85% par EXIM Bank), etc.

Ce surendettement est source d'une ingérence assez subtile, généralement inscrite dans le cadre idéologique du soft power, dans les affaires internes des débiteurs, selon l'analyste Victoria Lickert. Victoria Lickert nous rappelle un incident survenu en août 2008 dans le village Lolabé, entre la population, emmenée par le chef du village, qui exigeait l'arrêt des activités de la compagnie minière chinoise Sinostel, soupçonnée d'exploiter illégalement le fer.

<https://cameroun-muntunews.com>

Document : Chine : un mariage qui peut rapporter gros

Pétrole, commerce et diplomatie : telles sont les grandes priorités de l'empire du milieu en Afrique. Devenues marginales dans les années 1980, les relations sino-africaines se sont largement développées depuis 1995. (...) Mais cette aide à destination du continent est la moins intéressée : Pékin a besoin des matières premières africaines, particulièrement de son pétrole en vue de soutenir le dynamisme économique de ses industries. (...) Sur les champs pétroliers du continent, les étendards de la China national petroleum corporation (CNPC) et de la China petrochemical corporation (SINOPEC) commencent à flotter. Pour éteindre sa soif du brut, Pékin doit importer environ 50 millions de tonnes par an et n'hésite pas à monter au créneau quand ses intérêts sont menacés. Pékin est également intéressé par les ressources halieutiques du golfe de Guinée... pour répondre à sa demande en bois tropicaux, les sociétés forestières de la République Populaire exploitent les réserves d'Afrique centrale. Parallèlement à l'achat des matières premières pour la transformation, Pékin cherche des débouchés pour ses produits finis et services.

Le Cameroun dans les RI, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018

Document : les débuts d'une coopération fructueuse.

Disons-le sans risque de nous tromper que les relations sino-camerounaises n'ont pas commencé sous de bons auspices, tout simplement parce que dans les années 1970 le Cameroun entretenait des relations diplomatiques avec Taïwan, à cause du soutien que le Parti Communiste Chinois (PCC) apportait à l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui est un fervent parti d'opposition au Cameroun. En 1973, le président Ahmadou Ahidjo entreprend une visite officielle en Chine qui permet d'adoucir les tensions entre les deux pays et relance les nouvelles bases des relations Chine-Cameroun. A la fin de cette visite, d'une part la Chine obtient la tacite reconnaissance d'une seule Chine, en retour, elle promet des garanties économiques au Cameroun.

L. Ngono, (2017), La coopération chinoise et le développement en Afrique subsaharienne : opportunités ou impacts ? Mémoire Maitrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal.

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Document :

Les 23 et 24 juin 2003 déjà, le Cameroun a eu à abriter l'une des trois réunions préparatoires de la TICAD III, ce choix n'est pas le fruit du hasard puisque « le Cameroun est devenu grand pilier de la croissance économique dans la région. Il faut le soutenir en renforçant l'éducation de sa jeunesse, en améliorant ses télécommunications ; notamment l'internet, en formant des techniciens dans le domaine de l'électronique, de sorte que les investisseurs qui les affaires via internet aient des raisons supplémentaires de s'installer au Cameroun ». (...) Nous pouvons aussi relever que le Cameroun et le Japon sont tous les deux, membres des Nations Unies et des institutions spécialisées de l'ONU. A ce titre, les deux pays ont une similitude de vues sur les grands problèmes internationaux notamment sur la détente, la sécurité internationale, le désarmement et la résolution des conflits par les moyens pacifiques et le dialogue. (...) Durant les dernières élections de 2004, le gouvernement nippon a offert des urnes transparentes, formé des observateurs notamment ceux de l'ONG Conscience Africaine "qui a reçu un don de 8 400 000 FCFA" (...)

Serge Christian Alima Zoa, Les clés de l'offensive politico-diplomatique du Japon en direction de l'Afrique et du Cameroun depuis 1991, Université de Yaoundé II-DEA 2008 in www.memoireonline.com

Document : le Président camerounais Paul Biya et son épouse en compagnie de sa majesté impériale Akihito lors de la visite officielle d'avril 2006 à Tokyo.



Document : Le Cameroun et le Japon revisitent leur coopération sous l'ère Tsutomu Osawa.

Le 12 octobre 2021, le Premier ministre chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute, a reçu en audience l'ambassadeur du Japon arrivé en fin de séjour au Cameroun, Tsutomu Osawa. L'audience a été le lieu pour les deux personnalités de passer en revue leur coopération, depuis son arrivée au Cameroun en 2018 et bien avant. (...) Sur le plan du développement local l'on peut compter l'appui du Japon au plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à hauteur de 1,5 milliards de FCFA. L'accord signé au mois de février, sera orienté vers la reconstruction des infrastructures sanitaires et des points d'eau dans le département du Fako, région du Sud-Ouest. Autre secteur c'est celui de l'éducation où l'empire du soleil levant marque son accompagnement dans la construction des écoles primaires, en zone urbaine et périurbaine. L'exemple le récent étant le don de 53 millions de FCFA, pour le projet de construction de l'école catholique Sainte Laetitia, dans la ville de Tiko. Question agriculture et élevage, le Japon a marqué son intérêt pour le secteur de la pêche. Bien avant d'être reçu par le Premier ministre, l'ambassadeur japonais avait été reçu en audience le 8 octobre par le ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales, Dr Taïga, où il a annoncé un appui de 7 milliards de la part de son pays pour les pêcheurs de Douala et Kribi. Appui qui vient rejoindre celui de 2017, d'une valeur de 6,6 milliards pour la modernisation du marché à poisson de Youpwè à Douala.

www.ecomatin.net

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : la mondialisation		
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation		
EFFECTIF :	MODULE N° I : L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN		
GARCON :	CHAPITRE N° 3 : LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION BILATERALE		
FILLE :	LECON N°9 : LE CAMEROUN ET LES PAYS D'AMERIQUE : USA, BRESIL	DURÉE : 02 H	
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : AGOA, CSAIL, LOBBY, Carte verte, USAID, OPIC, etc.		
	PRE-REQUIS : Amérique ; Amérique latine, Amérique du Nord, USA, Brésil, etc.		
Exemple de situation : Tentative d'ingérence du sous-secrétaire américain Tibor Peter Nagy Jr dans les affaires intérieures du Cameroun de façon négative			
Exemple d'action : réaffirmer et défendre la souveraineté du Cameroun tant sur le plan national qu'international.			
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour promouvoir une coopération saine avec les autres pays			

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	USA ; Brésil	Localiser sur une carte	Esprit d'initiative	Carte du monde	Analyse et exploitation du document, brainstorming		
Résumé : Les relations diplomatiques avec le continent américain s'étendent à de nombreux pays parmi lesquels les USA et le Brésil. Cette coopération bilatérale qui se veut à bénéfices réciproques connaît parfois des nuages d'ombres notamment avec la première puissance économique et militaire mondiale.							
I- Le Cameroun et les USA	AGOA ; USAID ; OPIC ; programme "Food for Progress"	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	- https://www.prc.cm -Cameroun Tribune du 12 Mai 2022 - https://laminute.info	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-USA

Parmi les pays américains qui ont très tôt entrepris la reconnaissance du Cameroun figurent les USA. En effet, c'est en 1957 que les USA ouvrent leur premier consulat dans notre pays. Ce consulat sera transformé quelques années plus tard en Ambassade ; le Cameroun quant à lui ouvrira sa plus grande représentation diplomatique aux USA en 1961. Dès lors, la coopération entre les deux pays va s'intensifier sur les volets politique, économique, militaire, social et culturel.

2- Des apports réciproques

Au plan politique, on peut évoquer les visites réciproques des personnalités de haut rang entre les deux pays (exemple : visite en février 2004 du chef suprême des forces armées américaines en Europe, le Major général James L. John ou de la Secrétaire d'Etat adjointe chargée des affaires africaines au département d'Etat, Mme Jendayi E. Frayer en février 2006 ; visite officielle du Président Paul Biya aux USA le 21 mars 2003). De même, on note le financement de divers programmes par l'Ambassade des USA dans le but de renforcer l'Etat de droit et la démocratie au Cameroun. En retour, notre pays soutient le gouvernement américain dans sa lutte contre le terrorisme et la grande criminalité.

Au plan financier et économique, relâchée en 1992 avec la fermeture de l'USAID, la coopération économique a été réactivée avec l'installation dans notre pays des entreprises américaines comme GEOVIC-Cameroun (cobalt) ou City Bank. De même, on pourrait évoquer l'éligibilité de notre pays aux crédits à court et moyen terme de l'EXIM-Bank ainsi que la possibilité de bénéficier des fonds de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) destinés à l'investissement privé. En outre, avant sa suspension en 2020 de l'AGOA (African Growth Opportunities Acts), le Cameroun a pu exporter sans frais de douane certains de ses produits sur le marché américain. Enfin, depuis 2004, les USA apportent leur appui au développement de l'agriculture camerounaise à travers le programme "Food for Progress". En retour, notre pays exporte vers les USA certains produits tels que le bois, le Cacao, le Café, le fer, le pétrole brut, etc.

Au plan social, les USA à travers le fonds spécial dénommé "United States Ambassador's Self-help Programm" financent des micro-projets communautaires tels que la construction des écoles, d'hôpitaux ou de puits. On note également des appuis financiers aux structures hospitalières camerounaises. Enfin, on note l'apport considérable du "Peace Corps" et de la "Save the Children Federation" dans l'encadrement des populations.

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

II- Le Cameroun et le Brésil		Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	-Cameroun Tribune du 22 avril 2022 - https://minesup.gov.cm , 2022/04/19	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	mn
------------------------------	--	---------------------------------	--	--	--	----

Résumé :

1- Historique et aspects de la coopération Cameroun-Brésil

Les relations entre le Cameroun et le Brésil ont été établies le 25 janvier 1960. Toutefois, ce n'est qu'en 1982 que le Brésil ouvre son ambassade dans notre pays tandis que celle du Cameroun fut ouverte au Brésil en 1984. Cette relation bilatérale entre les deux pays qui s'inscrit dans le cadre de la coopération sud-sud porte beaucoup plus sur les volets économiques et sociaux.

2- Des apports réciproques

Au plan économique, le Cameroun importe du Brésil certains produits tels que le fer, l'acier, le sucre, les produits chimiques, les équipements industriels, etc. En outre, dans le but d'améliorer les télécommunications entre le continent africain et le reste du monde, un câble sous-marin (long de 6000 km) relie les villes de Kribi et Fortaleza.

Au plan social, la coopération se manifeste par l'octroi des bourses d'études aux étudiants camerounais et la formation du personnel de santé camerounais par des spécialistes brésiliens.

Enfin dans le domaine politique, en dehors des échanges de diplomates, on note également les visites des personnalités de haut rang comme celle du Président brésilien Ignacio Lula Da Silva au Cameroun en avril 2005.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat	mn
------------	---	---	---	---	-------	----

Résumé : depuis qu'il est devenu un acteur des relations internationales, le Cameroun tire de nombreux avantages de sa coopération bilatérale avec les autres Etats.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison : Dans une production cohérente de 10 à 15 lignes, présente deux pans de la coopération économique entre le Cameroun et les USA.

BIBLIOGRAPHIE

-Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018

-Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+

-Cameroun Tribune du 12 Mai 2022

-Cameroun Tribune du 22 avril 2022

-<https://www.prc.cm>

-<https://laminute.info>

-<https://minesup.gov.cm> , 2022/04/19

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document : Cameroun-USA : une coopération rayonnante

« En matière de sécurité, Michael Stephen HOZA a marqué sa satisfaction pour l'appui des 300 militaires américains aux côtés des forces de sécurité camerounaise ainsi que la chaîne logistique dont a bénéficié le Cameroun en équipements nécessaires à la lutte contre Boko Haram. (...) Au plan économique, l'ambassadeur des USA a indiqué que les investissements commerciaux américains estimés à plus de 2 milliards de dollars au cours des trois dernières années ont permis une participation accrue de notre pays à l'économie mondiale. (...) Au plan sanitaire, le Cameroun a aussi bénéficié de l'aide américaine dans la lutte contre le VIH, notamment l'élargissement du traitement antirétroviral, ainsi que de la lutte contre le paludisme.

Arrivé au Cameroun le 22 août 2014, l'ambassadeur Michael Stephen HOZA s'en va confiant qu'un avenir radieux attend notre pays.

<https://www.prc.cm>

Document : Cameroun-USA : la coopération militaire se porte bien

Le Cameroun et les Etats-Unis d'Amérique entretiennent d'excellentes relations aux plans militaire et sécuritaire depuis des décennies. La densité de cette coopération pourrait expliquer la durée de l'audience accordée, hier 11 mai, par le ministre délégué à la présidence, chargé de la défense, Joseph Beti Assomo, à l'ambassadeur américain, Christopher John Lamora : environ une heure et demi. (...) Christopher John Lamora, qui considère que son pays est un partenaire historique, a présenté quelques points sur lesquels cette relation est plus intense. « Les Etats-Unis ont été un partenaire fiable et amical du Cameroun dans les métiers de sécurité et militairement pendant des décennies. On va continuer dans ce sens. On a travaillé très étroitement avec le gouvernement et les militaires du Cameroun, par exemple à l'Extrême-Nord contre le groupe terroriste Boko Haram et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest. Nous appuyons aussi le Cameroun contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée », a-t-il déclaré à la presse au sortir de l'audience. L'amélioration du climat sociopolitique dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est également un sujet qui intéresse les Etats-Unis. Lesquels soutiennent les efforts du gouvernement camerounais dans ce sens.

Cameroun Tribune du 12 Mai 2022

Document : Cameroun : Destination USA pour les pme camerounaises.

L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique S.E Christopher John LAMORA a été reçu en audience ce 27 juillet 2022 par le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA) Achille BASSILEKIN III.

Au sortir de cette audience, l'ambassadeur a indiqué qu'il est venu plus écouter, recenser les besoins et les vœux des acteurs de ce secteur. (...) Il a été convenu que les deux parties mettront en place un programme de formation permettant le renforcement des capacités techniques pour produire des biens aux standards répondant aux normes américaines, institutionnaliseront une « Journée PME Cameroun-USA » pour la promotion du label « Made in Cameroon » aux USA et établiront un cadre de coopération avec le Corps de la Paix afin d'accompagner les TPE et Unités de l'Economie Sociale. (...) Au cœur des échanges également, ont figuré les préoccupations liées à la réinsertion du Cameroun dans l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) au profit des PME, au soutien à la Pépinière Nationale Pilote d'Entreprises d'Edéa.

<https://laminute.info>

Document : Coopération Cameroun-Brésil : la connexion est bonne.

« Le lundi 18 avril dernier à Brasilia au Brésil, Philémon Zo'o Zame, directeur général de l'Agence de régulation des télécommunications (ART) et Carlos Baigorri, directeur général de l'Agência Nacional de Telecomunicações (ANATEL) du Brésil, ont signé un Memorandum of Understanding visant un meilleur partage d'expérience dans le secteur des TIC et un appui à la formation des cadres de l'ART. la cérémonie s'est déroulée en présence de Martin Agbor Mbeng, ambassadeur du Cameroun au Brésil. Dans le détail, le cadre de partenariat ainsi formalisé entre les deux entités publiques, au bout de deux années de négociations supervisées par les gouvernements des deux pays, concerne divers aspects de la régulation des communications électroniques, et rentre dans le cadre du renforcement de la coopération entre ces deux Etats. »

Cameroun Tribune du 22 avril 2022

Document :

Le Ministre d'Etat, ministre de l'enseignement supérieur, a reçu en audience ce lundi 18 avril 2022, une délégation brésilienne, conduite par Wagner VILLAS BOAS DE SOUSA, Secrétaire d'Etat en charge de l'enseignement supérieur de la République Fédérative du Brésil, dont le séjour en terre camerounaise jusqu'au 23 avril prochain. La rencontre entre les deux personnalités avait pour objectif de : relancer la coopération universitaire entre le Cameroun et le Brésil, échanger sur les conventions et accords signés avec certaines universités camerounaises, échanger sur le Programme de Convention d'Etudes Supérieures (PEC-G-Graduation, PEC-PG-Post-Graduate) qui permet aux étudiants étrangers d'être exempts de critères de sélection à l'entrée dans les universités brésiliennes. (...) Au regard du programme de la visite de la délégation brésilienne, il convient de noter que plusieurs accords de coopération feront l'objet de signatures avec les universités camerounaises.

<https://minesup.gov.cm> , 2022/04/19

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : LA MONDIALISATION
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation
EFFECTIF :	MODULE N°1: L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN
GARCON :	CHAPITRE N°3: LE CAMEROUN DANS LA COOPERATION BILATERALE
FILLE :	DOSSIER N°2: L'AIDE AU DEVELOPPEMENT
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA Joseph D.	DURÉE : 2H
Exemple de situation : Afflux des réfugiés nigériens dans l'extrême-nord Cameroun fuyant les exactions de la secte terroriste Boko-Haram	
Exemple d'action : Solliciter l'aide internationale avec tact afin de limiter les ingérences étrangères abusives.	

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être			
					Plan de travail Rappel/pré requis : Consigne de travail : travail en petits groupes	10 mn
I- les types d'aides	Aide publique Aide privée	Définir Identifier	Amour du travail	-Agbessi Komla, (2008), L'aide au développement aide-t-elle au développement ? Le cas de l'Afrique subsaharienne, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Université de Limoges. -Hubert de Milly, expert sur l'aide au développement à l'AFD in https://www.afd.fr	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/ recentrage	20mn
II- avantages et limites	Les avantages et les limites de l'aide au développement	Identifier Expliquer Mettre en relation	Amour du travail Sens de l'honnêteté	-Hubert de Milly, expert sur l'aide au développement à l'AFD in https://www.afd.fr -Source : article publié dans Demain Le Monde, janvier-février 2012, N°11	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	40mn
III-Impact de l'aide au développement sur le Cameroun	Impact négatif Impact positif	Expliquer Mettre en relation	Respect du bien public Amour du travail	- https://www.reuters.com/article/france-macron-afrique-idfrkbn2p10z2 -Martial Lonmene Tchinda et al, Apprendre, comprendre et enseigner selon l'APC, 2020	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	40Mn

Synthèse : Conçue au départ pour soulager les souffrances et les difficultés des pays en voie de développement, l'aide au développement constitue de nos jours une arme politique de domination pour les grandes puissances. Pays en voie de développement accueillant sur son sol des réfugiés internes et externes, le Cameroun n'échappe pas aux effets pervers de l'APD notamment à travers les tentatives d'ingérence dans ses affaires internes de la part de certains de ses partenaires occidentaux et asiatiques. Voilà pourquoi, les autorités de Yaoundé se tournent de plus en plus vers une coopération sous régionale plus accrue.

Bibliographie :

-Agbessi Komla, (2008), L'aide au développement aide-t-elle au développement ? Le cas de l'Afrique subsaharienne, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Université de Limoges.

-Hubert de Milly, expert sur l'aide au développement à l'AFD in <https://www.afd.fr>

-Source : article publié dans Demain Le Monde, janvier-février 2012, N°11

-Martial Lonmene Tchinda et al, Apprendre, comprendre et enseigner selon l'APC, 2020

-<https://www.reuters.com/article/france-macron-afrique-idfrkbn2p10z2>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document 1: le concept de l'aide au développement

Le 20 janvier 1949, Harry S. Truman, alors président des Etats-Unis ; annonçait au quatrième point de son discours-programme : "Nous devons embarquer dans un ardent nouveau programme pour rendre les avantages de nos avancées scientifiques et progrès industriels disponibles pour l'amélioration et la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié de la population du monde vit dans des conditions proches de la misère. Leur alimentation n'est pas bonne. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stagnante. Leur pauvreté est un handicap et une menace à la fois pour eux-mêmes et pour les régions prospères. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité possède le savoir et l'habileté de soulager la souffrance de peuple". Ce fut là le premier appel dans l'histoire de l'humanité à l'assistance humanitaire en temps de paix. Cet appel historique va donner naissance à une politique, jusque-là inconnue : l'aide internationale au développement. (...) L'objectif de l'aide publique au développement est donc clairement défini : la lutte contre la pauvreté dans le monde.

A. Agbessi Komla, (2008), L'aide au développement aide-t-elle au développement ? Le cas de l'Afrique subsaharienne, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Université de Limoges.

Document 2: les « 3 D »

L'aide au développement est aussi l'un des axes de la politique internationale des pays. Elle est à ce titre le reflet de leur conception du monde... Au Royaume-Uni, il s'agit de contribuer à un monde prospère et pacifié, bénéfique pour une nation qui tire une grande partie de sa richesse du commerce international. En Allemagne, c'est plus une posture de générosité et de redistribution, pour une nation à l'économie florissante. En France, on pense plutôt contribuer à réguler la mondialisation, perçue parfois comme une source de dangers. La politique d'aide au développement s'articule bien souvent avec la défense et la diplomatie : ce sont les « 3 D » de l'action extérieure d'un pays. (...) il est toujours possible de présenter des échecs, mais l'histoire de l'aide est plutôt une histoire de succès. Localement, bien sûr, mais aussi plus largement. Inversement, l'absence de l'aide peut être durement ressentie. « un exemple frappant de l'utilité de l'APD concerne le Sahel, où l'aide au développement public de la France était historiquement très encrée, avec un fort rôle stabilisateur. L'effondrement de l'aide française dans cette zone, entre les années 1990 et 2001, a laissé le champ libre à tous les trafics et à toutes les influences. Résultats : en quinze ans, le djihadisme en a fait l'une de ses grandes zones d'influence.

Hubert de Milly, expert sur l'aide au développement à l'AFD in <https://www.afd.fr>

Document 3: l'aide au développement

L'aide au développement "souvent appelée aide publique au développement" est l'ensemble des financements apportés par les acteurs publics des pays les plus favorisés pour améliorer les conditions de vie dans les pays moins avancés. L'APD, ce sont des dons ou des prêts à taux avantageux visant à financer des programmes d'amélioration de l'accès à l'eau potable, aux soins, à l'électricité, à l'école, à des logements décentes, ou encore à un environnement préservé...

Cette aide peut porter sur des petits projets locaux ou de très vastes politiques à l'échelle d'un pays sur le long terme. Elle est mise en œuvre par des acteurs locaux : ministères, collectivités, banques, organisations professionnelles, ONG ou encore entreprises. Mais il s'agit toujours de bénéficier aux populations. (...) L'aide peut aller directement du pays donateur vers le pays bénéficiaire. On l'appelle alors bilatérale. Elle prend aussi la forme de contributions des Etats au fonctionnement et aux programmes des organismes internationaux (comme l'UNICEF ou la Banque Mondiale). L'aide est alors dite multilatérale. A l'échelle de la planète, l'aide au développement s'est élevée à 142,6 milliards de dollars en 2016. Ce montant représente une partie seulement des financements du développement. Ceux-ci comprennent en effet aussi d'autres financements publics, locaux et internationaux, mais aussi l'investissement privé, les transferts d'argent des diasporas (environ 400 milliards par an), les actions des fondations, les ONG...

Hubert de Milly, expert sur l'aide au développement à l'AFD in <https://www.afd.fr>

Document 4: Aide au développement : Qui aide Qui au nom de Quoi ?

Les nouvelles sont souvent mauvaises, voire déprimantes. Dans nos médias, la présence des pays les plus pauvres, de ce « Sud » laissé pour compte du développement, s'apparente alors souvent à une longue énumération des maux tous plus alarmants les uns que les autres. Famines, guerres, révoltes et « yeux mouillés », l'image du monde dit en développement est souvent celle d'un gouffre qui se situe au Sud de la planète, et dans lequel peu d'avancées arrivent à combler le retard cumulé. (...) la complexité de ces « relations multiples » est d'ailleurs particulièrement bien illustrée lorsqu'on l'aborde sous les aspects économiques. Si l'on considère l'ensemble des flux financiers qui circulent entre le « Nord » ET LE 3Sud3, in fine, pour deux euros allant du Nord vers le Sud, ce sont trois euros qui « remontent » du Sud vers le Nord. Il ne faut donc pas négliger les autres flux : les prêts, les transferts des migrants, les investissements directs étrangers (IDE) du Nord vers le Sud, mais aussi les placements illicites, le remboursement des dettes (et des intérêts), le rapatriement des profits des entreprises multinationales du Sud vers le Nord. L'APD n'est donc qu'une carte parmi d'autres, jouée avec stratégie avec une sélection de « partenaires officiels ». (...) Il arrive que la coopération prenne la forme d'« actions réalisées dans leur ensemble par des acteurs publics et privés entre des pays ayant un niveau de revenus différent, afin de promouvoir le progrès économique et social » ou encore visant à remplir « l'exigence de garantir le respect de la dignité humaine à tous les habitants de la planète et d'assurer la croissance économique de tous les peuples en améliorant l'interdépendance mondiale moyennant l'élargissement des marchés ». partant de ces quasis « impératifs moraux », les pays riches interviennent alors dans les politiques internes des pays pauvres, sous la forme de leur APD.

Source : article publié dans Demain Le Monde, janvier-février 2012, N°11

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document : Cameroun : 4,4 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire cette année (OCHA)

Le financement de ce plan estimé à 362 millions de dollars doit permettre aux organisations humanitaires de fournir une aide à trois millions de personnes ayant besoin d'une aide urgente cette année. Le Cameroun continue d'être confronté à une crise de protection et à des situations humanitaires complexes et multiples.

« En 2021, 4,4 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans le pays en raison de l'insécurité, de la diminution des capacités d'adaptation et du manque de accès aux services de base », a précisé le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) au Cameroun dans un communiqué.

Selon OCHA, les violences dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont accu le nombre de personnes déplacées. L'insécurité qui touche la République centrafricaine et le Nigéria voisins a provoqué l'arrivée de milliers de réfugiés dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord qui a augmenté la pression sur les communautés hôtes.

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Cameroun compte près de 450.000 réfugiés sur son territoire. L'impact perturbateur de la pandémie de Covid-19 et des mesures de prévention sur les revenus a également accru les vulnérabilités de la population.

« Avec plus de 320.000 personnes déplacées dans la région de l'Extrême-Nord, à la suite du conflit, le Cameroun est le deuxième pays le plus touché par la crise du lac Tchad après le Nigéria », a expliqué Matthias Naab, le Coordinateur humanitaire au Cameroun.

« Fournir une aide humanitaire et un soutien durable aux femmes, aux enfants et hommes vulnérables et identifier des solutions durables pour les personnes déplacées, reste une priorité de la communauté humanitaire. Cela aidera les gens à garder leur dignité et à renforcer leur résilience », a-t-il ajouté.

[Cameroun : 4,4 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire cette année \(OCHA\) | ONU Info](#)

Document : L'impact négatif de l'aide au développement au Cameroun

L'aide au développement permet certes de réaliser des projets, mais comporte des revers. Elle constitue un outil à travers lequel les donateurs dictent la conduite à tenir en matière de respect des droits de l'Homme et démocratie, tue les initiatives endogènes de développement. Les prêts accordés sur endettent le pays au cercle vicieux de la dette. C'est le cas des prêts contractés pour la réalisation des projets structurants qui ont entraîné une inflation de la dette et du service de la dette à hauteur de 8424 milliards de FCFA au 31 janvier 2019. Cette dette immense compromet les investissements publics pour les prochaines années. L'aide au développement ne semble donc pas garantir le développement par ses prêts ou programmes d'aide qui sont suivis de « conditionnalités ». Entre autres, les entreprises des pays créanciers doivent gagner la part belle des marchés au détriment des entreprises locales, la main d'œuvre et la logistique importées sans permettre le transfert des technologies espérées, la privatisation du secteur public et la libéralisation de l'économie dans le cas des programmes d'ajustement structurel.

Martial Lonmene Tchinda et al, Apprendre, comprendre et enseigner selon l'APC, 2020

Document : Au Cameroun, Macron appelle à répondre à "l'urgence alimentaire"

Le président français est arrivé lundi soir au Cameroun, première étape d'une tournée de quatre jours en Afrique centrale destinée selon l'Élysée à réaffirmer la "priorité politique" accordée au renouvellement des relations entre Paris et le continent africain pour ce second quinquennat.

"Je veux que la France (...) soit au rendez-vous pour soutenir le développement d'une agriculture durable et résiliente", a-t-il déclaré lors d'un discours devant la communauté française, avant un entretien avec le président Paul Biya.

"De manière très claire, la crise que nous vivons est une manière d'accélérer cela. On est attaqués, tous, par certains qui expliquent que les sanctions européennes seraient la cause de la crise alimentaire mondiale, dont africaine : 'Carabistouille' comme dirait l'autre. C'est totalement faux", a-t-il lancé à l'adresse implicite de la Russie.

"L'alimentation comme l'énergie sont devenues des armes de guerre russes. Par contre, ça nous met tous devant nos responsabilités, nous devons aider le continent africain à produire davantage pour lui-même", a insisté Emmanuel Macron.

"On veut répondre à l'urgence alimentaire, renforcer la résilience des systèmes agricoles et aider à produire davantage par de la formation, un partenariat public-privé, (...) permettre d'avoir des engrais et des fertilisateurs en plus grande quantité sur le sol africain, et réduire les dépendances", a-t-il ajouté.

<https://www.reuters.com/article/france-macron-afrique-idfrkbn2p10z2>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : l'intégration sous régionale et régionale	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la promotion de la coopération sous régionale et régionale	
EFFECTIF :	MODULE N° 2: LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE	
GARCON :	CHAPITRE N° 4: LE CAMEROUN ET LES STRUCTURES D'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE	
FILLE :	LECON N°10 : LE CAMEROUN ET L'UNION AFRICAINE	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : Panafricanisme ; COPAX ; NEPAD ; BAD ; OAPI ; OHADA	
	PRE-REQUIS : coopération multilatérale ; OUA ;	
Exemple de situation : Les expulsions massives des camerounais en Guinée Equatoriale		
Exemple d'action : Se mettre en règle dans les pays d'accueil		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour l'intégration régionale.		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION	OUA ; UA	Définir Expliquer	Esprit d'initiative	-	Analyse et exploitation du document, brainstorming		
<p>Résumé : Jadis victime de l'exploitation coloniale occidentale après son morcellement lors de la Conférence de Berlin, l'Afrique se trouve face à un dilemme au lendemain des indépendances : s'unir ou périr. Dès lors, l'impératif de l'unité apparaît comme une condition indispensable pour affronter les maux dont souffre. C'est la mission qui fut assignée hier à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et l'espoir que suscite aujourd'hui l'Union Africaine (UA).</p>							
I- Historique, objectifs et structures de l'UA	Objectifs de l'UA ; La structure de l'UA ; COREP ; CTS ; CCUAC ; CUADI ; BCA	Définir Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	-L'UA en bref in https://au.int https://www.taurillon.org -Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+	Travail en petits groupes Analyse et exploitation des documents, discussion		

Résumé :

1- Historique et objectifs de l'UA

Née sous les cendres de l'OUA, l'acte constitutif de l'UA est adopté à Lomé le 12 juillet 2000 lors du 36^{ème} sommet de l'OUA. Entrée en vigueur le 26 mai 2001, l'UA sera officiellement lancée le 19 juillet 2002 au cours du sommet inaugural de Durban en Afrique du Sud. La décision de création d'une nouvelle organisation panafricaine était le fruit d'un consensus des dirigeants africains à l'effet de mobiliser le potentiel de l'Afrique pour accélérer son développement économique à travers une intégration accrue des Etats membres.

En ce qui concerne ses objectifs, la nouvelle organisation se fixe pour but de :

- ✓ Réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique ;
- ✓ Défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses Etats membres ;
- ✓ Accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent ;
- ✓ Promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêts pour le continent et ses peuples ;
- ✓ Promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent ;
- ✓ Promouvoir les principes et institutions démocratiques, la participation populaire et la bonne gouvernance, etc.

Les activités de l'UA sont mises en œuvre par le biais de plusieurs organes de décision.

2- Les structures de l'UA

a- Les organes exécutifs : il s'agit :

- ✓ La Conférence de l'Union composée des chefs d'Etats et de gouvernements. Elle définit la politique de l'Union ;
- ✓ Le Conseil exécutif : formé des ministres des affaires étrangères, il assure la coordination et décide des politiques dans les domaines d'intérêts communs ;
- ✓ La Commission ou Secrétariat de l'Union ;

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

- ✓ Le Comité des représentants permanents (COREP) ;
- ✓ Les Comités techniques spécialisés (CTS).
- b- L'organe législatif : il s'agit du Parlement panafricain basé à Midrand en Afrique du Sud.
- c- Les organes chargés des questions judiciaires et juridiques : il s'agit : de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), la Commission de l'union africaine pour le droit international (CUADI), le Conseil consultatif de l'union africaine sur la corruption (CCUAC), le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE), etc.
- d- Les institutions financières de l'union : il s'agit de la Banque centrale africaine (BCA), le Fonds monétaire africain (FMA) et la Banque africaine d'investissement (BAI) ;
- e- Le Conseil économique, social et culturel qui assure la représentation des forces laborieuses et productrices du continent.

II- Des apports réciproques	FAA ; CSSA ; Casques Blancs, etc.	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	-Cameroon Tribune du 10 octobre 2019. -Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018	Analyse et exploitation des documents Discussion		mn
------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------	--	--	---	--	-----------

Résumé : Depuis l'avènement de l'UA, le Cameroun entretient des rapports étroits avec cette organisation. Ainsi, conformément aux principes de l'UA, notre pays a signé avec les Etats voisins des accords de bon voisinage et des pactes de non-agression. De même, notre pays accueille sur son sol de nombreux réfugiés Tchadiens, Centrafricains, Nigériens, Maliens, Rwandais, etc. En outre, on peut évoquer l'appui en hommes aux forces de maintien de la paix (Casques Blancs) notamment dans la crise du Darfour au Soudan et même l'élection de ses fils au sein des instances dirigeantes de l'Union (Elisabeth Tankeu comme Commissaire de la Commission de l'Union et Samuel Efoa Mbozo'o comme Secrétaire général adjoint du Parlement Panafricain. En retour, l'UA a implanté au Cameroun plusieurs de ses structures. Ainsi, depuis le 5 janvier 2018, la ville de Douala abrite la base logistique de la Force Africaine en Attente (FAA). De même, notre pays abrite aussi de nombreuses institutions panafricaines notamment le Rectorat de l'Université Panafricaine, le siège du futur Fonds Monétaire Africain, le Conseil phytosanitaire interafricain, le siège du Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA), etc. Par ailleurs, face aux multiples crises sécuritaires que connaît notre pays, l'UA s'est montrée solidaire par l'envoi d'experts ainsi qu'une contribution active au sein de la Force Multinationale qui lutte contre la secte terroriste Boko-Haram dans le grand Nord. Enfin, l'UA sert aussi au Cameroun de cadre d'expression par excellence de la diplomatie multilatérale.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat		mn
-------------------	---	---	---	---	-------	--	-----------

Résumé : Membre fondateur de l'OUA devenue UA, le Cameroun participe activement au fonctionnement et à l'atteinte des objectifs de cette organisation panafricaine. Il agrée aux principes et objectifs poursuivis par ses pairs africains et applique les résolutions prises.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison :

Bibliographie

-L'UA en bref in <https://au.int>

-<https://www.taurillon.org>

-Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Tles par FOKOU KODJO, Collection Horizon+

-Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018

-Cameroon Tribune du 10 octobre 2019.

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

SUPPORTS

Document :

En mai 1963, 32 chefs d'Etats africains qui avaient accédé à l'indépendance s'étaient rencontrés à Addis-Abeba, en Ethiopie à l'effet de signer la Charte portant création de la première institution continentale africaine formée au lendemain des indépendances, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). L'OUA était la manifestation de la vision panafricaine d'une Afrique unie, libre et en pleine possession de sa destinée et cela a été consacrée solennellement dans la Charte de l'OUA dans laquelle les pères fondateurs avaient reconnu que la liberté, l'égalité, la justice et la dignité étaient les objectifs essentiels en vue de la réalisation des aspirations des peuples africains (...). Le 09 septembre 1999, les chefs d'Etats et de gouvernement de l'OUA ont signé la Déclaration de Syrte qui appelait de tous ses vœux la création d'une Union africaine, envisageant l'accélération du processus d'intégration continentale qui permettra à l'Afrique de jouer le rôle légitime qui est le sien dans l'économie mondiale, tout en faisant face à des problèmes sociaux, économiques et politiques variés qui devenaient complexes en mesures qu'étaient pris en compte certains aspects négatifs de la mondialisation. (...)

L'UA en bref in <https://au.int>

Document : les déboires de l'Organisation de l'Unité Africaine.

L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) fut officiellement créée le 25 mai 1963. Si une telle organisation générait à ses débuts pleins d'espoir pour permettre au continent africain de relever les défis du panafricanisme et de la décolonisation, l'OUA a vite montré ses limites. Elle fut confrontée dès ses débuts, tant à l'hostilité des pays européens vis-à-vis d'une union politique et économique des colonies et ex-colonies, qu'aux tensions existant entre les deux blocs de la guerre froide. Cependant les raisons de l'échec de l'OUA ne sont pas seulement le fait des pressions externes. Les événements montrent que l'OUA fut aussi la victime des limites de son fondement idéologique : « le panafricanisme minimaliste ».

Le « panafricanisme minimaliste » est basé sur « l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation » et la non-ingérence dans les affaires des pays membres, en opposition au « panafricanisme maximaliste » qui prône la création des Etats-Unis d'Afrique. C'est donc après le cumul de 50 millions d'arriérés dans les cotisations des Etats membres, ainsi que devant le constat d'impuissance face aux conflits militaires qui l'ont déchiré (au Libéria, en Somalie, au Rwanda, au Burundi et sur le territoire de la République Démocratique du Congo) que l'OUA s'est renouvelée en l'Union Africaine, le 9 juillet 2002.

Benjamin Anoufa, Médiateur des « Jeunes Européens de France » in <https://www.taurillon.org>

<https://www.taurillon.org>

Document : Coopération Cameroun-Union Africaine : la recherche scientifique à renforcer. Madeleine Tchuinté, ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation (MINRESI) a reçu hier, mardi dernier, le Pr Sarah Anyang Agbor, commissaire des ressources humaines, sciences et technologies à la Commission de l'Union Africaine (UA). D'après le MINRESI, l'objectif majeur de l'audience était de dresser un état de la recherche-innovation au Cameroun avec l'appui de l'UA. En effet, le Cameroun et l'UA se sont mis ensemble pour contribuer au financement des projets des chercheurs camerounais. Selon Sarah Anyang Agbor, « les chercheurs camerounais sont compétents et compétitifs. C'est pourquoi le Cameroun ne doit plus importer ni le poisson, ni le riz, ni l'huile de palme. Le Cameroun ne peut pas se développer en important les résultats de recherche des autres pays. ». ce que corrobore Madeleine Tchuinté en affirmant que le pays compté au moins dix-huit variétés de haricot et de maïs, entre autres.

Cameroon Tribune du 10 octobre 2019.

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : l'intégration sous régionale et régionale	
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la promotion de la coopération sous régionale et régionale	
EFFECTIF :	MODULE N° 2: LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE	
GARCON :	CHAPITRE N° 4: LE CAMEROUN ET LES STRUCTURES D'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE	
FILLE :	LECON N°11 : LE CAMEROUN DANS SA SOUS REGION	DURÉE : 02 H
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE	NOTIONS : CEMAC ; CEEAC ; CBLT ; OERN ; OCEAC ; COBAC ; BEAC ; FOMAC ; MARAC ; CCPAC ; COPAX , etc.	
	PRE-REQUIS : Afrique centrale ; UA ; UDEAC	
Exemple de situation : Les tracasseries policières à l'encontre des transporteurs Tchadiens tout le long du corridor Douala-Ndjamena.		
Exemple d'action : Dénoncer les tracasseries policières auprès de la CONAC et aux organismes compétents.		
Formulation de la justification : cette leçon va permettre à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour promouvoir l'intégration sous régionale.		

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Evaluation formative	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être				
INTRODUCTION			Esprit d'initiative		Analyse et exploitation du document, brainstorming		
Résumé : Dans le dessein de promouvoir les échanges et de favoriser l'intégration des espaces, plusieurs organisations économiques et politiques ont été mises sur pied en Afrique. Ouvert à toute forme de coopération positive, le Cameroun quant à lui est engagé dans de nombreuses organisations en Afrique centrale telles que la CEMAC, la CEEAC, la CBLT, l'OERN et l'OCEAC.							
I- Les organisations sous régionales	CEEAC, CEMAC, ABN, CBLT, OCEAC, etc.	Définir Expliquer	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit	Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012 -Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Terminale par FOKOU KODJO, Collection Horizon	Analyse et exploitation des documents, brainstorming, discussion		

Résumé :

1- La CEMAC
 Née des cendres de l'UDEAC le **16 mars 1994 à Ndjamena**, c'est au sommet de Malabo du 25 juin 1999 que la CEMAC voit véritablement le jour. Elle a pour mission essentielle la promotion du développement harmonieux des Etats membres dans le cadre de deux unions : l'Union Economique d'Afrique Centrale (**UEAC**) et l'Union Monétaire d'Afrique Centrale (**UMAC**). La CEMAC fonctionne avec des organes principaux et des spécialisés. **Comme organes principaux, on a : la Conférence des chefs d'Etats qui détermine la politique de la Communauté, le Conseil des ministres de l'UEAC qui assure la direction de l'Union, le Comité ministériel de l'UMAC qui examine les grandes orientations des politiques économiques et assure la cohérence de la politique monétaire et le Secrétariat exécutif. Les organes spécialisés quant à eux sont : la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) et l'Institution de financement du développement.**

2- La CEEAC
 Constituée de 11 membres (les 6 pays de la CEMAC + le Rwanda, Sao Tomé et Principes, RDC, Burundi et l'Angola), la CEEAC est née le 18 octobre 1983 à Libreville au Gabon. Elle vise à atteindre une autonomie collective de ses membres, l'amélioration du niveau de vie des populations et l'établissement d'un marché commun en Afrique centrale. Ses institutions sont : la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement, le conseil des ministres, la cour de justice, le secrétariat général, la commission consultative, le Conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), le centre régional des droits de l'homme, les comités techniques spécialisés et le fond de coopération et de développement de la communauté.

3- Les autres organisations

a- La CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad)
 Créée le 22 mai 1964, la CBLT a pour pays membres le Cameroun, le Tchad, le Nigéria, le Niger et la RCA. Son objectif est d'assurer la pérennisation des ressources hydriques et biologiques du Lac Tchad. Elle a pour organes : la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements, l'Autorité du bassin du Lac Tchad et le Secrétariat exécutif.

b- L'OERN (Organisation des Etats Riverains du Niger)

PRATIQUE DE L'A.P.C EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Fondée en 1964, l'OERN sera transformée le 21 novembre 1980 en Autorité du Bassin du Niger (ABN). Cette organisation qui est constituée des Etats riverains du fleuve Niger et de ses affluents a pour objectif principal l'harmonisation et la coordination des politiques nationales de mise en valeur des ressources du bassin ainsi que le contrôle et la réglementation de toute forme de navigation sur le fleuve Niger et ses affluents.

c- L'OCEAC (Organisation de Coopération et de Coopération pour la lutte contre les Grandes Endémies en Afrique Centrale.)

Créée à Yaoundé en 1963, l'OCEAC a pour missions de coordonner la lutte contre les endémies en Afrique centrale par la mise en œuvre des programmes de vaccination et d'éducation à la santé.

II- Les apports réciproques	FOMUC ; COPAX ; MARAC ;	Expliquer Mettre en relation	Esprit d'initiative Ouverture d'esprit courage	-La collaboration dans le bassin du lac Tchad, Inès Carine Singhe, Conseil québécois d'études géopolitiques -Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012	Analyse et exploitation des documents Brainstorming Discussion	mn
------------------------------------	-------------------------	---------------------------------	--	--	--	-----------

Résumé :
En ce qui concerne la coopération avec la CEMAC, le Cameroun facilite l'accès aux importations des pays membres de la CEMAC tels que le Tchad ou la RCA. De plus, il participe à la résolution des crises sécuritaires dans la sous-région (rôle de la FOMUC et de la MINUSMA en RCA). Enfin, il paie régulièrement sa contribution pour le bon fonctionnement de cette organisation. En retour, notre pays a toujours bénéficié du soutien des autres membres dans sa lutte contre la secte terroriste boko haram.
La coopération avec la CEEAC quant à elle demeure très fructueuse. C'est à Yaoundé que le COPAX a vu le jour en 1999. De même, notre pays a également participé à plusieurs missions de paix et de sécurité dans les pays de la CEEAC. En retour, il a reçu un appui d'urgence de 50 milliards de FCFA de la part de cette organisation pour lutter contre boko haram.
En outre, bien que moins dense, la coopération avec l'ABN reste également visible à travers le plan triennal qui fut adopté à Garoua en 1999 afin de permettre à l'ABN de mener à termes certains projets. Il en est de même de l'adhésion de notre pays au concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en vue de garantir le développement durable du bassin.

CONCLUSION	-	-	-	-	Débat	mn
-------------------	---	---	---	---	-------	-----------

Résumé : Au sein de la CEMAC, de la CEEAC et autres, le Cameroun est engagé dans le processus de suppression des obstacles à la libre circulation dont l'objectif est l'institution d'un vaste marché commun ouvert aux différents acteurs socioéconomiques des pays membres.

Evaluation finale :

Devoir à faire à la maison :

Bibliographie.

- Précis d'histoire, géo-ECM, classes de Terminale par FOKOU KODJO, Collection Horizon
- La collaboration dans le bassin du lac Tchad, Inès Carine Singhe, Conseil québécois d'études géopolitiques
- Le Cameroun dans les Relations Internationales, Tle, William NGUE, éd. LUPEPPO, 2018
- Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012

[-www.unep.org](http://www.unep.org)

[-www.panda.org](http://www.panda.org)

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document : la CEMAC

Parallèlement à la CEMAC, les Etats membres de l'UDEAC, face au bilan insatisfaisant de cette institution 30 ans après sa création initient une nouvelle organisation : la CEMAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale). Il s'agit de dépasser le simple cadre de la coopération pour parvenir au stade de l'intégration globale marquée par la libre circulation des biens, des idées, des capitaux, des services et des hommes, en plus de l'existence d'une unité monétaire unique (le Franc de la Coopération Financière d'Afrique, en abrégé (FCFA).

Le traité qui constitue la nouvelle organisation a été signé à Ndjamenas au Tchad le 16 mars 1994. (...) Le 25 juin 1999 marque la naissance véritable de la CEMAC, au sommet de Malabo.

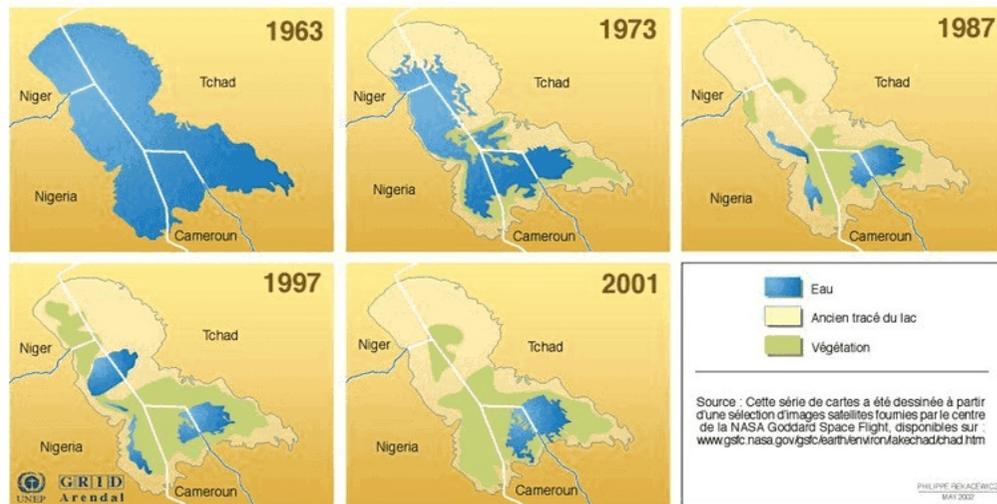
Document : Objectifs de la CEEAC

La CEEAC vise à :

- Abolir entre les Etats membres des restrictions quantitatives et autres entraves au commerce ;
- Etablir et maintenir un tarif douanier extérieur commun ;
- Etablir une politique commerciale à l'égard des Etats-tiers, supprimer progressivement, entre les Etats membres, les obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et au droit d'établissement ;
- Créer un fond de coopération et de développement ;
- Développer rapidement les Etats membres sans littoral, insulaire, partiellement insulaires, semi enclavés et/ou appartenant à la catégorie des pays les moins avancés.

Document :

Disparition du lac Tchad en Afrique



Document : bassin du lac Tchad.



Document : la coopération au sein de la CBLT

Pour le bassin du lac tchad, le cadre réglementaire qui y encadre la gestion des ressources trouve son ancrage principal dans les textes de la CBLT. En effet, la convention du 22 mai 1964 (Convention de Fort-Lamy) est composée de huit articles qui définissent le mandat de la Commission et le statut qui définit son rôle comme un organe de coordination des activités liées à l'eau (eaux de surface et aquifères) du bassin. Juridiquement parlant, en dehors de cette convention, d'autres instruments juridiques ont été développés dans la CBLT ou entre les Etats riverains pour encadrer l'exploitation des ressources du lac et les aménagements dans le bassin. En 1970, l'accord de Moundou relatif au prélèvement d'eau dans le Logone pour des fins agricoles a été signé entre le Cameroun et le Tchad. (...) En 2012, au 14^{ème} sommet des chefs d'Etats à Ndjamenas, la Commission met à nouveau à l'ordre du jour le développement durable et la préservation environnementale du bassin du Lac tchad par l'adoption de la Charte de l'eau.

La collaboration dans le bassin du lac tchad, Inès Carine Singhe, Conseil québécois d'études géopolitiques

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

OBJECTIFS

- Créer un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.
- Assurer une gestion stable de la monnaie commune ;
- Sécuriser l'environnement des activités économiques et des affaires en général ;
- Harmoniser les réglementations des politiques sectorielles.

HYMNE

Sous le ciel de l'Afrique Centrale
Des flambeaux se sont allumés
Pour chasser les nuits ténébreuses
de la misère, de la pauvreté

La CEMAC est notre force,
Le cheval de notre bataille
Debout! debout pour la victoire.
Les coqs chanteront sur nos toits!

Tam-tams, crépitis forts
Griots, chantez avec brios!
La main dans la main, pour gagner le combat
Dans la lumière, la concorde, et l'avenir sera plus beau.

LES INSTITUTIONS

- Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC);
- Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC);
- PARLEMENT;
- COUR DE JUSTICE;
- COUR DE COMPTE.

LES ORGANES

- Conférence des Chefs d'Etat;
- Conseil des Ministres;
- Comité Ministériel (UMAC);
- Commission de la CEMAC;
- BEAC;
- BDEAC;
- COBAC.

Les activités de la CEMAC s'articulent aujourd'hui autour du Programme Economique Régional qui vise à «faire de la CEMAC un espace économique intégré émergent, où règne la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance, au service du développement humain ».

LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

- **Carte Rose CEMAC** : Service d'Assurance responsabilité civile Automobile;
- **CEBEVIRHA** : Commission Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques;
- **CICOS** : Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha;
- **IED** : École Inter-Etats des Douanes;
- **IEF** : Institut de l'Économie et des Finances;
- **IHT- CEMAC** : Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme de la CEMAC;
- **ISSEA** : Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée;
- **ISTA** : Institut Sous-régional Multisectoriel de Technologie Appliquée, de Planification et d'Évaluation de Projets;
- **OCEAC** : Org. de Coordination pour la lutte contre les endémies en Af. Centrale;
- **PRASAC** : Pôle Régional de recherche Appliquée

«Faire de la CEMAC un espace économique intégré émergent, où règne la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance, au service du développement humain »

Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012

Document :

EDITORIAL

Passer des intentions aux actes

Le nouveau Président et la nouvelle vice-Présidente de la Commission de la CEMAC ont été officiellement investis dans leurs nouvelles fonctions. C'était à N'djaména, le 28 août 2012, au cours d'une audience solennelle de la Cour de Justice Communautaire de la CEMAC qui siège dans la capitale tchadienne. En présence du Président tchadien, SE Idriss Deby Itno, du Secrétaire Général de la CEEAC, du Premier Ministre Equato-guinéen, du corps diplomatique accrédité à N'djaména et de nombreux responsables et fonctionnaires de la CEMAC.

La prestation de serment de Pierre Moussa et de Rosario Mbasogo marque ainsi une étape importante pour l'entrée en fonctions des nouveaux patrons du gouvernement de la CEMAC. Elle permet de donner l'onction légale aux actes que vont poser les deux hauts responsables de l'Exécutif de la Commission. Le processus de changement à la tête de la Commission a connu l'ultime étape le 5 septembre 2012 à Bangui, en RCA, où sont installés les bureaux de la Commission. Dans ses premières sorties depuis sa nomination, le Président de la Commission s'est engagé à faire de la CEMAC une institution « enracinée dans nos cœurs, attentive à tous, ouverte, de gestion saine, répondant aux attentes et besoins de chacun de concitoyens ».

Les dossiers qui attendent le nouveau Président sont tous chauds. Mais il y a l'urgence à rendre concrète et palpable l'intégration dans l'espace CEMAC. Il s'agit en d'autres mots de permettre aux 44 millions d'habitants de cette zone d'aller d'un Etat à un autre sans contrainte majeure. La matérialisation de ce processus repose sur l'effectivité du passeport CEMAC biométrique en chantier depuis une quinzaine d'année. Bref, il faut passer du discours de bonnes intentions aux actes. Le faisant, la CEMAC sera plus crédible auprès des peuples qui la composent.

La nouvelle hiérarchie de la Commission affiche sa volonté de mettre en application les résolutions du dernier sommet des chefs d'Etat qui ont constaté une certaine somnolence du processus d'intégration et dans l'application des réformes de l'Institution. En vous proposant de découvrir le nouveau tandem de l'Exécutif de la Commission, ce numéro spécial vous fait vivre les cérémonies de prestation de serment et de prise de fonction officielle des deux responsables de l'Organisation Communautaire.

La Rédaction

Document :

DES CHANTIERS URGENTS

La mise en circulation du passeport CEMAC biométrique, le démarrage des activités d'Air CEMAC et la mise en œuvre du Programme économique régional sont les attentes pressantes des Etats et des peuples de la CEMAC.

1. La libre circulation des personnes et passeport CEMAC

Parmi les préoccupations récurrentes des 44 millions d'habitants de la Communauté, figure la libre circulation des personnes et des biens. « On ne peut pas concevoir une institution Communautaire sans que la libre circulation des personnes » pense Pierre Moussa à l'entame de ses nouvelles fonctions. Au moment où le nouveau président prend ses fonctions à Bangui, quatre pays sur six, le Cameroun, le Tchad, le RCA et le Congo, mettent déjà en œuvre le principe de la libre circulation des personnes. Les deux autres, le Gabon

et la Guinée équatoriale, mettent en avant certaines préoccupations d'ordre sécuritaire pour justifier leurs réticences. Il faut donc vaincre les forces d'inertie, les réflexes identitaires et les égoïsmes nationaux pour que la libre circulation des personnes ne reste plus au niveau des déclarations d'intention mais qu'elle devienne une réalité vécue par les populations des différents Etats membres. Le nouveau Président a avec lui des instruments juridiques qui lui permettent d'interpeller les Etats membres qui traînent les pas. La concertation entre les forces de l'ordre et l'harmonisation des procédures sont également rangées parmi les solutions aux barrières matérielles et psychologiques entre les Etats membres.

La libre circulation des personnes doit être matérialisée par l'établissement du passeport CEMAC biométrique. En quittant Bangui, les chefs d'Etat ont instruit la Commission de donner un coup d'accélérateur à l'émission de ce document. L'appui d'Interpol pour la concrétisation de ce vieux projet a été salué par les chefs d'Etat. Pierre Moussa devra ainsi œuvrer à l'établissement sécurisé et à l'accessibilité du passeport biométrique CEMAC par les Etats membres. Ce document qui matérialise la libre circulation

des personnes dans l'espace CEMAC pourra booster le processus d'intégration dans la sous-région. L'évaluation de sa mise en œuvre fera partie de l'agenda de la prochaine rencontre des chefs d'Etat à Libreville au Gabon.

2. Le démarrage effectif de la compagnie Air CEMAC

La nouvelle présidence de la Commission devra également classer parmi ses priorités, le démarrage effectif des activités de la Compagnie aérienne Communautaire Air CEMAC. Un projet qui patine depuis plus de quinze ans. Il incombe au nouveau président de la Commission de

de boucler dans les meilleurs délais les négociations avec le nouveau partenaire, Air France, dans un esprit de libre et saine concurrence avec les compagnies nationales.

3. L'exécution du PER

Le nouveau Président de la Commission devra s'atteler à la réalisation de la vision 2025 de la CEMAC qui fonde le Programme économique régional (PER). Le PER constitue la nouvelle philosophie de développement en Afrique centrale et qui vise à faire de la CEMAC « un espace économique intégré et émergent où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance au

service du développement humain ». Le PER CEMAC qui se décline en 5 axes, 12 objectifs stratégiques, 29 programmes et 108 projets présente un agenda d'urgence qui va de 2010 à 2025. Pierre Moussa aura donc la lourde tâche d'œuvrer pour la mise en place, avec le soutien des chefs d'Etat de la CEMAC, du Fonds Emergence CEMAC qui doit garantir un financement pérenne du PER.

4. L'unicité du marché régional financier

Le rapprochement des deux places boursières de Douala au Cameroun et de

Libreville, au Gabon constitue l'un des défis de la nouvelle Présidence de la Commission de la CEMAC. On se rappelle qu'en 2010, à Bangui, les chefs d'Etat avaient insisté sur l'harmonisation et même la fusion des deux bourses. Mais les choses n'ont pas bougé jusqu'ici. Au terme du dernier sommet, la conférence a souligné la nécessité de mettre fin à l'existence de ces deux marchés financiers dans l'espace CEMAC. Les chefs d'Etat ont notamment recommandé aux différents acteurs de s'inspirer de la BAD. Le Président de la Commission devra utiliser son entregent pour rapprocher les parties et trouver une voie qui puisse jouer pour le développement économique de l'espace CEMAC.



Visite des locaux de la Commission

finaliser les négociations avec le partenaire industriel et stratégique afin que ce projet sorte des tiroirs de l'institution. On se rappelle que les négociations avec les précédents partenaires presentis, à savoir SN Brussels puis South African Airways n'ont pas abouti. Ces partenaires avaient imposé Douala comme siège de la compagnie sous-régionale en création. A Bangui, les chefs d'Etat ont décidé que Brazzaville devra abriter le siège d'Air CEMAC. A Bangui, les débats ont échoué sur la part de l'espace que devait avoir la future compagnie dans l'espace CEMAC. Les ministres se sont finalement accordés sur la régulation du transport aérien en zone CEMAC. Les chefs d'Etat ont recommandé à la Commission

Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012

Source : Vision CEMAC N°007-Septembre 2012

Vision CEMAC - N°007 Septembre 2012 15

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : LA MONDIALISATION
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation
EFFECTIF :	MODULE N°2: LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE
GARCON :	CHAPITRE N°4: LE CAMEROUN ET LES STRUCTURES D'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE
FILLE :	DOSSIER N°2: LE COPAX
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA Joseph D.	DURÉE : 2H
Exemple de situation : troubles sociopolitiques dans un pays membres de la CEMAC	
Exemple d'action : mobiliser les ressources matérielles et humaines des autres pays pour ramener la stabilité	

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être			
					Plan de travail Rappel/pré requis : Consigne de travail : travail en petits groupes	5 mn
I- création, structures et objectifs	COPAX, FOMAC, MARAC, etc.	Définir Expliquer	Sens de l'observation	-Cameroon Tribune du 15 février 2015	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/ recentrage	15 mn
II- fonctionnement	Conférence des chefs	Expliquer Mettre en relation	Sens de l'organisation	-Cameroon Tribune du 15 février 2015 -Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale, Emmanuel Ela Ela, Guerres Mondiales et Conflits Contemporains N°202-203, pages 227-239	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	15 mn
II – Impact de la contribution du Cameroun	Apports du Cameroun	Expliquer Mettre en relation	Respect mutuel Amour du travail	Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in https://www.mincom.gov.cm	Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	20Mn

Synthèse : Créé par les Chefs d'États et de gouvernement le 25 février 1999 lors du sommet de Yaoundé et entré officiellement en vigueur en Janvier 2004, le COPAX est l'organe de concertation politique et sécuritaire des États membres de la CEMAC. Il est à cet effet compétent pour traiter tant des conflits interétatiques que des conflits internes aux États membres.

Bibliographie :

-Cameroon Tribune du 15 février 2015

-Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale, Emmanuel Ela Ela, Guerres

-Mondiales et Conflits Contemporains N°202-203, pages 227-239

-Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in <https://www.mincom.gov.cm>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Supports

<p>Document</p> <p>La structure créée en 1999 œuvre dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité au sein de l'espace.</p> <p>C'est le 25 février qu'une décision des chefs d'Etats et de gouvernement d'Afrique centrale, prise à Yaoundé créé le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale. Par cet acte, les Etats-membres voulaient réaffirmer leur attachement aux principes consacrés par les Chartes de l'ONU, de l'Organisation de l'Unité Africaine, aujourd'hui Union Africaine, par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le traité instituant la CEEAC. Au rang de ces principes, il ya l'égalité souveraine des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale des Etats, le respect de la prééminence du droit dans leurs rapports mutuels...</p> <p>Source : Cameroon Tribune du 15 février 2015</p>	<p>Document : Objectifs</p> <p>Sans préjudice des attributions du Conseil de sécurité de l'ONU et de celles de l'organe central du mécanisme de l'UA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique, le COPAX a pour objectifs tels que définit par l'art 4 du Protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale signé à Malabo le 24 février 2000 : prévenir, gérer et régler les conflits ; entreprendre des actions de promotion, de maintien et de consolidation de la paix et de la sécurité sous régionale ; réduire les foyers de tensions et prévenir l'éclatement des conflits armés, développer des mesures de confiance entre les Etats-membres ; promouvoir les politiques de règlement pacifique des différends ; mettre en œuvre des dispositions pertinentes relatives à la non-agression, et à l'assistance mutuelle en matière de défense ; développer et intensifier la coopération sous régionale en matière de défense et de sécurité ; faciliter les efforts de médiation lors des crises et des conflits au sein et entre les Etats-membres de la sous-région ou avec un Etat tiers...</p> <p>Source : Cameroon Tribune du 15 février 2015</p>
<p>Document : Les organes du COPAX</p> <p>Le COPAX dispose d'un certain nombre d'organes conformément à l'article 7 du protocole susmentionné. Il s'agit notamment de la Conférence des Chefs d'Etats qui est l'instance suprême du Conseil. C'est l'instance qui se réunit dès ce jour à Yaoundé pour plancher sur la stratégie des pays-membres contre Boko Haram ; du Conseil des ministres des affaires étrangères, de la défense et de l'intérieur ; la Commission de défense et de sécurité (CDS) qui est un organe consultatif composé des représentants des Etats-membres suivants : les chefs d'état-major des forces armées ou de leurs représentants, les chefs de police, les experts des ministères de la défense, les experts des ministères de l'intérieur et les experts d'autres départements ministériels invités en fonction de l'ordre du jour de la Commission.</p> <p>Conformément à l'article 14 du protocole relatif au COPAX, la CDS examine toutes les questions administratives, techniques et logistiques et évalue les besoins des opérations de maintien de la paix. Par ailleurs conformément à l'article 16, la Commission de défense et de sécurité est chargée de l'examen de la stratégie de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes à l'échelon sous régional.</p> <p>Source : Cameroon Tribune du 15 février 2015</p>	
<p>Document :</p> <p>La réunion au sommet de la CEEAC à Malabo du 26 juin 1999 a décidé d'intégrer le COPAX au sein de la CEEAC. Il faut également signaler, dans le sens de cet effort, la signature du Pacte d'assistance mutuelle, le 25 février 2000 à Malabo en Guinée Equatoriale. Ce texte définit, en son article 1^{er}, les notions d'agression, de conflit interne et engage les hautes parties contractantes « à se prêter mutuellement assistance pour leur défense contre toute menace d'agression et toute agression armée » (art.3). (...) Pour la crédibilité des actions militaires éventuelles à mener, le protocole relatif au COPAX a prévu la création d'une Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC). Ses forces sont constituées des contingents des armées nationales. Par ailleurs, les Etats membres organisent périodiquement des manœuvres militaires conjointes entre deux ou plusieurs unités des forces armées nationales désignées comme contingents nationaux de la FOMAC. Certains Etats, à l'instar du Cameroun ont spécialement créé des unités au sein de leurs forces armées nationales et qui sont mobilisables pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales (décret N°95/206 du 5 octobre 1995, portant création de l'Unité nationale de maintien de la paix).</p> <p>Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale, Emmanuel Ela Ela, Guerres Mondiales et Conflits Contemporains N°202-203, pages 227-239</p>	<p>Document : Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX</p> <p>« ... Nous voici donc, une fois de plus réunis ici, dans cette salle de conférence du Ministère de la communication, pour nous entretenir sur les leçons à tirer et les perspectives dégagées à l'issue du Sommet extraordinaire du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale, le COPAX, qui s'est tenu le 16 février dernier au Palais des Congrès de Yaoundé (...). Le 16 février 2015 est donc à marquer d'une pierre blanche dans la dynamique de mise en commun des efforts transnationaux pour la lutte contre Boko Haram... Ainsi, les chefs d'Etats ont convenu d'octroyer au Cameroun et au Tchad un appui d'urgence en ressources financières d'un montant de 50 milliards de Francs CFA. En outre, les pays membres de la CEEAC vont appuyer les deux pays membres dans le renforcement des équipements et des effectifs militaires sur le théâtre des opérations. En plus de cet appui conjoncturel, les Chefs d'Etat et Gouvernement de la CEEAC ont décidé de créer un Fonds de soutien multidimensionnel dans les domaines de la logistique, de l'assistance humanitaire, de la communication et des actions politico-diplomatiques. »</p> <p>Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in https://www.mincom.gov.cm</p>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :			FAMILLE DE SITUATIONS : l'intégration sous régionale			
CLASSE : Tle			CATEGORIE D' ACTIONS : la promotion de la coopération sous régionale et régionale			
EFFECTIF :	Garçons :	Filles :	MODULE N° 2: LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE			
Date :			CHAPITRE N°4 : LE CAMEROUN ET LES STRUCTURES D'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE			
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA JOSEPH DESIRE			T.D N° 2: LA CONTRIBUTION DU CAMEROUN DANS LA GESTION DES CONFLITS EN AFRIQUE		DURÉE : 01 H	
			NOTIONS : conflit de libération, conflit de frontière, conflit sécessionniste, conflit identitaire, conflit de pouvoir, FDC, OMP, etc.			
			PRE-REQUIS : casques bleus, casques blancs, FOMAC, etc.			

JUSTIFICATION DE LA LECON : ce TD permettra à l'apprenant d'installer les ressources nécessaires pour résoudre pacifiquement ses différents.

Exemple de situations	Exemples d'action	Séquences didactiques	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être	Matériel didactique	Situation d'enseignement/apprentissage	Durée
Les tentions sécuritaires entre la RDC et le Rwanda	Médiation du président Angolais pour mettre fin à cette crise	Plan de travail :						
		I-Présentation des différents conflits	Conflit de libération, conflit de frontière, conflit sécessionniste, conflit identitaire, conflit de pouvoir	Définir ; expliquer ; mettre en relation	Sens de l'organisation	Les conflits africains au XXe siècle. Essai de typologie, Antoine-Denis N'Dimina-Mougala in Guerres mondiales et conflits contemporains, N°225, Pages 121 à 131	Identifie puis analyse trois types de conflits observés en Afrique. Travail en petit groupe ; discussion	20 min
		II-Contribution du Cameroun	FDC, OMP, MONUC	Idem	Patriotisme	NDZIE JN., 200—« La participation des forces de défenses camerounaises aux opérations de maintien de la paix en Afrique », Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, 2009	Analyse deux contributions du Cameroun dans la résolution des crises en Afrique Travail en petit groupe ; discussion	20 min
		II-Implication de la communauté régionale dans la résolution des conflits au Cameroun	Crise anglophone ; médiation	Idem	Tolérance	-Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide pédagogique. ECM Terminale -Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in https://www.mincom.gov.cm	Analyse deux contributions des organisations sous régionales et régionales dans la résolution des conflits au Cameroun. Travail en petit groupe ; discussion	15 min

Bibliographie :

- Les conflits africains au XXe siècle. Essai de typologie, Antoine-Denis N'Dimina-Mougala in Guerres mondiales et conflits contemporains, N°225, Pages 121 à 131
- NDZIE JN., 200—« La participation des forces de défenses camerounaises aux opérations de maintien de la paix en Afrique », Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, 2009
- Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in <https://www.mincom.gov.cm>
- Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide pédagogique. ECM Terminale
- <https://theconversation.com>

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

Supports

Document :

« Les conflits de libération nationale ou d'indépendance : ce sont les conflits qui éclatent lors du processus de décolonisation de l'Afrique. Ils découlent de la prise de conscience de la situation coloniale par les africains qui vont rejeter les colonisateurs. Rentre dans cette catégorie la guerre d'Algérie qui, oppose dès le 1^{er} novembre 1954, les combattants du FLN à l'armée française jusqu'en 1962. Dans le même ordre d'idées, on peut citer le conflit ayant opposé les guérilleros de l'UPC aux troupes françaises et camerounaises de 1957 à 1964. (...) Les conflits de frontières : ils ont pour origine la contestation des frontières héritées de la colonisation, pour des raisons politiques et économiques. (...) Plusieurs conflits de ce type ont eu lieu, en particulier les conflits Malo-burkinabé de 1974 et 1985, camerouno-nigérian à propos de la presqu'île de Bakassi depuis 1965, ougando-tanzanien de 1978 et 1979, et tchado-lybien de 1973-1994. (...) Les conflits sécessionnistes : ce sont des conflits dont la finalité est la fondation d'Etats éphémères, réels ou potentiels. Dans cette optique, on peut citer la guerre du Biafra. Celle-ci a opposé les forces régulières nigérianes à celles du colonel Odumegu Odjuku, leader de la sécession biafraise. (...) Les conflits identitaires : ils portent sur des « différends culturels, économiques, juridiques, politiques ou territoriaux entre deux ou plusieurs groupes aux origines différentes ». en réalité, il y a conflit de ce type lorsqu'un groupe se persuade, à tort ou à raison, qu'il est menacé de disparaître soit sur le plan physique, soit sur le plan politique, par la domination exclusive d'un autre groupe. Le conflit identitaire résulte de crises d'identité et de discrimination. (...) Les conflits de pouvoir : par « conflit de pouvoir », il faut entendre les guerres qui ont pour objectif la prise du pouvoir. Au fond, dès lors qu'un « gouvernement est incapable d'assurer ses missions élémentaires d'encadrement des citoyens, de protection, d'assistance, la probabilité est grande de voir surgir milices, bandes armées, prédateurs plus ou moins structurés désireux (...) d'accéder au pouvoir d'Etat ».

Les conflits africains au XXe siècle. Essai de typologie, Antoine-Denis N'Dimina-Mougala in Guerres mondiales et conflits contemporains, N°225, Pages 121 à 131

Document : Dans l'Est de la RDC, des groupes rebelles sont accusés d'exploiter des minerais pour se financer



Source : Reuters/Kenny Katombe

Document : L'Afrique est en proie aux coups d'Etats et aux conflits

« Dans la soirée du 15 février 2022, des rapports ont fait état de l'assignation à résidence de hauts responsables de la police et de l'armée à Djibouti, apparemment par crainte d'un coup d'Etat. Il s'agit du dernier en date d'une série de coups d'Etat ou de tentative de coups d'Etat en Afrique, du Mali à Madagascar et de la Guinée à la République centrafricaine. La popularité qui accompagne certains de ces coups d'Etats, associée à l'incapacité perçue de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à endiguer la vague de reflux démocratiques et d'insécurité, a provoqué une crise qui nécessite de reconsidérer fondamentalement les valeurs, le rôle, le mandat, les capacités et les ressources de ces institutions.

L'incident de Djibouti s'est produit 10 jours à peine après une réunion du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA. Dans son communiqué final, celle-ci y déplorait la « vague » de coups d'Etat et l'insécurité généralisée sur le continent. Depuis son dernier sommet en présentiel au début de l'année 2020, des coups d'Etat militaires aboutis ont été perpétrés au Mali (deux fois), au Tchad, en Guinée, au Burkina Faso ET AU Soudan ? et des tentatives de coups d'Etat, à Madagascar, en RCA, au Niger, en Guinée-Bissau et peut-être à Djibouti.

<https://theconversation.com>

PRATIQUE DE L'APC EN E.C : CLASSE DE TERMINALE

Document : Des milliers de personnes ont fui les affrontements interethniques dans le Nord du Cameroun.



Crédit photo DJIMET WICHE/AFP via Getty Images

Document : Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX

« ... Nous voici donc, une fois de plus réunis ici, dans cette salle de conférence du Ministère de la communication, pour nous entretenir sur les leçons à tirer et les perspectives dégagées à l'issue du Sommet extraordinaire du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale, le COPAX, qui s'est tenu le 16 février dernier au Palais des Congrès de Yaoundé (...). Le 16 février 2015 est donc à marquer d'une pierre blanche dans la dynamique de mise en commun des efforts transnationaux pour la lutte contre Boko Haram... Ainsi, les chefs d'Etats ont convenu d'octroyer au Cameroun et au Tchad un appui d'urgence en ressources financières d'un montant de 50 milliards de Francs CFA. En outre, les pays membres de la CEEAC vont appuyer les deux pays membres dans le renforcement des équipements et des effectifs militaires sur le théâtre des opérations. En plus de cet appui conjoncturel, les Chefs d'Etat et Gouvernement de la CEEAC ont décidé de créer un Fonds de soutien multidimensionnel dans les domaines de la logistique, de l'assistance humanitaire, de la communication et des actions politico-diplomatiques. »

Extrait de la conférence de presse du Ministre ISSA TCHIROMA BAKARY du 16 février 2015, in <https://www.mincom.gov.cm>

Document: les actions du Cameroun dans le maintien de la paix en Afrique

La participation individuelle des FDC aux OMP en Afrique est davantage individuelle. Ainsi donc, les militaires camerounais sont souvent envoyés sur demande des institutions à titre d'observateurs. Ils arrivent souvent à se retrouver au niveau opératif et même stratégique soit à cause de leurs compétences individuelles, soit alors par le biais des places réservées au Cameroun. Au niveau sous régional, des officiers des forces de défenses camerounaises ont été déployés avec d'autres casques bleus dans l'ex-Zaïre (KIVU), en RCA, au Burundi, en Côte d'Ivoire et au Rwanda. Pour s'en tenir à cette sous-région, mentionnons de manière détaillée qu'un contingent de 20 militaires est intervenu au sud KIVU à la demande du Haut-Commissariat des Réfugiés en 1995 (...). Un officier d'état-major de nos forces a également participé à la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC)... Au niveau collectif, depuis 2008, le Cameroun est présent en RCA aux côtés des autres pays de la CEEAC pour la mission de la consolidation de la paix dans ce pays... Le Cameroun abrite également la Base Logistique Continentale où devrait être stocké le dispositif logistique appelé à être affecté aux missions de paix initiées et conduites sous la bannière des institutions africaines...

NDZIE JN., 200—« La participation des forces de défenses camerounaises aux opérations de maintien de la paix en Afrique », Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, 2009

Document : les tentatives de médiation dans la crise anglophone

« Des partenaires bilatéraux dont la France ainsi que le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies n'ont de cesse de conseiller le dialogue au régime. Aujourd'hui, deux initiatives internationales de dialogue se font concurrence : l'initiative suisse, soutenue par les Etats-Unis, et l'initiative de l'Africa Forum, le groupe d'anciens chefs d'Etat chargé de faire des médiations pour l'Union Africaine. Les Suisses entendent lancer des « pourparlers sur les pourparlers » afin de s'assurer de la participation des groupes armés. Par l'entremise de l'ancien chef d'Etat du Mozambique, Joaquim Chissano, l'Africa Forum a annoncé en juillet 2019 la tenue d'un séminaire sur le Cameroun, signalant l'inquiétude de l'Union Africaine vis-à-vis de la crise anglophone et sa disposition à aider le Cameroun. »

Lonmene M., Monkam U., 2020-Guide pédagogique. ECM Terminale

PRATIQUE DE L'APC EN EC : CLASSE DE TERMINALE

ETABLISSEMENT :	FAMILLE DE SITUATIONS : LA MONDIALISATION
CLASSE : Tle	CATEGORIE D' ACTIONS : la participation à la mondialisation
EFFECTIF :	MODULE N°2: LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE
GARCON :	CHAPITRE N°4: LE CAMEROUN ET LES STRUCTURES D'INTEGRATION SOUS REGIONALE ET REGIONALE
FILLE :	DOSSIER N°2: LES PROBLEMES DU CAMEROUN DANS LES RI
NOM DE L'ENSEIGNANT : AVOMBA Joseph D.	DURÉE : 2H
Exemple de situation :	
Exemple d'action :	

Séquences didactiques	Ressources internes			Ressources externes	Activités d'enseignement/apprentissage	Durée
	Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être			
					Plan de travail Rappel/pré requis : Consigne de travail : travail en petits groupes	5 mn
I- sur le plan politique et économique		Expliquer Mettre en relation	Sens de l'observation		Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/ recentrage	15 mn
II- sur le plan social		Expliquer Mettre en relation	attention		Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	15 mn
II – les essais de solutions		Expliquer Mettre en relation	Respect mutuel		Analyse et exploitation des documents ; brainstorming ; discussion/recentrage	20Mn
Synthèse :						

Bibliographie :